

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

L'ERREUR MARXISTE & L'AGRICULTURE FRANÇAISE

DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE FAMILIALE
& DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1940, A 14 H. 30

PAR

JEAN-ROBERT BIDARD

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

—:—

JURY D'EXAMEN

MM. SAINT-GERMÈS, *Professeur, Président de la Thèse.*
LEPARGNEUR
LAMPUE

} *Suffragants.*

CAEN
IMPRIMERIE CAENNAISE, 16, Rue Froide

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546420_0001

**L'ERREUR MARXISTE
ET L'AGRICULTURE FRANÇAISE**

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

L'ERREUR MARXISTE & L'AGRICULTURE FRANÇAISE

DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE FAMILIALE
& DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1940, A 14 H. 30

PAR

JEAN-ROBERT BIDARD

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN



JURY D'EXAMEN

MM. SAINT-GERMÈS, *Professeur, Président de la Thèse.*

LEPARGNEUR
LAMPUÉ

CAEN

IMPRIMERIE CAENNAISE, 16, Rue Froide

1940

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1940-1941

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. O)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (C. *, I O)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. O)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. O)

DEGOIS (I. O).

Professeurs :

- MM. NÉZARD (*, I. O), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;
GOMBEAUX (*, I. O), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;
BRIDREY (*, I. O), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;
BRUNET (*, I. O), professeur sans chair, député ;
LEPARGNEUR (*, I. O), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;
LEMONNIER (I. O), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;
PERREAU (*, I. O, I, I), professeur de Droit criminel ;
LAMPUE (I. O), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;
YVER (O), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé ;
PRUD'HOMME (*, I, O), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution, en congé ;
FRÉJAVILLE (O), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;
BESNIER, professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;
LEDUC, professeur d'Economie Politique, en mission ;
SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie Politique ;
VILLEY-DESMESERETS, agrégé, prisonnier de guerre ;
PLANCQUEEL, chargé des Cours de Procédure civile et de Voies d'exécution.

Secrétaire :

M. ROUX (*, I. O, I, I), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. SAINT-GERMÈS, *Professeur, Président de la Thèse.*

LEPARGNEUR } *Suffrageants.*
LAMPUË }

A MA MÈRE
A QUI JE DOIS TOUT

A MES PROFESSEURS

INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années, des mesures d'économie dirigée furent appliquées à toutes les branches de l'activité économique et notamment à l'agriculture, par des gouvernements, dont un nombre croissant était orienté vers la gauche.

L'Etat s'est immiscé de plus en plus dans l'Economie Paysanne, en encourageant les divers groupements de mutualité, de production, de transformation et de vente des produits agricoles ; en subventionnant les améliorations foncières et culturales ; enfin, en réglementant par des lois de plus en plus impératives la production et la vente des principaux produits agricoles.

Par ailleurs, l'évolution, jusqu'en 1939, de la politique française vers le socialisme d'abord, puis, dans une certaine mesure vers le communisme, pouvait entraîner des modifications profondes dans la structure de l'économie rurale du pays.

Le socialisme et le communisme multipliaient leurs efforts pour atteindre et gagner à leur cause la classe paysanne.

Leurs grands journaux publiaient chaque semaine « une page de la terre » et des milliers d'exemplaires des journaux agricoles communistes, étaient répandus à profusion dans les campagnes.

De nombreux comités socialistes et des cellules communistes étaient créés.

La terre n'allait-elle pas se modifier dans sa structure économique et sociale ?

Karl Marx, le grand théoricien socialiste, avait prévu cette évolution vers le collectivisme, aussi bien dans le domaine agricole, que dans le domaine industriel et commercial.

C'est ainsi qu'il énonça la célèbre loi de la concentration ou encore de l'expropriation et de la prolétarianisation croissante des masses.

Cette concentration est-elle confirmée par les faits en agriculture ?

La documentation fournie par les grandes enquêtes agricoles de 1892 et de 1929, les enquêtes locales faites ultérieurement ont permis d'y répondre ; mais dans une certaine mesure seulement.

Il est en effet regrettable que ces documents n'aient pas été tous établis selon la même méthode ; il a fallu, pour les interpréter, procéder, dans de nombreux cas, à des regroupements.

Par contre, l'examen des monographies départementales, établies par les Directeurs des Services Agricoles et par des experts qualifiés, fournit des renseignements précis d'ordre qualitatif et quantitatif, au point de vue de l'interprétation des faits.

Celle-ci conduit à la critique de la loi marxiste de la concentration au point de vue de l'agriculture métropolitaine et dégage les grandes lignes de l'évolution de l'économie rurale française vers la propriété et l'exploitation familiales appuyées sur l'association professionnelle.

La présente étude comporte un exposé de la position doctrinale du problème, un examen de l'évolution de la propriété, de l'exploitation, des modes d'exploitation, des capitaux mis en œuvre et du personnel agricole.

L'examen d'ensemble de ces différents aspects du problème agricole a permis de mettre en évidence la non concentration et la non prolétarianisation des masses rurales et d'en rechercher les causes.

Le progrès de la technique de production n'entraîne pas fatalement le capitalisme qui, lui-même, précéderait le collectivisme, mais un autre système de production basé sur l'association des agents producteurs, selon différentes formes allant de l'association simple au coopératisme et au corporatisme.

CHAPITRE PREMIER

POSITION DOCTRINALE DU PROBLÈME

SECTION I

ÉVOLUTION DES RÉGIMES ÉCONOMIQUES

La société est un organisme vivant qui se transforme, socialement et économiquement, en passant par différentes phases : l'état sauvage, l'état agricole, l'état commercial, le régime capitaliste et enfin le régime collectiviste. Or, cette évolution est par elle-même déterminée, ainsi que le prétendent les maîtres de l'école historique, par la technique des moyens de production.

MARX écrit à ce sujet :

« Le moulin à bras nous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel » (1).

Puis, dans un autre ouvrage :

« Le mode de production de la vie matérielle détermine, en général, le processus social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme

(1) KARL MARX, *Misère de la Philosophie*, 2^e édit., p. 156, GIARD, Paris, 1906.

qui détermine sa manière d'être, mais sa manière d'être sociale, qui détermine sa conscience » (1).

Ou encore : « De nouvelles conditions de production supérieures aux anciennes, ne prennent pas leur place avant que leurs raisons d'être matérielles ne soient développées au sein de la vieille société ».

Cette théorie matérialiste, qui est à la base de la doctrine de MARX, a tort d'établir un lien de causalité entre le progrès et l'évolution sociale et économique. Sans doute, serait-il plus exact de dire que les deux phénomènes se trouvent liés intimement sans qu'on puisse prétendre que l'un soit la cause de l'autre.

Néanmoins, c'est avec cette théorie que MARX a bâti l'une des lois fondamentales de son système, celle de la concentration des capitaux ou de l'expropriation automatique des masses.

Le progrès de la technique de production modifie la structure des entreprises, car le machinisme, la rationalisation du travail nécessitent la production en grand. Cette technique entraîne donc l'évolution du capitalisme vers la concentration, qui elle-même favorise le développement du collectivisme.

Le nombre des entreprises diminue progressivement, par suite du développement des plus puissantes d'entre elles, qui écrasent les plus faibles.

La propriété des moyens de production se concentre aux mains des forts, par la dépossession des faibles, qui enflent le flot des prolétaires.

Mais le jour où toutes ces entreprises seront devenues la propriété d'un petit nombre de grandes sociétés par action, à l'occasion de l'une de ces crises inhérentes au régime capitaliste, la collectivité opérera l'expropriation des actionnaires et établira le collectivisme.

(1) KARL MARX, *Critique de l'Economie Politique*, Préface, REINWALD, 1890.

Laissons plutôt la parole à Karl MARX.

« La propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité productive est le corollaire de la petite industrie agricole ou manufacturière, et celle-ci constitue la pépinière de la production sociale, l'école où s'élabore l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la libre individualité du travailleur. Certes, ce mode de production se rencontre au milieu de l'esclavage, du servage et d'autres états de dépendance. Mais il ne prospère, il ne déploie toute son énergie, il ne revêt sa forme intégrale et classique, que là où le travailleur est le propriétaire libre des conditions de travail qu'il met lui-même en œuvre, le paysan du sol qu'il cultive, l'artisan de l'outillage qu'il manie, comme le virtuose de son instrument.

Ce régime industriel de petits producteurs indépendants travaillant à leur compte, présuppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production. Comme il en exclut aussi la coopération sur une grande échelle, la subdivision de la besogne dans l'atelier et aux champs, le machinisme, la domination savante de l'homme sur la nature, le libre développement des puissances sociales du travail, le concert et l'unité dans les fins, les moyens et les efforts de l'activité collective. Il n'est compatible qu'avec un état de la production et de la société étroitement borné. L'éterniser, ce serait, comme le dit pertinemment FRECHET, « décréter la médiocrité en tout ». Mais, arrivé à un certain degré, il engendre de lui-même les agents matériels de sa dissolution. A partir de ce moment, des forces et des passions, qu'il comprime, commencent à s'agiter au sein de la société. Il doit être, il est anéanti. Son mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété naine du grand nombre la propriété colossale de quel-

ques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur, voilà les origines, voilà la genèse du capital...

La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude, pour ainsi dire, le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs conditions de travail en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois imminentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux...

A mesure que diminue le nombre des potentats du capital, qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroît la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière, sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée, par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un

point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés...

Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet de travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines, que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse » (1).

« A mesure que la grande industrie se développe, la base même sur laquelle la bourgeoisie a assis sa production et son appropriation des produits se dérobe sous ses pieds. Ce qu'elle produit avant tout, ce sont ses propres fossoyeurs. Son élimination et le triomphe du prolétariat sont également inévitables » (2).

Cette concentration, dont parle MARX et dont parlaient déjà de nombreux auteurs, notamment SISMONDI (3) est certaine, il suffit pour cela de regarder l'activité industrielle et commerciale actuelle. Il est évident que le

(1) KARL MARX, *Le capital*, Chapitre XXXII, p. 341 et suiv.

(2) ENGELS et KARL MARX, *Manifest der kommunistischen partei* Londres, 1847, p. 9 et 11.

(3) SISMONDI, *Etude sur l'Economie Politique*, p. 39 et suiv.

nombre des entreprises a diminué et que l'importance de certaines d'entre elles a pris des proportions considérables à la fin du xix^e et surtout au xx^e siècle. Chacun connaît la puissance des trusts surtout aux Etats-Unis et des Konzern qui existaient en Allemagne avant l'avènement du National Socialisme. Mais, l'expropriation et la prolétarianisation des masses, sont loin d'être vérifiées. En effet, le progrès technique et la concentration des entreprises, aussi bien industrielles que commerciales, s'ils ont porté une grave atteinte à l'artisanat, n'ont pas privé de moyens d'existence ces petits patrons, ils en ont fait leurs intermédiaires.

GIDE et RIST écrivent en effet : « S'il est indéniable que les grandes entreprises deviennent de plus en plus nombreuses et de plus en plus puissantes, il n'en résulte nullement qu'elles éliminent la petite industrie et le petit commerce.

Les statistiques nous montrent, au contraire, que le nombre des petits industriels (ces artisans qui, d'après la doctrine marxiste, ont commencé à être éliminés dès le xiv^e siècle) va plutôt en augmentant. Pourquoi ? parce que sans cesse quelques inventions nouvelles — photographie, bicyclette, applications domestiques de l'électricité, goût des fleurs, — font surgir de nouvelles petites industries et petits commerces » (1).

D'autre part, le développement des sociétés par action, qui concentre les moyens de production, en répartissant la propriété entre un très grand nombre d'actionnaires loin d'enrichir les milliardaires, permet une plus grande diffusion du capital au sens marxiste du mot, c'est-à-dire rente par le travail d'autrui.

Certes, on objectera que, s'il n'y a pas concentration des capitaux dans ces sociétés, il y a du moins concentration des organes de décision et de direction en la

(1) GIDE et RIST, *Histoire des doctrines économiques*, p. 567.

personne des administrateurs qui, grâce à la pratique des pouvoirs en blanc à eux délivrés par les actionnaires absents, aux Assemblées Générales de la Société Anonyme, élargissent considérablement leur rôle et tendent à constituer ces oligarchies financières, dont on parle si souvent.

Mais, par cette pratique, ce sont les actionnaires qui se dépouillent volontairement de leur droit parce qu'ils ne s'intéressent pas aux délibérations des Assemblées Générales. Un décret-loi de 1935 à ce sujet a pourtant facilité le groupement des petits actionnaires, afin d'atteindre le nombre d'actions requis par les statuts de la Société pour avoir le droit de vote aux Assemblées Générales.

La concentration dans l'industrie et le commerce a été étudiée pas de nombreux auteurs (1). Les adversaires de cette théorie de MARX-ont nié l'expropriation automatique, mais ils n'ont pu nier le développement considérable des grandes entreprises industrielles et commerciales.

Par contre, peu d'auteurs se sont penchés sur le problème de la concentration en agriculture et pourtant MARX l'avait posé au même titre que la concentration industrielle et commerciale, c'était d'ailleurs nécessaire pour que son système puisse tenir.

L'agriculture n'est pas restée en effet au stade de l'économie familiale fermée. Elle a fait son apparition sur les grands marchés.

(1) A paraître prochainement : *La concentration* par J. SAINT-GERMÈS, Professeur agrégé d'Economie Politique.

SECTION II

ÉVOLUTION DE LA TECHNIQUE AGRICOLE

Le progrès des moyens de production n'est pas le seul fait de l'industrie et du commerce, il est aussi le fait de l'agriculture, mais d'une manière moins sensible.

La division du travail en Agriculture. — La grande loi de la division du travail que TOLSTOÏ qualifie injustement « de diabolique et astucieuse » a fait son apparition en agriculture, dès l'instant où le paysan commençant à produire pour les besoins du marché, a dû subir la concurrence. Ainsi que l'explique KAUTSKY, le paysan se posa le problème de cultiver entre les produits demandés sur le marché :

« celui, que selon la nature du sol et l'emplacement de ses terres, les conditions de communication, selon l'importance de son capital et l'étendue de sa propriété, il pouvait obtenir à meilleur compte.

...Les diverses exploitations se spécialisèrent, les unes donnant leur préférence à la culture du sol, les autres à l'élevage ; d'autres encore à la pomiculture ou à la viticulture » (1).

Dans chaque branche, chaque production s'est spécialisée pour une espèce animale ou végétale déterminée.

C'est ainsi que dans l'élevage, on arrive par la sélection

(1) KARL KAUTSKY, *La question agraire*, Paris, Ed. Giard et Briège, p. 51.

tion des races bovines à distinguer celles qui sont aptes à la production du lait, celles bonnes à la boucherie, celles enfin aptes au travail.

Dans la laiterie, on distingue, encore, la production du lait pour la vente à l'état frais, de la production du lait pour la préparation du beurre, et de la production du lait pour la préparation du fromage. Chacun de ces buts faisant l'objet d'une sélection spéciale des races bovines.

La division du travail ne s'effectue pas seulement entre les diverses exploitations, elle se développe également à l'intérieur de chaque exploitation ; à la différence de ce qui se passait au temps de l'agriculture féodale, où les grandes exploitations fonctionnant par le système des corvées, ne donnaient pas la moindre part à la division du travail.

Mais cette division du travail devait, comme dans toutes les autres branches de l'activité économique, lier davantage le paysan aux autres hommes. La division du travail entre les hommes, comme entre les peuples, diminue leur indépendance au profit de la solidarité nationale et internationale.

Dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'industrie et du commerce. — La dépendance de l'agriculture vis-à-vis du commerce et de l'industrie s'accrut donc de jour en jour, au point de livrer parfois le petit paysan pieds et poings liés en face d'organisations plus puissantes.

En effet, le commerce et l'industrie sont en avance de plusieurs dizaines d'années sur l'agriculture au point de vue de la concentration.

« Alors qu'autrefois, remarque fort bien M. SALLERON dans son ouvrage, le paysan se trouvait en contact avec *son* meunier, *son* marchand de grain, *son* acheteur local, petit commerçant indépendant avec qui il traitait d'égal à égal, il rencontre aujourd'hui les courtiers et les employés de grandes maisons de commerce, de

grosses usines de transformation, en face desquels il se trouve soudainement isolé et sans pouvoir » (1).

Les vingt dernières années montrent une grande concentration de la minoterie. De même une concentration de toutes les industries d'alimentation, sucrerie, laiterie, fromagerie, concentration également de la vente des engrais, par de puissantes sociétés.

En outre, les progrès de la technique industrielle porte même atteinte à l'agriculture par le fait qu'elle permet une meilleure utilisation des produits de la terre, en obtenant avec moins de matières premières, une quantité de produits plus considérable.

L'industrie permet également l'emploi des déchets, des produits dérivés, des substitutions et des ersatz.

Les progrès de la meunerie, par exemple, diminuent la perte d'éléments nutritifs contenus dans les grains, ou encore, l'emploi de la margarine remplace, dans une certaine mesure, celle du beurre.

Mais l'industrie et le commerce ne sont pas les seules branches de l'activité économique qui bénéficient du progrès.

Progrès de la technique agricole. — Ce progrès fut particulièrement sensible en agriculture, lorsque les conquêtes de la science moderne, mécanique, chimique, physiologique, animale et végétale, furent transportées des milieux urbains à la campagne.

Tout d'abord, les sciences physiques se mirent au service de l'agriculture par la conception et la construction d'un outillage propre à accroître le rendement du travail, quant à la rapidité et aussi quant à la qualité. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'étudier les progrès de l'outillage dans le chapitre que nous consacrerons aux capitaux agricoles.

(1) SALLERON, *L'évolution de l'Agriculture Française du Régime foncier au régime corporatif*, Thèse, Paris, 1937, p. 18.

Puis, la science chimique a permis d'analyser la terre et de trouver les éléments qui lui manquaient pour produire ses fruits, elle a su créer ces éléments, qui lui furent distribués sous forme d'engrais.

Le physiologiste, par sa connaissance des espèces animales et végétales a pu les sélectionner en vue d'une production déterminée, il a pu également les sauver de la maladie.

Le bactériologue joua aussi un grand rôle avec son microscope, tant pour l'examen des cellules végétales que pour l'examen des microbes, bactéries, bacilles, qui agissent sur la physiologie animale.

C'est par exemple à la fin du ^{xix}^e siècle que l'on découvrit le fait particulièrement intéressant que les légumineuses empruntent l'azote dont elles ont besoin à l'air et le restituent à la terre à condition que certains micro-organismes se trouvent dans le sol.

Ainsi, devons nous conclure avec KAUTSKY que « l'agriculture, qui pendant mille ans n'avait fait aucun progrès, est devenue une des formes les plus révolutionnaires d'exploitation moderne. Mais, dans la mesure où elle se transformait, elle cessait d'être le métier dont la routine se transmettait de père en fils pour devenir une science ou plutôt un système de sciences ».

Ce système de sciences a permis de substituer à la vieille méthode de l'épuisement du sol la méthode de la culture rationnelle.

Toutefois, il ne faut pas exagérer le rôle de la science, l'expérience joue un très grand rôle dans la conduite pratique d'une exploitation agricole, laquelle est très complexe à diriger, et où réussissent surtout ceux qui, tout en possédant une instruction théorique suffisante, ont vécu à la ferme depuis leur plus tendre enfance.

SECTION III

CARACTÈRE CAPITALISTE DE L'AGRICULTURE MODERNE

En même temps que se développait la nouvelle technique de production, se transformait la structure économique de l'agriculture, qui s'orientait vers le capitalisme.

Il faut en effet des capitaux de plus en plus importants pour mettre sur pied une entreprise agricole.

Or, on peut se demander si le cultivateur pourra à lui seul réunir suffisamment de capitaux pour mener à bien son exploitation où s'il ne devra pas louer sa terre et emprunter, c'est-à-dire payer un revenu à un propriétaire ou à un capitaliste.

MARX écrit à ce sujet : « Une conséquence nécessaire de la propriété du sol en régime capitaliste, c'est la séparation du cultivateur-propriétaire en deux personnes, le propriétaire et l'entrepreneur » (1).

Dès cet instant, à la production agricole simple, se substitue la production capitaliste.

Et avec elle apparaissent, la plus-value, le profit, pour employer le vocabulaire marxiste, les rentes différentielles en espèce et la rente foncière.

La production capitaliste se trouvera désormais orien-

(1) Cité dans VANDERVELDE, *La propriété foncière en Belgique*, Paris, Reinwald, 1900, p. 293.

tée vers la recherche du produit net ou encore de la rentabilité, par opposition au mode de production simple qui recherche le produit brut ou la productivité. C'est à SISMONDI que revient l'honneur d'avoir introduit la célèbre opposition entre produit brut et produit net.

Jadis, en effet, les exploitants n'auraient jamais laissé descendre le produit brut au-dessous de ce qui était nécessaire pour l'entretien de leur famille.

L'apparition du nouveau mode de production en vue du marché amena l'exploitant à rechercher le produit net, c'est-à-dire la différence entre le coût de production et le prix de vente.

SECTION IV

CONCENTRATION AGRICOLE PROLÉTARIATISATION DES MASSES AGRICOLES ÉVOLUTION VERS LE COLLECTIVISME

Théories socialistes. — Le caractère capitaliste de l'agriculture moderne devait permettre à MARX de généraliser sa loi de concentration et de l'appliquer à l'agriculture.

Cette concentration pourrait se définir en ce qui concerne l'agriculture, comme l'expropriation des petits propriétaires exploitants au profit de quelques grands propriétaires qui loueraient leurs vastes domaines ou les feraient exploiter par des salariés ; la diminution des petites exploitations au profit des grandes, augmentant ainsi, le volume de l'entreprise agricole ; l'augmentation des capitaux consacrés à l'exploitation et enfin l'aug-

mentation de la proportion du personnel salarié par rapport au nombre total du personnel agricole.

Bien qu'il reconnaisse la différence entre le capital industriel et le capital agricole, le premier exploitant le travail humain, le second le travail humain et la terre, Karl MARX affirme que cette concentration des capitaux agricoles (fonciers et d'exploitation) entraînera le paupérisme rural et la collectivisation des terres.

« Ce qui provoque ce divorce (entre le propriétaire et l'entrepreneur), ce qui tue la propriété paysanne, c'est bien moins telle ou telle cause spécialement déterminée, lois successorales, infériorité technique, matériel défectueux, que le développement tout entier de la société bourgeoise, du mode de production capitaliste » (1).

Et enfin : « La rationalisation de l'agriculture, condition préalable de son exploitation sociale, et d'autre part, la réduction à l'absurde de la propriété foncière, tels sont les deux grands services rendus par le mode de production capitaliste.

Comme tous les autres progrès historiques, il les a fait payer par la paupérisation des producteurs directs » (2).

Il faut reconnaître que les idées de Karl MARX au sujet de la concentration en agriculture sont assez confuses, c'est un de ses disciples, Karl KAUTSKY dans un ouvrage remarquable, la Question Agraire, qui étudia l'agriculture en s'inspirant des idées directives de son maître. Nous aurons l'occasion de citer souvent son ouvrage, car il est le meilleur défenseur d'une thèse que nous essaierons de réfuter.

Karl KAUTSKY reconnaît la faiblesse des développements de MARX relatifs à l'agriculture. « Sur les questions d'ordre agraire, il (MARX) lui est bien arrivé

(1) Karl MARX, op. cit., 3^e volume.

(2) Karl MARX, op. cit., 3^e — 2 — p. 156,

d'exprimer, aussi, des pensées de grande valeur, mais sa théorie de l'évolution qui suppose l'accroissement de la grande exploitation, la prolétarianisation des masses et qui déduit de cette évolution, comme nécessaire le socialisme, cette théorie n'est claire que pour l'évolution industrielle. Elle ne l'est pas pour l'évolution agraire et il me semble que seule la recherche scientifique pourra combler cette lacune, qui existe assurément » (1).

Quoi qu'il en soit, pour tous les marxistes, l'agriculture évolue vers le collectivisme, c'est ainsi que VANDERVELDE écrit :

« Maintenant que la propriété paysanne ne représente plus dans un pays industrialisé comme le nôtre (Belgique) qu'une faible partie du domaine cultivé tandis que les deux tiers du sol n'appartiennent pas à ceux qui le cultivent, le rôle *parasitaire des mangeurs de rente éclate à tous les yeux*.

Et à mesure que le capitalisme conquiert l'agriculture substituant aux antiques routines, les procédés scientifiques de l'agronomie, la possibilité et les avantages de l'appropriation et de l'exploitation collective du sol s'accroissent en proportion » (2).

Cette transformation ne s'opérera, d'ailleurs, pas sans obstacles, reconnaît-il, elle ne pourra même s'établir qu'après la conquête de la production industrielle par le socialisme.

Ceux qui doutent de cette transformation ont le même état d'esprit que ceux qui croyaient le régime féodal éternel. Et pourtant la Révolution Française l'a aboli, la bourgeoisie ayant en un siècle instauré, le régime de la production capitaliste dans les campagnes.

« Il faudra moins longtemps encore, écrit VANDERVELDE, étant donné la vitesse croissante des métamor-

(1) Karl KAUTSKY, *La question Agraire*, p. 5, Giard et Brière, 1900.

(2) Op. cit., p. 323.

phoses sociales ; parce que les travailleurs des villes, émancipés du capitalisme, associent le peuple des campagnes aux résultats de leur effort, le délivrant du fardeau que ses maîtres successifs lui ont attaché sur les épaules et achèvent de lui enseigner, par l'autorité souveraine de leur exemple, les bienfaits de l'association dans le travail appliqué pour le plus grand bien-être de tous, au faire valoir du patrimoine commun » (1).

BOURGUIN dans son ouvrage intitulé « Systèmes Socialistes » écrit lui aussi : « A mesure que s'accroît la concentration, le mode de production collectif de la grande industrie capitaliste devient incompatible avec le monopole privé du capital et doit aboutir fatalement à la propriété commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

C'est donc dans la société présente que s'élabore progressivement la structure du régime de la propriété collective » (2).

D'après KAUTSKY, le perfectionnement de la technique agricole exigeant des capitaux de plus en plus importants, ceux-ci sont procurés à l'exploitant selon des modes différents, dont tous favorisent, pour les marxistes la collectivisation future.

Le premier système est le fermage, qui entraîne l'expropriation de l'exploitant et la concentration de la propriété foncière.

Le jour où cette concentration sera suffisamment développée, l'expropriation des propriétaires au profit de la collectivité sera possible.

Le second système est l'emprunt, sous forme de crédit hypothécaire, des capitaux nécessaires à l'exploitant propriétaire pour la bonne marche de son entreprise.

(1) VANDERVELDE, *op. cit.*, p. 323.

(2) BOURGUIN, *Systèmes socialistes*, p. 128.

Ces dettes hypothécaires grèvent de plus en plus le budget de ces propriétaires, qui, un jour, sont acculés à la vente forcée.

Or, la concentration hypothécaire se manifeste elle aussi, mais cela sous la forme de grandes institutions capitalistes qui monopolisent, en partie le crédit hypothécaire, comme le Crédit Foncier de France par exemple. En outre, elle se manifeste par les Sociétés et institutions telles que les sociétés d'assurance, les fondations et associations, qui placent leurs fonds en hypothèques.

Les grandes sociétés hypothécaires pourront également être expropriées.

KAUTSKY écrit, en effet : « Les conditions sont d'autant plus favorables (au collectivisme) que la concentration de la propriété foncière (quand l'exploitation est aux mains de fermiers) ou la concentration des hypothèques (quand les agriculteurs exploitent encore pour leur propre compte) est plus avancée » (1).

Enfin, le troisième système : « Outre les systèmes du fermage et de l'hypothèque, un troisième système est possible, écrit KAUTSKY : le propriétaire foncier peut être en même temps un capitaliste, c'est-à-dire qu'il peut, outre sa propriété foncière, posséder assez d'argent comptant pour organiser avec ses propres moyens une exploitation moderne.

Mais, cette confusion du propriétaire foncier et du capitaliste en une seule personne a été jusqu'ici une exception dans l'histoire et elle restera une exception dans l'évolution ultérieure du système de production capitaliste ; il faut en chercher la raison, d'une part dans la supériorité de la grande exploitation comparée à la petite, d'autre part à la propriété individuelle du sol » (2).

(1) KAUTSKY, op. cit., p. 132.

(2) — — — p. 137.

Or, il se trouve que c'est précisément ce dernier mode de production agricole qui, malgré les dires de KAUTSKY, se trouve le plus répandu en France, ainsi que nous tenterons de le prouver au cours de nos développements.

Quel que soit le système employé, mais surtout pour les deux premiers, l'usure et l'endettement aliènent la propriété du paysan et le chassent de son bien.

KAUTSKY voit l'évolution vers le collectivisme davantage par cet endettement, cette misère grandissante de la classe paysanne, que dans l'augmentation tangible des grandes exploitations par rapport aux petites.

Enfin, tous les socialistes sont unanimes, lorsqu'ils mettent en relief l'influence du prolétariat urbain sur le prolétariat rural.

Le premier devant entraîner le second sur la voie du collectivisme. Comme la majorité des provinces révolutionnaires a entraîné la Vendée monarchique en 1793, Il est certain, en effet, qu'au milieu d'un collectivisme industriel et commercial, l'agriculture ne pourrait guère conserver son mode de production capitaliste,

Mais ne pourrait-on dire également, que le milieu industriel et commercial aurait beaucoup plus de mal à devenir collectiviste en présence d'une agriculture capitaliste. L'agriculture en France représente, en gros, la moitié de la population ; ajoutons à cela tous les éléments qui, au sein de l'industrie, du commerce, des professions libérales et du fonctionnarisme, sont hostiles au collectivisme et nous pourrions entrevoir les obstacles qui se dressent devant lui.

MARX, tout en prévoyant leur disparition prochaine, reconnaît bien cet obstacle présenté par la classe moyenne lorsqu'il écrit :

« De toutes les classes subsistant aujourd'hui en face de la bourgeoisie, le prolétariat seul forme une classe réellement révolutionnaire. Les autres dépérissent et

s'éteignent devant la grande industrie, dont le prolétariat est le groupe propre. La classe moyenne, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le cultivateur, tous combattent la bourgeoisie pour sauver leur existence comme classes moyennes... Ils sont réactionnaires, car ils cherchent à faire tourner en arrière la roue de l'histoire » (1).

Exemples étrangers. — Il faut cependant reconnaître, en faveur de ces différents auteurs socialistes, que leurs thèses relatives à la concentration en agriculture se trouvent en partie vérifiées dans certains pays, où les conditions de cultures sont différentes de celles de notre agriculture.

Ce sont par exemple les vastes plaines de Russie ou des Etats-Unis, les pays neufs pratiquant la culture extensive comme l'Australie, les Colonies, etc.

Pour les Etats-Unis, nous devons remarquer que la grande culture américaine s'est trouvée gênée, ces dernières années, sous le poids de ses dettes et que le gouvernement fut obligé de promulguer un bill ayant pour but, d'une part d'en porter l'état garant, et d'autre part, d'en diminuer les arrérages.

Nous pouvons citer comme exploitations collectives, certaines colonies sionnistes, dont la réussite semble plus justifiée par des considérations morales qu'économiques et techniques.

Mais, c'est en U. R. S. S. que se trouvent les exemples les plus intéressants de collectivisme agricole. Le régime de propriété étant aboli presque en totalité, si ce n'est le rétablissement assez récent des « artels », l'exploitation est assurée par des organismes d'état, les Sovkhoz ou par des travailleurs associés, les Kolkhoz.

(1) F. ENGELS et Karl MARX, *Manifest der kommunistischen partei*, Londres, 1847, p. 9 et 11.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de parler à nouveau de ces grandes exploitations dans notre chapitre consacré à l'exploitation.

STALINE, au VIII^e Congrès Extraordinaire des Soviets, prononçait ces mots, relatifs à l'agriculture soviétique :

« Dans le domaine de l'agriculture, au lieu d'un océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur faible technique et l'entreprise des Koulaks, nous avons maintenant la plus grande production mécanisée du monde, armée d'une technique nouvelle ; sous la forme d'un système généralisé de Kolkhoz ou de Sovkhoz. Tout le monde sait que la classe des Koulaks a été liquidée, dans l'agriculture, et que le secteur des petites exploitations paysannes individuelles avec sa technicité arriérée, médiévale, occupe maintenant, une place insignifiante ; au surplus, sa part dans l'agriculture, quant à l'étendue des surfaces ensemencées, ne représente pas plus de 2 à 3 %.

Et encore :

« Notre paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle. Il n'existe plus chez nous de grands propriétaires fonciers, ni de Koulaks, ni de marchands, ni d'usuriers, pour exploiter les paysans.

Par conséquent, notre paysannerie est une paysannerie affranchie de l'exploitation. Ensuite notre paysannerie soviétique, dans son immense majorité, est une paysannerie Kolkhozienne, c'est-à-dire qu'elle base son travail et son avoir, non sur le travail individuel et une technique arriérée, mais sur la propriété collective, qui a grandi sur la base du travail collectif.

« Comme vous le voyez, la paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle, comme n'en a pas encore connu l'histoire de l'Humanité ».

Et enfin STALINE proclamait au XVII^e Congrès du Parti :

« Disparues les anciennes silhouettes des notables, le Koulak exploiteur, l'usurier buveur de sang, le marchand-spéculateur, le petit père-chef de police. Les notables, ce sont maintenant les hommes des Kolkhoz et des Sovkhoz ».

STALINE oublie de dire dans son rapport, quels efforts la Guépéou a dû déployer pour essayer de tuer l'âme paysanne russe, 5 millions de paysans ont, paraît-il, été déportés ou tués de 1931 à 1933.

Il oublie de dire les échecs techniques des Sovkhoz et Kolkhoz, échecs particulièrement marqués dans le domaine de l'élevage. Le paysan, à quelque pays, à quelque race qu'il appartienne, n'est pas fait pour travailler au champ sous la menace d'une sentinelle en armes.

Les marxistes avaient, sans doute, en vue ces grandes plaines favorables à la monoculture, lorsqu'ils ont défendu la théorie de la concentration en agriculture et lorsqu'ils ont voulu l'appliquer à notre pays.

SECTION V

COMMENT ÉTUDIER LA CONCENTRATION DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE

De nombreux auteurs ont limité leurs discussions sur la concentration à l'examen des avantages et inconvénients respectifs de la petite et de la grande exploitation. C'est là une question très intéressante, qui est peut-être la clef de voûte de cette théorie, mais elle n'est pas la seule.

Il convient, en effet, d'envisager la concentration d'une façon beaucoup plus générale, qui embrasse toutes les formes de l'activité agricole. De cette façon, il nous sera permis d'apporter une solution d'ensemble au problème posé, c'est-à-dire répondre à ces questions :

*Y a-t-il concentration et expropriation automatique
en agriculture ?*

*Y a-t-il prolétarianisation croissante des masses agricoles,
sinon dans quel sens se fait l'évolution ?*

C'est ainsi que nous étudierons dans les chapitres suivants la concentration dans la propriété, dans l'exploitation et les modes d'exploitation, dans les capitaux et enfin nous étudierons dans un chapitre consacré au personnel, s'il y a prolétarianisation des masses agricoles.

*
* *

Au sujet de la propriété et de l'exploitation, de nombreux auteurs ont trop souvent confondu l'une et l'autre et pourtant l'une est un fait juridique : la propriété, l'autre un fait économique : l'exploitation.

Est-ce à dire que seule l'exploitation, fait économique, nous intéresse ici ? non, car en agriculture, la terre et l'homme sont intimement liés, ils sont les deux agents d'une même œuvre productive et on ne peut se les figurer agissant indépendamment l'un de l'autre.

La propriété foncière, sous la forme actuelle, représente, d'ailleurs, un capital au même titre que l'usine et le fonds de commerce. C'est pourquoi nous devons l'étudier avec soin.

Y a-t-il un rapport constant entre le nombre des propriétés et le nombre des exploitations ? Certains auteurs le prétendent, car à un grand domaine corres-

pond, d'après eux, presque toujours une grande exploitation, et à un petit domaine, une petite exploitation.

Ce sont là des assertions bien osées, car les faits contraires sont fréquents ; de grands propriétaires préfèrent en effet diviser leur propriété afin d'en tirer un revenu plus élevé, les petites exploitations se louant relativement plus cher que les grandes.

D'autre part, dans certaines régions, de gros fermiers rassemblent en une seule exploitation des petites propriétés séparées.

C'est pourquoi, il convient d'étudier la concentration dans la propriété et la concentration dans l'exploitation.

CHAPITRE II

LA PROPRIÉTÉ

La propriété foncière, dont l'institution remonte aux premiers jours de la société organisée, est l'un des phénomènes sociaux les plus discutés dans les milieux philosophiques, juridiques et économiques, depuis les Gracques jusqu'aux socialistes contemporains, en passant par Henry Georges.

La propriété privée est, en effet, la base d'un système juridique et économique, cela explique les attaques violentes de ceux qui ont prétendu, ou prétendent encore, substituer à ce système, un nouveau régime répondant davantage à la notion de justice sociale.

Cette substitution n'étant possible que par la suppression de la propriété privée, de nombreux auteurs collectivistes ou anarchistes préconisent la violence, la lutte des classes pour entraîner cette suppression ; d'autres, les marxistes, prétendent que le régime capitaliste portant en lui-même les germes de sa propre destruction la propriété privée et notamment la propriété foncière se concentre en vertu de normes, entre les mains de quelques-uns au détriment de tous, facilitant ainsi le retour de ces biens à la collectivité.

Mais cette évolution normale de la propriété foncière

vers la concentration se vérifie-t-elle dans l'agriculture française ?

Au premier abord, il est permis d'en douter, mais afin d'avoir une réponse précise à cette question nous allons examiner avec soin les mouvements de la propriété foncière en France, depuis une trentaine d'années.

SECTION I

PROCÉDÉS D'INVESTIGATION

En France, à la différence des pays neufs, la surface des terres cultivables reste à peu près constant. Il suffirait de prouver que le nombre des propriétés a diminué, pour conclure à la concentration, ou qu'il a augmenté, pour conclure au morcellément. Mais ce serait étudier le problème d'un peu haut.

§ 1. — PRINCIPLE DE LA DIVISION DE LA PROPRIÉTÉ EN CATÉGORIES ET PROCÉDÉS POUR Y PARVENIR

On a l'habitude de diviser la propriété, comme l'exploitation d'ailleurs, en trois catégories, la petite, la moyenne et la grande propriété. Certains ajoutent encore deux catégories, la très petite et la très grande propriété, mais c'est superflu, à notre avis.

Cette division nous permet de suivre les différents mouvements de chacune des 3 catégories, les unes se développant au profit des autres.

Tout d'abord, comment apprécier la petite, la moyenne et la grande propriété. Par leur étendue, ou par la valeur des terres ?

Par l'étendue, c'est méconnaître les grandes diffé-

rences de valeur qui existent entre les terres d'une région à l'autre et même, à l'intérieur d'une même commune.

Par sa valeur, c'est méconnaître l'étendue, qui est tout de même un facteur important.

Les statistiques publiées à ce sujet, sont surtout des documents fiscaux, dont la base est la cote foncière.

La cote foncière, c'est la part d'impôt foncier incombant à un propriétaire dans une commune pour l'immeuble ou les immeubles qu'il y possède.

De cette définition, il ressort, premièrement, qu'il y a en France plus de propriétés que de cotes foncières, puisqu'une même personne peut avoir plusieurs propriétés dans une même commune ; deuxièmement, qu'il y a moins de propriétaires que de cotes foncières, une même personne pouvant être propriétaire dans plusieurs communes, cumulant ainsi plusieurs cotes.

En 1882, le rapport des cotes foncières au nombre des propriétaires était de 1.68 à 1.

Les économistes ont donc essayé de déterminer l'importance de la petite, de la moyenne, de la grande propriété en considérant le nombre et la valeur des cotes foncières de chaque catégorie, bien qu'il n'y ait aucune relation directe entre l'étendue de la propriété et le montant de cette cote foncière.

C'est ainsi qu'ils distinguaient, d'une manière arbitraire, les cotes inférieures à 5, celles de 5 à 50, de 50 à 300, de plus de 300 francs.

Les cotes de 5 à 50 francs pouvant aussi bien représenter des propriétés de 1 à 50 hectares selon la fertilité de la région.

Mais lors des enquêtes de 1851, 1862, 1872, 1882 et 1884, on a voulu ajouter à la seule notion de valeur, représentée par les cotes foncières groupées en différentes catégories pour figurer la petite, la moyenne et la grande propriété, la notion d'étendue.

En effet, la cote foncière est établie d'après la valeur vénale de la terre à l'hectare dans le lieu considéré, multiplié par le nombre d'hectares possédés par le contribuable.

Dès lors, rien de plus facile de connaître d'une part, le nombre des cotes foncières d'une catégorie déterminée de 5 à 50 par exemple, et d'additionner les différentes étendues représentées par chacune des cotes de cette catégorie.

On aura ainsi, d'une part, le nombre des cotes foncières, d'autre part, l'étendue totale représentée par ces cotes dans une catégorie déterminée, il ne restera plus qu'à diviser l'étendue par le nombre de cotes pour avoir l'étendue moyenne de chaque catégorie.

Possédant l'étendue moyenne de chaque catégorie, il sera facile de saisir l'évolution de la propriété lors des enquêtes différentes. S'il y a concentration dans une catégorie, cette moyenne augmentera, mais la concentration peut se manifester dans toutes les catégories, comme elle peut se manifester seulement dans une d'entre elles.

Il peut arriver également qu'une catégorie voit augmenter son importance au détriment d'une autre, sans que change pour cela, la moyenne de l'étendue de ses cotes foncières.

Supposons, par exemple, que le nombre des petites propriétés diminue au profit des moyennes, on pourra saisir ce mouvement par la diminution du nombre des cotes inférieures à 5 et l'augmentation de celles de 5 à 50, et non pas à l'étendue moyenne des terres représentées par ces cotes inférieures à 5 ou de celles représentées par les cotes de 5 à 50, car il pourrait arriver que les propriétés passant de la première catégorie à la seconde diminuent, par leur faible étendue, la moyenne superficielle de cette 2^e catégorie.

Par cette méthode d'investigation, certains auteurs

sont allés jusqu'à substituer complètement la notion d'étendue à celle de valeur, en s'appuyant sur cette étendue moyenne de la cote foncière divisée en un certain nombre de catégories, pour en déduire la mesure de la petite, de la moyenne et de la grande propriété.

Mais, lors de l'enquête de 1882, des instructions formelles rappelèrent aux statisticiens que l'importance relative de chaque catégorie de cote foncière ne constituait qu'un indice de l'importance de la propriété de la même catégorie. L'étendue moyenne des cotes agraires de 0 à 1 hectare n'est pas à confondre avec l'étendue moyenne des propriétés de 0 à 1 hectare.

Pour cette raison, les enquêtes de 1892 et 1929, n'ont pas défini les catégories de propriétés par ce procédé.

Mais quelque imparfait que soit ce procédé, il donnerait, néanmoins, un indice des mouvements respectifs des différentes catégories de propriété s'il était employé dans les diverses enquêtes. Cela d'autant plus que les statisticiens n'ont pas trouvé un autre moyen plus précis pour établir les comparaisons recherchées.

Les statistiques de 1892 et 1929 ignorent donc la division de la propriété en catégories.

Bien plus, elles ne donnent pas le nombre total des propriétés, ni celui des propriétaires (1).

Pour les propriétaires nous connaissons bien le nombre des propriétaires exploitants aux différentes époques, mais nous ne pouvons trouver celui des propriétaires non exploitants.

Il faut le regretter car comparer le nombre des propriétés et celui des propriétaires, à deux époques différentes, donnerait une idée générale de l'évolution de la propriété.

Evidemment les enquêtes sont très difficiles dans ce

(1. Cependant la Statistique Agricole de 1929 donne le chiffre de 5.486.845 propriétés appartenant aux particuliers, sans indiquer comment ce chiffre est calculé, p. 479,

domaine : « Le fractionnement et le chevauchement d'un certain nombre de propriétés sur une ou plusieurs communes, bien que se compensant, dans une certaine mesure, pour une circonscription plus grande, constitue le principal obstacle en ce qui concerne le relevé du nombre et de l'étendue des propriétés » (1).

Il faudra nous contenter des renseignements fournis par les monographies départementales pour suivre l'évolution de la petite, de la moyenne et de la grande propriété.

§ 2. — PETITE, MOYENNE, GRANDE PROPRIÉTÉ

Maintenant que nous avons admis le principe de la division des propriétés en trois grandes catégories, petite, moyenne, grande, donnons quelques exemples de l'étendue moyenne de chacune de ces catégories suivant divers départements types.

CALVADOS (2)

RÉGION DES PLAINES	PROPRIÉTÉS (en hectares)		
	grande	moyenne	petite
Arrondissement de Caen.	+ 100	30 à 100	— 30
— de Falaise.	+ 75	25 à 75	— 25
Région du Bessin	+ 40	20 à 40	— 20
— du Bocage	+ 20	10 à 20	— 10
— du Pays d'Auge.	+ 25	7 à 25	— 7

(1) Statistique Agricole de 1892, p. 349.

(2) Monographie du Calvados, p. 180.

EURE-ET-LOIR (1)

RÉGIONS	PROPRIÉTÉS (en hectares)		
	grande	moyenné	petite
Beauce	+ 90 — 200	30 à 90	1 à 30
Thimerais	+ 50	20 à 50	1 à 20
Perche	+ 40	15 à 40	1 à 15

MAYENNE (2)

Petite propriété	5 à 15 hectares
Moyenne »	15 à 75 hectares
Grande »	+ 75 jusqu'à 500

SEINE-ET-MARNE (3)

Petite propriété	1 à 10 hectares
Moyenne »	10 à 100 hectares
Grande »	+ 100 hectares

HERAULT (4)

Petite propriété ...	0 à 5 hect.	— 10 hect.
Moyenne » ...	5 à 10 hect.	10 à 20 hect.
Grande » ...	10 à 20 hect.	20 à 50 hect.
Tr. grande » ...	+ 20 hect.	+ 50 hect.

(1) Monographie de l'Eure-et-Loir, p. 179.

(2) Monographie de la Mayenne, p. 66.

(3) Monographie de Seine-et-Marne, p. 145.

(4) Monographie de l'Hérault, p. 257.

GIRONDE (1) (pays de vignobles)

Très petite propriété	— 1 hect.
Petite »	1 à 10 hect.
Moyenne »	10 à 40 hect.
Grande »	+ 40 hect.

VIENNE (2)

Petite propriété	0 à 10 hect.
Moyenne »	10 à 40 hect.
Grande »	+ 40 hect.

Ces exemples nous montrent combien il est arbitraire de définir les trois catégories de propriétés d'après leur étendue, et nous font saisir les différences d'appréciation qui existent selon les grandes régions agricoles et, à l'intérieur d'un même département, selon le pays.

Les mêmes divergences apparaissent pour la détermination de petites, moyennes et grandes exploitations, d'ailleurs il faut reconnaître que de nombreux auteurs et, ce qui est plus grave, de nombreux enquêteurs confondent propriété et exploitation, quand il s'agit de les diviser en différentes catégories, ce qui ne facilite pas les recherches relatives à l'évolution de l'une ou de l'autre.

C'est pourquoi, les divisions de la propriété en trois catégories, d'après leur valeur et leur étendue, étant arbitraires, il est bon de connaître à quelle activité correspond chacune d'elles.

W. ROSCHER définit ainsi la grande, la moyenne et la petite propriété :

(1) Monographie de la Gironde, p. 153.

(2) Monographie de la Vienne, p. 221.

« Appelons grande, toute propriété qui l'est assez pour occuper pleinement un homme entendu, de la classe supérieure, lorsqu'il se charge d'en diriger l'exploitation.

La propriété moyenne est celle dont la direction n'occupe pas suffisamment l'entrepreneur, mais lui laisse encore du temps pour coopérer aux travaux de gestion plus simples et moins relevés, coopération que, dans ce cas, sa condition sociale et son éducation ne doivent pas lui faire dédaigner.

Cependant, la majeure partie des travaux d'exécution matérielle y sont effectués par des manœuvres salariés. La plupart des biens des paysans riches rentrent dans cette classe.

Les petites propriétés sont celles qui ne sont ordinairement cultivées que par le tenancier seul, à l'aide de sa famille, mais réclamant le travail de tous les bras dont elles disposent.

Lorsqu'enfin, l'exploitation rurale est trop exigüe pour occuper toute une famille, il ne peut être question de biens, mais seulement de parcelles » (1).

M. VANDERVYNCKT dans son ouvrage sur le remembrement définit ces catégories dans des termes semblables :

« La grande propriété serait cultivée d'un bout à l'autre de l'année par les salariés, le maître ne pouvant exercer qu'un travail de direction suffisamment important pour absorber à peu près tout son temps.

La moyenne propriété serait celle qui permettrait à son maître de vivre sur elle et de la cultiver sans faire appel à des salariés, tout au moins en dehors des époques de grands travaux, tels que la moisson.

(1) W. ROSCHER, *Grundriss der politischen economie*, 1 p. 33 Fribourg 1898.

Il pourrait y travailler presque toujours seul avec sa famille, c'est la propriété dite familiale.

La petite propriété est enfin celle qui ne permet pas à son tenancier une existence autonome basée uniquement sur le produit de l'exploitation propre. Son propriétaire doit louer à d'autres un complément de terre, ou doit travailler ailleurs » (1).

A l'aide des procédés d'investigation que nous avons cités et de la division des propriétés en catégorie qui constituent des points de repaires, nous allons pouvoir suivre l'évolution de la propriété foncière en France, d'après les statistiques et d'après les enquêtes contenues dans les monographies départementales.

SECTION II

ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ RURALE

Dans l'ancienne France, les petites tenures se développèrent plus tôt que partout ailleurs. Les grands domaines d'origine féodale se laissèrent entamer de bonne heure,

L'agronome anglais Arthur YOUNG disait en 1781-88, qu'un tiers de la superficie du royaume était occupée par de petits propriétaires,

Il en était fortement inquiet pour la France et préconisait des mesures pour qu'il fut mis fin à cet émiettement de la propriété. Mais la Révolution Française, au

(1. VANDELVYENCKT, *Le remembrement parmi les améliorations foncières rurales*. Thèse, Lille, 1936, p. 14 et 15.

contraire, s'efforça de fortifier la petite propriété paysanne.

Depuis cette époque, que pouvons-nous constater d'après le mouvement des totaux des cotes foncières ?

1816	10.083.758
1826	10.296.693
1835	10.893.528
1885	14.221.000
1895	13.936.014
1900	13.618.193
1910	13.439.515
1911	13.435.082 (1)

Nous constatons une augmentation du nombre de propriétés de 1816 à 1885 et une diminution, c'est-à-dire une concentration assez légère de 1885 à 1911.

A titre indicatif voici les chiffres de l'enquête sur les cotes foncières publiées en 1894 par le Ministère des Finances (2) :

COTES FONCIÈRES EN FRANCS	NOMBRE	PROPORTION par rapport au nombre total
Cotes foncières moins de 5	8.220.560	58.90 %
» » 5 à 50	4.788.819	34.31 %
» » 50 à 300	852.579	6.11 %
» » + de 300	95.570	0.68 %
	13.957.528	100 %

(1) Relevé dans VANDERVYNCKT, op. cit., p. 18.

(2) — — — — — p. 19.

Et l'enquête des différentes catégories de cotes, non d'après l'importance de l'impôt, mais d'après la contenance des terres (Ministère des Finances 1884) (1).

COTES CLASSÉES EN HECTARES	NOMBRE	PROPORTION PAR RAPPORT		CONTENANCE TOTALE EN HECTARES
		au nombre de cote	au total de la surface cultivée	
— 1 h.	11.360.361	92.1 %	5.19 %	17.573.550
1 à 10 h.			30.31 %	
10 à 40 h.	696.579	6.6 %	25.80 %	12.758.161
+ de 40 h.	173.324	1.3 %	38.70 %	12.230.150

Ainsi les cotes de moins de 1 ha. si nombreuses 92.1 % ne représentent que 5.19 % de la superficie totale cultivée.

VANDERVYNCKT, en se servant des cotes foncières, retrace l'évolution relative de la petite, de la moyenne, de la grande propriété, qu'il classe arbitrairement dans les cotes inférieures à 5 francs, de 5 à 50, enfin de plus de 50 francs.

Il arrive ainsi à trouver en 1894 une augmentation très sensible des cotes de moins de 5 fr, une diminution très sensible des cotes de 5 à 50 et enfin une diminution moindre de celles de plus de 50 fr.

Il en conclut que la masse imposante de propriétés moyennes disparues, réapparaîtrait très visiblement si elle avait glissé vers la petite ou vers la grande propriété, cette moyenne propriété se concentre donc en elle-même, la moyenne superficiaire dans cette classe s'étant accrue considérablement.

Mais ces résultats, quelque précis qu'ils puissent être, c'est pourquoi nous allons faire appel aux monographies qui, sans nous donner de chiffres dont il faut parfois

(1) Relevé dans VANDERVYNCKT, op. cit., p. 20.

se méfier, vont nous faire connaître les mouvements de la propriété selon les différentes régions.

L'étendue moyenne des propriétés est très faible, elle est par exemple de 5 ha. 56 dans la Haute-Loire et de 3 ha. dans l'Hérault pour les vignobles, c'est dire l'état de division de la propriété dans certaines régions.

Cependant il y a une tendance à la diminution du nombre des propriétés et à l'augmentation de la contenance imposable moyenne des cotes foncières. Tendance évaluée dans la Haute-Loire par exemple à 1/5° (1). C'est l'indice d'une légère concentration, mais comment s'opère-t-elle ?

La tendance générale semble être la diminution de la petite et de la grande propriété au profit de la moyenne (Haute-Vienne, Eure-et-Loir, Lot, Meurthe-et-Moselle, etc.). Cependant on peut noter quelques exceptions, soit en faveur de la petite propriété, soit en faveur de la grande.

C'est ainsi que la petite propriété était au cours des vingt dernières années stationnaire dans le Calvados, et que les moyennes propriétés se développaient aux dépens des grandes propriétés.

Dans l'Hérault, la petite propriété s'est développée au détriment des deux autres catégories. De même dans la Vendée, la grande propriété s'est trouvée démembrée au profit de la moyenne et de la petite propriété. L'augmentation des petits propriétaires dans ce département peut être évalué à 10 % dans le Bocage Vendéen, à 15 % dans la plaine et le marais Poitevin et à 20 % dans le marais Breton.

Au contraire dans la Seine-et-Marne, pays de grande culture, la grande propriété s'est développée au détriment des deux autres catégories.

(1) Monographie de la Haute-Loire, p. 168.

Malgré ces contradictions, la tendance générale semble être le développement de la moyenne propriété au détriment de la petite et de la grande.

C'est un phénomène contradictoire au point de vue de la concentration, mais qui montre bien que la terre française par sa diversité n'est point faite pour suivre les normes, que certains auteurs auraient voulu lui impliquer.

SECTION III

FACTEURS ÉCONOMIQUES QUI EXPLIQUENT LES MOUVEMENTS DE LA PROPRIÉTÉ

Cette tendance générale s'explique d'ailleurs de la manière suivante :

La disparition de la petite propriété vient du fait que beaucoup d'entre elles étaient insuffisantes par leur étendue ou leur fertilité, pour faire vivre une famille même réduite. Le petit propriétaire préférait souvent tenter sa chance à la ville et vendre son champ aux voisins qui, jouissant d'une plus grande propriété, étaient désireux d'englober son bien dans leurs terres, pour réaliser, le mieux possible, la propriété et l'exploitation familiales, source de plus gros profits, grâce à l'avantage incontestable de ce mode d'exploitation.

Cette tendance s'est accentuée après la guerre 1914-1918. L'appel de la main-d'œuvre dans les régions libérées a fait disparaître le journalier petit propriétaire ;

il a vendu très facilement son bien au profit de la propriété contigüe. Fréquemment, les bâtiments ont été démolis. L'extension des herbages au détriment des terres labourables a facilité cette disparition de la très petite propriété.

Pour les grands domaines, nous remarquons qu'à chacun d'eux, correspond souvent une seule grande exploitation ; or, une grande exploitation se loue moins cher que plusieurs petites, dans la généralité des cas, ainsi que nous le constaterons dans nos chapitres sur l'exploitation et les capitaux agricoles. Dès lors, la valeur vénale du domaine baisse d'autant. Certains grands propriétaires ont résolu le problème en établissant sur leur domaine plusieurs exploitations, c'est là un procédé avantageux pour lui, à condition toutefois, qu'il possède sur celui-ci les bâtiments nécessaires à chacune de ces exploitations, car la construction onéreuse de ceux-ci rendrait, pour lui, l'opération négative, alors qu'elle pourrait être avantageuse pour la collectivité. L'intervention de l'Etat peut en permettre la réalisation.

En outre, les grands domaines sont une proie facile pour les marchands de biens qui les morcellent afin d'en tirer, à la vente, un plus gros profit, et si ce n'est le marchand de biens, ce sera le notaire lors du décès.

Ces considérations générales ne doivent pas nous faire perdre de vue le fait que, dans certaines régions, la petite propriété peut se développer pour diverses raisons. Ainsi près des centres industriels et urbains, les ouvriers aiment à acheter un petit lopin de terre où ils mettent en pâture une ou deux vaches, où ils élèvent une basse-cour importante et où ils pratiquent le jardinage ; les produits de cette petite propriété satisfaisant, en partie, la consommation familiale.

De même près des villes, les bourgeois aisés aiment à acheter, selon les régions, un petit « bordage », ou un

petit « mât » ou une « closerie » pour passer le week-end lors de la belle saison.

Enfin, bien que ce genre de petits propriétaires tend à disparaître, il existe encore des régions où les journaliers acquièrent un petit lopin de terre où ils travaillent durant leurs heures de loisir.

Dans l'Hérault, par exemple, on constate cette augmentation de la petite propriété viticole, le patron prêtant le dimanche ses chevaux et son matériel.

Quant à la très grande propriété, elle augmente dans les régions fertiles aptes à la grande culture, comme la Seine-et-Marne, où les très grands domaines faciles à surveiller constituent un placement avantageux et peuvent satisfaire une ambition qui demeure encore au cœur de quelques gens riches de posséder la terre en vastes étendues.

Elle se développe également dans certaines régions où la nature du sol et du climat a facilité la mise en herbage des terres labourables. C'est le cas dans le Calvados où certains propriétaires exploitants tels que les fromagers ont augmenté leur domaine herbager, afin d'accroître leur production laitière ; le même développement se manifeste pour les haras de pur sang.

Enfin, certaines sociétés sucrières tendent à augmenter l'étendue de leurs domaines dans le Nord, ou même dans la plaine de Caen, donnant ainsi l'exemple de l'intégration de l'agriculture par l'industrie.

Mais tous ces exemples constituent l'exception, la règle générale étant une augmentation de la moyenne propriété au détriment des deux autres catégories.

SECTION IV

FACTEURS JURIDIQUES FAISANT OBSTACLE A LA CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ

En dehors des obstacles économiques à la concentration de la propriété, dont le principal est l'avantage de la culture familiale sur la grande culture, ce dont nous aurons l'occasion de parler à nouveau dans notre chapitre suivant, il existe des facteurs juridiques.

Ce sont les mutations entre vifs et les mutations à cause de mort.

Tout d'abord, les mutations entre vifs tendent à morceller la propriété, surtout la grande.

Ces dernières années, de nombreux grands propriétaires, possédant encore quelque chose, se sont vu contraints de vendre leurs domaines pour se procurer de l'argent liquide, mais cette vente devait provoquer, dans la plupart des cas, l'intervention d'un marchand de biens. Or, ceux-ci achètent tout ou obtiennent une option pour le tout, après quoi, ils pratiquent ce que l'on pourrait appeler « le chantage à l'amour de la terre », ils vont trouver tous les paysans d'alentour et les font se partager à haut prix le domaine morcelé en une multitude de parcelles, dont chacune provoque les convoitises.

La vente est donc l'obstacle principal à la concentration de la propriété bourgeoise, le régime successoral, lui, porte surtout atteinte à la propriété paysanne.

En effet, lors d'un partage successoral, il est rare que

la succession d'un bourgeois se compose uniquement de terres, il y a le plus souvent des biens mobiliers, qui facilitent et rendent plus souple le partage entre les héritiers, ce qui empêche le morcellement de la propriété.

Au contraire, dans la succession d'un paysan, non seulement la terre est le bien le plus important, si ce n'est le seul, mais celui auquel tiennent le plus les différents héritiers, qui se le partagent avec une cupidité bornée.

Aussi trop souvent, assiste-t-on, à la vente du domaine, ce qui facilite le partage.

Cependant, dans les familles où règne la bonne entente, le fils aîné garde l'ensemble et indemnise les autres, ou bien il leur loue les terres qui leur sont attribuées dans le partage. Parfois le père de famille « fait un aîné » qui n'est pas toujours le plus âgé, et qui reste à la maison pour continuer la culture paternelle ; parfois aussi, c'est une fille qui est désignée à ce titre et son mari « entre gendre dans la maison ». L'aîné est avantagé en principe du tiers, les autres enfants sont désintéressés (1).

Jean YOLE dans son bel ouvrage « Le Malaise paysan » constate : « la propriété paysanne a contre elle la rigidité de son cadre et le régime successoral » (2).

Et encore : « Il faudra bien qu'un jour ou l'autre, la loi draconienne du partage, qui, en détruisant le cadre de culture, ruine la famille paysanne et dépeuple les campagnes, soit rapportée ou amendée de telle manière que l'œuvre d'une génération puisse se survivre, que le patrimoine prenne le pas sur la propriété (3).

Il préconise à ce sujet ainsi que M. BORET, ancien

(1) Monographie du Lot, p. 166.

(2) Jean YOLE, *Le Malaise paysan*, édit. Spes. Paris, 1930, p. 107.

(3)

p. 124.

Ministre de l'Agriculture, une loi autorisant l'attribut intégral et l'indivision temporaire de certains domaines ruraux figurant dans les successions.

A la ferme tous concourent en effet à la richesse familiale, tandis que le médecin, l'avocat ne la doivent qu'à eux seuls.

Justement une loi récente du 20 juillet 1940 (au *Journal Officiel* le 21 juillet 1940) modifiant les articles 815, 832, 1.075 du Code Civil et relative à la dévolution successorale des exploitations agricoles, rend l'indivision obligatoire pour les exploitations de moins de 400.000 francs, à la demande du conjoint survivant ou de tout héritier, si le défunt laisse des enfants survivants.

Le morcellement à la suite de vente ou de partage favorise un autre obstacle à la concentration, tant de la propriété que de l'exploitation : le démembrement.

VANDERVYNCKT dans son ouvrage sur ce sujet explique fort bien ses inconvénients et les remèdes que le législateur y a apportés.

Quoiqu'il en soit, il ne faut tout de même pas exagérer le rôle des facteurs juridiques dans les mouvements de la propriété et dire avec Paul DESCHANEL, « en France l'erreur n'est plus possible, cette machine à hacher le sol ne cesse de transformer la grande propriété en moyenne et la moyenne en partie. C'est la petite propriété qui dévore la grande. » (1).

*
**

L'agriculture française est donc le régime de la petite et de la moyenne propriété, cette dernière ayant tendance à se développer. Or, cette forme d'appropriation

(1) Discours Chambre des Députés, 10 juillet 1897, *J. O.*, 1897, p. 193, rapporté par M. SPINART, *Concentration de l'Agriculture dans l'Oise*, Thèse, Paris, p. 23.

du sol, a soulevé l'admiration de tous les pays démocratiques au point que presque toutes les révolutions agraires ont été faites pour doter les pays où elles eurent lieu, d'une forme de propriété semblable à la nôtre.

La concentration ne se vérifie qu'en ce qui concerne la petite propriété, qui, dans bien des régions, est d'ailleurs en régression, nous avons essayé d'expliquer ce fait par les facteurs économiques et juridiques, mais il en est un sur lequel nous n'avons pas insisté, c'est le problème des avantages respectifs de la petite et de la grande culture.

BOURGUIN dit, en effet, à ce sujet : « La grande culture ne peut se substituer à la petite que par des agrandissements territoriaux ; or, des obstacles de tous genres, tenant à l'état historique de la propriété et aux difficultés des transmissions, entravent à la fois les modifications de l'exploitation agricole et celles de la propriété, qui ont entre elles des liens étroits. Toutefois, ces difficultés capables de retarder le mouvement de concentration ne seraient pas assez fortes pour l'arrêter indéfiniment, si la grande culture était décidément plus lucrative que la petite » (1).

C'est précisément ce que nous allons étudier dans notre chapitre sur la concentration des exploitations.

(1) BOURGUIN, *Systèmes socialistes*, p. 202.

CHAPITRE III

L'EXPLOITATION

Le problème de la concentration en agriculture, s'est posé et se pose surtout sur le plan de l'exploitatiton agricole, comme il s'est posé dans l'industrie sur le plan de l'entreprise. La concentration ne se justifie, en effet, que par les avantages de la production en grand aussi bien dans le domaine agricole que dans le domaine industriel.

Pour résoudre ce problème, il faudra donc examiner les avantages respectifs de la petite et de la grande exploitation agricole. Cependant, nous ne nous étendrons pas sur cet examen, car il a déjà été fait de nombreuses fois, par des auteurs particulièrement compétents, qui avaient saisi, les uns et les autres, l'importance d'une démonstration positive sur l'évolution ultérieure de l'économie agricole.

Lorsque nous aurons terminé ces discussions théoriques, nous essaierons de rechercher par l'examen des faits, l'évolution de l'exploitation agricole en France et les causes de cette évolution.

SECTION I

AVANTAGES RESPECTIFS DE LA PETITE ET DE LA GRANDE CULTURE

§ 1. — LA GRANDE EXPLOITATION

Avantages. — Plus le capitalisme se développe en agriculture, plus il accroît la différence entre la technique de la grande et celle de la petite exploitation.

En effet, à l'époque précapitaliste, la grande exploitation féodale ne bénéficiait pas des avantages de la concentration parce qu'elle était cultivée avec les mêmes méthodes que les petites tenures, par le système des corvées, le soin et l'application en moins ; les corvéables fatiguant le bétail du seigneur, mais se fatiguant eux-mêmes le moins possible.

Or, cet état de chose se renversa lorsque le capital pénétra dans l'agriculture, ce furent alors les petites exploitations, qui gaspillèrent la force et les moyens de travail.

La grande exploitation effectuant tous les travaux à une plus grande échelle, à l'aide d'un personnel plus important, peut satisfaire à la loi de la division du travail et augmenter ainsi son rendement.

L'ouvrier agricole peut se spécialiser, quoique dans une mesure bien moindre que l'ouvrier d'usine, tel ouvrier agricole est mécanicien, il s'occupera des machines, conduira le tracteur, tel autre sera garçon d'écurie, etc... Enfin, la grande exploitation permet dans une certaine mesure la distinction entre le travailleur manuel et le travailleur intellectuel, celui qui dirige, aussi

scientifiquement que possible, la marche des travaux agricoles.

Les bêtes, plus nombreuses, peuvent être sélectionnées, selon la tâche qui leur est assumée, on ne voit plus, comme dans quelques petites exploitations, la vache servir, à la fois, comme bête de lait, bête laitière et comme animal reproducteur.

De même, le nombre des machines permet d'adapter plus étroitement chacune d'elles au genre de travail, qui lui est réservé.

Ainsi, dans la grande exploitation qui applique la division de travail, le personnel, les bêtes et les instruments sont utilisés avec leur maximum de rendement, bien que le nombre de ces différents facteurs, soit proportionnellement moins élevé que dans une petite exploitation.

Citons l'exemple de KAUTSKY (1), « Considérons un grand bien occupant une superficie égale à cinquante petites propriétés paysannes et comparons : nous aurons, d'une part, une seule cuisine avec un foyer, et d'autre part, cinquante cuisines avec cinquante foyers ».

D'une part, des denrées alimentaires achetées en gros, d'autre part des denrées achetées au détail.

Une étable de 50 à 100 vaches, au lieu de cinquante étables à 1 ou 2 vaches. Des frais de clôture beaucoup moins élevés.

La grande exploitation réalise également une économie de machine, l'outillage moderne exigeant d'autant plus de frais que la parcelle est petite.

Il existe, en effet, une superficie minima de terre à cultiver, nécessaire pour qu'on puisse tirer tout le profit d'une machine.

Alors que 5 charrues suffisent, peut-être pour la

(1) Op. cit., p. 139.

grande exploitation, il en faudra cinquante pour nos petites exploitations.

Ainsi, la grande exploitation profite d'une diminution certaine des frais généraux.

Elle réalise également une économie sur les frais de transports.

Enfin, elle bénéficie d'avantages très sérieux dans le domaine purement commercial, tant pour l'achat des produits et objets dont elle a besoin, que pour le débouché de ses productions.

Son importance lui facilite, enfin, les opérations de crédit.

QUESNAY comprenait fort bien ces avantages puisque, dans ses Maximes générales du Gouvernement économique d'un royaume agricole, il exprime le vœu « que les terres employées à la culture des grains fussent réunies, autant qu'il est possible, en grandes fermes, exploitées par de riches laboureurs, car il y a moins de dépenses pour l'entretien et la réparation des bâtiments, et en proportion beaucoup moins de frais et beaucoup plus de produit net dans les grandes entreprises d'agriculture que dans les petites » (1).

Inconvénients. — Malgré ces nombreux avantages, la grande exploitation n'en présente pas moins des inconvénients, les uns d'ordre économique, les autres d'ordre social.

Au point de vue économique, la grande exploitation agricole ne permet pas une surveillance étroite des travaux par le chef d'entreprise, il en résulte parfois un « coulage » dont l'importance peut contrebalancer les avantages de la production en grand.

Le manque de surveillance est encore accentué pour les terres périphériques, nécessairement éloignées de la ferme, dans une grande exploitation.

(1) Cité par KAUTSKY, op. cit., page 197.

Le rendement d'une terre éloignée des bâtiments d'exploitation est, en effet, diminué tant pour ces raisons de surveillance que pour les pertes de temps et les frais de transports.

En outre, certaines cultures exigent des soins constants et minutieux, qui ne peuvent être fournis efficacement, que par le chef d'exploitation, lui-même, ou les membres de sa famille et non par des salariés.

Quant au point de vue social, la grande exploitation crée la différence des classes, quoique dans une moindre mesure que la grande entreprise industrielle ; c'est d'ailleurs pourquoi SISMONDI et après lui de nombreux auteurs et politiciens la combattent. Nous aurons l'occasion de nous pencher sur cette question de la prolétarianisation des masses agricoles dans notre chapitre consacré au personnel agricole.

§ 2. — LA PETITE EXPLOITATION

Avantages. — La petite exploitation agricole bénéficie des avantages inverses de la grande, elle permet, en effet, une surveillance efficace des travaux. Elle permet d'apporter un soin constant à la production. Elle évite le coulage et paraît supérieure dans toutes les productions délicates par exemple dans la production des semences sélectionnées, des fruits, des légumes et des fleurs.

Elle réussit beaucoup mieux également dans les productions diverses de la basse-cour, confiées aux soins de la femme.

Or, au point de vue du commerce extérieur, la France ne doit pas avoir la prétention d'emporter le marché par la quantité et les bas prix de ses produits agricoles, mais par leur qualité.

Cette qualité, pour un bon nombre d'entre eux, est

fonction de soins quotidiens, que la petite exploitation est plus capable de prodiguer.

Enfin, l'avantage social précieux est qu'elle maintient dans le pays un élément particulièrement stable, la classe des petits paysans. Cet avantage ne saurait être trop estimé, car l'équilibre social d'une nation est un bien aussi précieux que son équilibre économique ; on peut même dire que l'un ne va pas sans l'autre.

Ainsi que le remarque M. SALLERON dans sa thèse sur le corporatisme en Agriculture :

« Une population agricole nombreuse vivant sur de petites exploitations rapporte énormément à la société :

1° En la nourrissant aussi bien que n'importe quel mode de culture ultra moderne et suréquipée.

2° En épargnant pour son compte.

3° En résorbant au maximum toutes les inflations industrielles et monétaires.

4° En disposant d'un pouvoir d'achat considérable pour les créations du commerce et de l'industrie ».

Nous ajouterons à ces avantages, peut-être exagérés, un avantage auquel on pense peu ; au point de vue démographique, la petite exploitation est le meilleur moyen d'assimilation des éléments étrangers, qui immigreront en France.

Les inconvénients. — Les inconvénients de la petite exploitation sont multiples, les auteurs socialistes les citent à plaisir et KAUTSKY n'est pas le moins violent ; c'est qu'en effet la petite exploitation ne possède pas suffisamment de capitaux pour se procurer les instruments modernes, et même pourrait-elle se les procurer, elle n'arriverait pas à en amortir l'achat.

KAUTSKY écrit : « sous l'aiguillon de la concurrence, il faut augmenter la durée du travail dans la mesure

où les procédés techniques de l'exploitation sont arriérés » (1).

John STUART MILL, dans ses principes d'Economie Politique, parle de « l'activité presque surhumaine des petits paysans ».

Est-ce vraiment cela le critérium du progrès ?

Il nous semble, au contraire, que l'homme n'est pas naturellement fait pour le travail puisqu'il recherche, depuis toujours, à satisfaire le maximum de besoins pour le minimum d'efforts.

Le progrès lui permet d'améliorer, sans cesse, dans ce sens, sa position. Si l'effort n'a pas diminué considérablement par rapport aux siècles précédents, c'est parce que les besoins de l'homme se sont multipliés.

Certes, il y a un autre moyen de restreindre le travail : réduire ses besoins en menant une vie d'ascète, mais les Tolstoï ou les Ghandi, peut-être les vrais sages, ne sont pas près de faire école. En tout cas, les vrais sages ne sont pas ceux qui travaillent beaucoup pour satisfaire des besoins minima.

« Mais où la petite exploitation se montre la plus misérable, c'est quand elle n'arrive pas même à nourrir son homme et que celui-ci doit recourir à un travail accessoire pour subsister, écrit KAUTSKY, avant de conclure. Le mouvement ouvrier en élevant le niveau moral et économique du prolétariat agricole, en combattant la barbarie paysanne, créera et c'est sa tâche, cette condition essentielle de la grande exploitation agricole rationnelle, mais en même temps il fera disparaître un de ses derniers piliers (de la barbarie) la petite exploitation » (2).

(1) KAUTSKY, op. cit., p. 162.

(2) KAUTSKY, op. cit., p. 173.

§ 3. — L'ERREUR D'UNE GÉNÉRALISATION
DANS L'APPRÉCIATION DES AVANTAGES RESPECTIFS
DE LA GRANDE ET DE LA PETITE EXPLOITATION

Les défenseurs respectifs de la petite et de la grande exploitation ont eu le tort d'exagérer systématiquement les avantages de chacun de ces modes de production, en raisonnant sur des cas, soi-disant généraux. Or, l'agriculture étant une forme d'activité particulièrement variée, les modes de cultures doivent être adaptés, selon les éléments, qui entrent en jeu dans la production et selon la nature de la production elle-même.

C'est ainsi que la grande exploitation sera favorable aux céréales et défavorable aux cultures maraîchères ; elle sera plus favorable à la culture qu'à l'élevage, si on en juge par les exemples des SOVKHOZ et KOLKHOZ russes, qui ont très mal réussi dans ce domaine.

La grande exploitation sera favorable dans les régions où de vastes étendues se prêtent à une culture rationnelle, comme la Beauce et la Brie, ou, si l'on veut prendre des exemples étrangers, les grandes steppes russes, les vastes plaines de l'Amérique du Nord.

Elle réussira mal, au contraire, dans les régions que la nature a entrecoupé de mille et mille vallons et collines, comme la région du Bocage Normand.

*
* *

Il est certain que les immenses plaines russes justifieraient mal le morcellement des exploitations ; jadis, le mir n'avait-il pas lui-même une vaste étendue ? On voit mal aussi de petits exploitants mettre en valeur les larges vallées de l'Amérique où on pratique la culture extensive.

C'est pourquoi les théories de la concentration se véri-

fient pour ces pays dans une large mesure. Cependant, il faut distinguer quant au mode de production de ces deux pays, l'un est capitaliste, l'autre collectiviste.

Si l'un a suivi l'évolution préconisée par les marxistes, l'autre est demeuré foncièrement capitaliste, quoiqu'en présence de conditions de production analogues.

La Russie nous offre donc l'exemple de très vastes exploitations sous forme de Kolkhoz, exploitation par des travailleurs associés, et de Sovkhoz, exploitation d'état.

Il ne m'appartient pas ici de critiquer ces genres d'exploitations communautaires, mais seulement de donner un exemple des étendues considérables qu'elles peuvent couvrir.

Les Sovkhoz les plus importants produisent les céréales et sont de véritables « usines à blé ».

L'un d'eux, « le Géant », au nord du Caucase a une superficie supérieure à 220.000 hectares et compte 3.000 travailleurs.

Nous sommes évidemment fort loin des grandes exploitations de 60 à 70 hectares de notre Pays d'Auge.

Cela nous fait saisir l'erreur de ceux qui veulent établir une similitude entre l'évolution de notre agriculture et celle des autres pays.

Les développements qui vont suivre, nous montreront d'ailleurs les caractères de cette agriculture française.

SECTION II

ÉVOLUTION DE L'EXPLOITATION DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Nous allons maintenant envisager le problème de la concentration des exploitations, au point de vue des faits, en nous basant selon notre méthode, sur les statistiques et enquêtes.

Nous allons considérer le problème dans son ensemble, en étudiant la physionomie générale de cette évolution, après quoi nous étudierons l'évolution dans les grandes régions agricoles de notre pays.

§ 1. — EVOLUTION GÉNÉRALE DE L'EXPLOITATION

L'évolution de l'exploitation agricole se présente sous différents angles : augmentation ou diminution du nombre des exploitations, augmentation ou diminution de la superficie moyenne des exploitations, augmentation ou diminution du nombre moyen des travailleurs affectés à chaque exploitation.

Un tel examen s'impose, mais il donnerait une idée beaucoup trop générale sur l'évolution de l'exploitation : il convient de faire ici une distinction, entre les petites, les moyennes et les grandes exploitations, comme nous l'avons faite dans notre chapitre consacré à la propriété.

Ainsi, nous pourrions saisir les mouvements de ces différentes catégories.

Malheureusement, les procédés statistiques se heurtent à de grandes difficultés, pour l'appréciation des différents éléments nécessaires à nos comparaisons.

C'est, par exemple, la difficulté d'apprécier le nombre et l'étendue d'exploitations qui chevauchent sur plusieurs communes.

Pour cette raison, le Ministère de l'Agriculture a fait précéder d'instructions précises, ses grandes enquêtes et statistiques.

C'est ainsi que nous trouvons dans les instructions ministérielles ayant précédé l'enquête de 1892, les développements suivants relatifs à la définition de l'exploitation.

« Sous le nom d'exploitation, il faut comprendre l'ensemble des terres cultivées par un seul individu (propriétaire agriculteur, fermier, métayer ou même journalier) cultivant un bien rural comme propriétaire ou comme locataire et que ses terres forment un tout compact, ou soient composées de parcelles éparses » (1).

Le nombre d'exploitation dans chaque commune doit donc comprendre :

« 1° les exploitations situées complètement dans la commune.

« 2° celles qui, chevauchant sur deux ou plusieurs communes, ne sont renfermées que pour fraction dans la commune, mais dans le cas seulement où le domicile de l'exploitant se trouve dans la commune considérée » (2).

Nombre des exploitations et des exploitants. — On peut, de cette manière, connaître le nombre total des exploitations, on peut le connaître également en recherchant celui des exploitants qui figurent sur les recensements des populations agricoles et sur les rôles des Contributions.

Mais il ne faut pas se hâter de comparer les chiffres donnés à deux époques différentes ; en effet, il y a con-

(1) et (2) Enquête de 1892, p. 356.

centration des exploitations si le nombre de celles-ci diminue, au cours de plusieurs années, mais à condition toutefois que les surfaces cultivées restent semblables.

En effet, si les progrès de l'agriculture étaient tels, que de nouvelles terres jusque là en friche pourraient s'exploiter, le nombre d'exploitations tendrait à augmenter d'autant, ce qui balancerait la diminution provoquée par la concentration d'autre part.

Il faut également tenir compte de l'annexion de nouveaux territoires du fait de la victoire de 1918.

Enfin, les statistiques faites à deux époques différentes ne prennent pas toujours les mêmes bases de calcul, c'est ainsi qu'en 1929 n'étaient pas compris dans les exploitations, les forêts, landes et terrains rocheux appartenant à l'Etat, aux Départements et aux Communes, alors que ces mêmes exploitations étaient comprises dans le nombre et les surfaces totales, publiées dans la statistique de 1892.

Pour ces différents motifs, la comparaison est délicate, néanmoins nous arrivons aux résultats suivants :

Superficie totale des terres cultivées :

En 1892 50.407.816 hect. (1)

En 1929 51.425.367 hect. (2)

La différence vient des territoires recouverts depuis la guerre de 1914-1918 et des quelques milliers d'hectares que l'homme a pu conquérir à la nature pendant ces quarante dernières années, grâce au progrès de la technique agricole.

Néanmoins, cette différence n'est pas aussi considérable qu'elle devrait être, car l'urbanisme et l'industrie ont pris à l'agriculture beaucoup de terrains pour se développer.

(1) Enquête de 1892, p. 217.

(2) Enquête de 1929, p. 481.

Si nous retranchons les bois, forêts, landes et terrains rocheux appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes, ainsi qu'il fut fait dans la statistique de 1929, à la différence de celle de 1892, où ces terrains étaient compris dans la statistique, nous obtenons les chiffres suivants :

En 1892, 45.671.461 ha.

En 1929, 46.205.319 ha.

On ne peut malheureusement, par des recoupements, ramener aux mêmes unités, les chiffres concernant le nombre des exploitations, comme nous avons pu le faire pour les superficies.

En effet, nous obtenons en 1892 :

5.702.752 exploitations pour une superficie de 49.378.800 ha. de terrains, non compris les bois de l'Etat.

Et en 1929, nous obtenons :

3.966.330 exploitations pour une superficie de 46.205.319 ha de territoires agricoles non compris les bois de l'Etat, mais aussi non compris les forêts, les landes et terrains rocheux appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes.

Cette comparaison du nombre des exploitations nous montre donc une concentration de l'ordre de 30 %, entre 1892 et 1929.

Nous pouvons avoir également une idée de la concentration des exploitations agricoles, en général, en examinant le nombre des exploitants puisqu'en principe, à chaque exploitation correspond un exploitant, à moins qu'un seul chef d'exploitation dirige deux ou plusieurs exploitations distinctes. Le nombre des exploitants se

trouvera néanmoins plus faible que celui des exploitations car une partie de celles-ci appartiennent à des collectivités publiques.

Nous obtenons le résultat suivant : (1)

En 1892, 4.814.870 exploitants pour 5.702.752 exploitations.

En 1929, 3.655.895 exploitants pour 3.966.330 exploitations.

La différence entre le nombre des exploitants et celui des exploitations est de 887.882 en 1892 et de 310.435 en 1939 ; la concentration paraît ainsi plus marquée, si l'on compare le chiffre des exploitations des deux enquêtes, que si l'on compare, le chiffre des exploitants.

Ces différences portent, pour la plus grande part, sur les exploitations de moins d'un hectare dont les nombres sont de 2.235.405 en 1892 et de 1.014.731 en 1929 et dont les occupants n'ont pas toujours été considérés comme exploitants.

Par ailleurs, le plus souvent, le journalier a quitté sa petite exploitation qui a été louée au voisin. D'autre part, dans les régions où les terres labourables ont été converties en herbages, le même exploitant a fréquemment loué ou acheté plusieurs exploitations contigües ou non, pour les faire valoir avec l'aide d'un seul ménage remplissant les fonctions de bouvier. Mais les bâtiments subsistaient et les enquêteurs ont continué à les compter isolément sans les englober dans une seule exploitation à laquelle elles étaient réunies en fait.

Un exemple entre mille est constitué par une des plus belles communes de la Sarthe : Auvers-le-Hamon, qui comptait 257 exploitations en 1892 et qui n'en compte plus maintenant que 203. En effet, 6 fermes de 30 à 35 hectares ont été réunies à 3 plus grandes ; 6 exploitations de 3 à 12 hectares dépendant de petits moulins qui ne

(1) Statistique de 1892 et 1929.

fonctionnent plus, ont été absorbées par les fermes du voisinage ; 5 fermes sont louées à des marchands de bestiaux et n'ont plus d'exploitants ; 40 petites exploitations, aux bâtiments abandonnés ou démolis, sont louées à des fermiers voisins ou mises en herbage.

Au total, Auvers-le-Hamon compte 54 exploitants en moins (1).

Tous ces chiffres nous démontrent en gros une concentration du nombre total des exploitations de l'ordre de 30 % au cours de ces quarante dernières années.

Distinction entre petite, moyenne et grande exploitation. — Mais ces chiffres, aussi éloquentes qu'ils puissent paraître, nous renseignent que fort peu sur le mouvement général de l'exploitation agricole ; en effet, le nombre des exploitations a diminué de 30 %, mais sur quelle catégorie porte cette diminution ?

Supposons qu'elle accuse la disparition d'une multitude de petites exploitations inférieures à 1 ha, sera-ce une concentration aussi importante que si elle accuse une forte diminution des moyennes exploitations au profit des grandes ?

C'est pourquoi nous allons, là encore, faire une distinction entre très petites, petites, moyennes et grandes exploitations, ainsi que nous avons déjà procédé dans notre chapitre sur la propriété.

Les critères qui nous ont permis de distinguer les différentes catégories de propriétés, sont valables pour les mêmes catégories d'exploitations.

La superficie de ces catégories varie comme celle des propriétés, selon les régions, et à l'intérieur d'une même région agricole, selon la nature des terres et des cultures.

(1) Chiffres fournis par M. C. CHEVALIER, Président du Syndicat et de la Chambre d'Agriculture de la Sarthe.

Nous reprenons notre exemple du Calvados (1).

RÉGION	EXPLOITATION EN HECTARE		
	grande	moyenne	petite
Bessin	+ 40	15 à 40	0 à 15
Bocage	+ 20	10 à 20	0 à 10
Pays-d'Auge	+ 30	10 à 30	0 à 10
Plaine de Caen ...	+ 70	30 à 70	0 à 30

Il est à remarquer que ces diverses évaluations suivent sensiblement celles relatives aux propriétés, si ce n'est pour le Pays d'Auge où l'exploitation semble exiger une plus grande étendue que la propriété pour rentrer dans la catégorie des grandes exploitations, alors que dans la Plaine de Caen, c'est exactement le contraire.

Dans la Haute-Vienne (2) nous trouvons les étendues suivantes :

Très petites exploitations.....	0 à 1 hect.
Petites »	1 à 10 hect.
Moyennes »	10 à 50 hect.
Grandes »	+ 50 hect.

Dans la Seine-et-Marne (3) :

Petites exploitations	— 50 hect.
Moyennes »	50 à 100 hect.
Grandes »	+ 100 hect.

Ces quelques chiffres nous montrent bien l'impossibilité de définir les catégories d'exploitation par leur

(1) Monographie du Calvados, p. 136.

(2) Monographie de la Haute-Vienne.

(3) Monographie de Seine-et-Marne.

étendue, il aurait été préférable de les définir en se basant sur le nombre moyen des travailleurs nécessaires à chacune de ces catégories.

Néanmoins, les statistiques de 1892 et 1929 distinguent les exploitations de la manière suivante :

Très petites exploitations		— 1 hect.
Petites	»	1 à 10 hect.
Moyennes	» 1892.....	10 à 40 hect.
»	» 1929.....	10 à 50 hect.
Grandes	» 1892.....	+ 40 hect.
»	» 1929.....	+ 50 hect.

Cette différence d'appréciation au sujet des moyennes et grandes propriétés est à déplorer, car elle gênera considérablement nos comparaisons entre les deux enquêtes et nous empêchera de fournir, à cet égard, des chiffres précis, car si nous pouvions connaître le nombre des exploitations comprises entre 40 et 50 hectares en 1892, il nous est impossible de connaître les surfaces que représentent ces exploitations.

RAPPORT

*du nombre des exploitations des différentes catégories,
au nombre total des exploitations en 1882, 1892, 1929*

CATÉGORIE DES EXPLOITATIONS	1882	1892	1929	RÉPARTITION PROPORTIONNELLE		
				1882	1892	1929
	millier	milliers	milliers	p. 100	p. 100	p. 100
0 à 1 hect.	2.168	2.235	1.014	38.22	39.21	25.58
1 à 10 hect.	2.635	2.618	1.863	46.46	45.90	47
10 à 50 hect.	783	765	973	13.79	13.40	24.54
+ 50 hect.	86	85	94	1.53	1.49	2.88

ETENDUE TOTALE COMPARATIVE EN 1882, 1892, 1929
DES DIVERSES CATEGORIES D'EXPLOITATION, EN MILLIERS D'HECTARES

CATEGORIES DES EXPLOITATIONS	TERRITOIRE AGRICOLE											
	MOINS LE BOIS DE L'ETAT											
	1882						1892					
	Nombre total des exploita- tions	Superficie moyenne d'une exploita- tion	Etendue totale	en mill. hectares	en milliers	en milliers	Nombre total des exploita- tions	Superficie moyenne d'une exploita- tion	Etendue totale	en mill. hectares	en milliers	en milliers
De moins de 1 h.	2.168	0.50	1.083.8	2.235	0.59	1.327.3	1.014	0.71	724.9	en mill. hectares	en mill. hectares	en mill. hectares
De 1 à 10 h.	2.635	4.31	11.366.3	2.618	4.29	11.244.7	1.863	5.13	9.566.2			
De 10 à 40 h.	727	20.41	14.845.6	711	20.13	14.313.4	10 à 50 = 973	23.04	22.437.7			
De plus de 40 h.	142	156.71	22.296.1	139	162.21	22.493.1	+ 50 = 94	143	13.486.3			
TOTAUX												
et moyennes	5.672	8.74	49.591.8	5.703	8.65	49.378.8	3.966	11.64	46.205.3			

Mouvement des différentes catégories d'exploitation.

— Les tableaux précédents, sur l'étendue et le nombre comparatif en 1882, 1892 et 1929 des diverses catégories d'exploitations nous permettront de saisir les mouvements de l'exploitation.

Le premier tableau nous montre une légère augmentation du nombre total des exploitations de 1882 à 1892 et une diminution de la superficie moyenne qui passe de 8,74 à 8,65 ; puis une concentration de 1882 à 1929 puisque le nombre des exploitations diminue de plus de 30 % alors que la superficie moyenne passe de 8,65 à 11,64.

Etudions, dans le détail, cette évolution pour apercevoir sur quelle catégorie d'exploitation elle porte.

Les très petites exploitations, inférieures à 1 hectare augmentent de 1882 à 1892, puis diminuent considérablement (plus de 50 %) de 1892 à 1929).

Cependant, la moyenne de la superficie ne cesse d'augmenter, ce qui prouve que la très petite propriété se concentre sur elle-même.

De 1892 à 1929, le nombre diminue de 50 %, la superficie moyenne restant semblable, c'est-à-dire 0 ha. 59, on pourrait prétendre que les milliers d'exploitations disparues ont été absorbés par les autres catégories d'exploitations ; précisément, il s'en faut de peu, la superficie moyenne ne passe que de 0 ha. 59 à 0 ha. 71, c'est-à-dire que 90 % environ des très petites exploitations disparues ont été grossir les autres catégories d'exploitations.

Preons maintenant la catégorie des petites exploitations de 1 à 10 ha., celle-ci marque une diminution en nombre et en étendue moyenne de 1882 à 1892, puis une diminution en nombre, de l'ordre de 35 % et une augmentation de l'ordre de 20 % en superficie moyenne de 1892 à 1929.

Ces mouvements nous montrent une diminution du nombre des petites exploitations, ce n'est donc pas elles

qui ont profité de la diminution des très petites, malgré que leur étendue moyenne ait augmenté.

La catégorie des moyennes exploitations, appréciée différemment selon les diverses enquêtes, diminue en nombre et en étendue moyenne de 1882 à 1892.

Mais ce nombre augmente très sensiblement (25 %), de 1892 à 1929, puisque le rapport avec le nombre total des exploitations passe de 13,40 % à 24,54 %.

C'est donc la seule catégorie qui marque un mouvement de concentration aussi marqué. C'est cette catégorie qui aura bénéficié du glissement accusé par la diminution des très petites et petites exploitations.

Quant aux grandes exploitations, leur nombre reste le même de 1882 à 1892, bien qu'il y ait une très légère augmentation de la surface moyenne, et de 1892 à 1929, ce nombre augmente légèrement; la proportion, par rapport au nombre total d'exploitations, passe de 1,49 à 2,88, mais la surface moyenne diminue sensiblement, il n'y a donc pas concentration à l'intérieur de cette catégorie, mais au contraire, un léger morcellement.

En ce qui concerne le nombre des exploitations classées d'après le nombre des travailleurs qu'elles emploient, voici les chiffres en 1929 et 1938.

Comparaison des exploitations agricoles classées d'après le nombre des ouvriers qu'elles emploient en 1929 et 1938 (1) :

Années	Ensemble	Aucun salarié	1 à 5	6 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 200	201 à 500	501 à 1.000
1929	2.609.477	1.234.871	1.330.848	34.916	6.613	1.992	210	25	2	0
1938	2.421.933	1.330.848	1.048.715	23.885	5.754	2.200	240	23	3	1

(1) *Annuaire de la Statistique Générale de la France*, année 1929, p. 142, année 1938, p. 103.

Le nombre total des exploitations indiqué dans ce tableau ne comprend pas les exploitations inférieures à 1 hectare.

Il marque une diminution de 187.544 exploitations en 10 ans. Les catégories qui semblent le plus diminuer, sont celles qui emploient de 1 à 5, 6 à 10, 11 à 20 salariés.

Les catégories employant un plus grand nombre de salariés sont en légère augmentation.

Mais la catégorie des exploitations qui n'emploient aucun salarié, c'est-à-dire les exploitations familiales, augmente de 206.241 unités.

*
* *

La conclusion de ces comparaisons est que toutes les catégories ont diminué, surtout les très petites et petites exploitations et que seule la catégorie des moyennes exploitations a augmenté en nombre et en étendue.

Ce mouvement coïncide d'ailleurs avec celui que nous avons déjà remarqué au sujet des propriétés, puisque nous avons démontré que les petites et grandes propriétés avaient diminué au profit des moyennes propriétés.

Les causes économiques sont d'ailleurs semblables, ainsi que nous le constaterons dans nos prochains développements, car moyenne propriété et moyenne exploitation coïncident avec la culture familiale.

§ 2. — EVOLUTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS

Nous avons essayé de démontrer l'évolution générale de l'exploitation agricole pendant les quarante dernières années, en nous servant des statistiques, mais pour avoir

une vue d'ensemble suffisante sur ce problème, il faut examiner de plus près les différents aspects à l'aide de quelques exemples pris dans certaines régions particulièrement représentatives de l'activité agricole de notre pays. C'est ainsi que nous découvrirons des évolutions qui, particulières à une région déterminée, vont à l'encontre de l'évolution générale que nous avons constatée.

Nous allons reprendre notre distinction entre très petite, moyenne et grande propriété.

Très petites exploitations. — Les très petites exploitations diminuent dans toutes les régions.

Dans la Sarthe, par exemple, elles passent de 16.407 exploitations avec 9.883 hectares en 1892, à 2.827 exploitations avec 1.956 hectares en 1929.

Elles sont, pour la plupart, formées de petites pièces de terre cultivées aux abords des villes et des villages par les petits artisans ruraux, les ouvriers agricoles, les petits propriétaires, rentiers, retraités, etc. Elles sont destinées à la production des légumes, de luzerne et fourrage pour l'entretien des lapins, ou encore en herbages plantés d'arbres fruitiers.

Ces exploitations occupent en moyenne 0 ha. 80 en terre cultivable.

« Logiquement, ce ne sont pas des exploitations agricoles, permettant à celui qui les cultive, de vivre sur son bien, exception faite pour les exploitations horticoles, viticoles ou fruitières » (1).

Nous pourrions très aisément supprimer cette catégorie de très petites exploitations, car elles n'ont évidemment pas le caractère économique d'une entreprise agricole. Cela serait d'autant plus facile que les exploi-

(1) Monographie de Seine-et-Marne, p. 160.

tations horticoles, viticoles ou fruitières qui, très petites par leur étendue, mais importantes par leur production, font l'objet d'études et de statistiques spéciales.

Petites exploitations. — La petite exploitation dont l'étendue moyenne est de 1 à 5 ou 10 hectares est également en diminution dans l'ensemble de la France ; par exemple, dans la Vienne, la diminution pour cette catégorie est de 2/5^e depuis 1892 (1).

Dans la Sarthe, le nombre des petites exploitations de 33.161 avec 146.250 ha. en 1892 à 20.110 exploitations avec 133.027 ha. en 1929.

Mais il est une catégorie de petites exploitations qui a augmenté, c'est celle des exploitations viticoles ; en effet, dans la Côte-d'Or, on remarque par exemple une légère augmentation d'importance de cette catégorie (2) et surtout dans la Gironde. Pour les vignobles de cette région, la superficie moyenne de l'ensemble est de 2 hect. 20, c'est dire que les petits producteurs dominent.

« Les 5/6^e des viticulteurs de Gironde exploitent chacun une surface en vigne inférieure à 3 hectares et ces 5/6^e représentent à eux seuls 42 % de la superficie totale du vignoble.

Le nombre des grandes exploitations dépassant 30 ha. est faible, alors que d'une manière générale, on croit que ce sont ces grandes exploitations qui, à elles seules, constituent la très grosse majorité des intérêts viticoles du département. Cela tient à ce que les exploitations importantes représentent le plus souvent les vignobles célèbres, à réputation mondiale, faisant l'objet de la plus grande publicité.

A côté de ces grandes exploitations, se trouve une multitude d'exploitations de moyenne et petite étendue,

(1) Monographie de la Vienne p. 221.

(2) Monographie de la Côte-d'Or, p. 243,

constituant dans leur ensemble la grosse inasse de la production viticole » (1).

Moyennes exploitations. — Ainsi que nous l'avons constaté dans l'évolution générale de l'exploitation, c'est la seule catégorie qui ait progressé aux dépens des autres, dans la plupart des régions de notre pays.

Dans le Calvados, en 1929, l'étendue moyenne d'une exploitation était de 12 ha. 6 contre 8 ha. 44 en 1882, ce qui accuse une diminution du nombre des exploitations de 32 %. Ce sont surtout les exploitations de 0 à 1 ha. et de 1 à 5 ha., puis dans une moindre proportion, de 5 à 10 ha. qui ont diminué, au profit des exploitations de 10 à 50 hectares.

Les exploitations de plus de 50 hectares ont légèrement diminué en nombre et en étendue par rapport à 1892 (2).

Dans la Vienne, le nombre des exploitations moyennes de 10 à 50 ha. est passé de 8.159 en 1892 à 13.237 en 1929, alors que le nombre des exploitations des autres catégories diminue des 2/5^e (3).

Dans la Haute-Vienne, on remarque encore depuis 1892, au double point de vue du nombre et de l'étendue, prédominance très nette de la moyenne exploitation (4).

On peut lire les mêmes développements dans d'autres monographies, Hérault, Meurthe-et-Moselle, Lot, etc.

Grandes exploitations. — Cette catégorie qui aurait dû augmenter considérablement d'importance, pour prouver l'existence de la loi de concentration est en légère diminution, dans la plupart des régions.

Cependant, il faut noter qu'en Seine-et-Marne, par

(1) Monographie de la Gironde, p. 157 et 158.

(2) Monographie du Calvados, p. 187 et suiv.

(3) Monographie de la Vienne, p. 221.

(4) Monographie de la Haute-Vienne,

exemple, cette catégorie s'est développée puisque la grande exploitation de plus de 100 ha. y couvre près de 50 % de la superficie totale des terres cultivables, alors que la moyenne y figure pour 30 % et la petite pour 20 % (1).

Il en est de même pour toutes les régions de grandes plaines où on cultive les céréales et les betteraves à sucre, régions du Nord de la France, Beauce, Brie, etc.

Dans la Plaine de Caen, malgré une diminution des grandes exploitations, on trouve encore une dizaine d'exploitations de 200 à 500 ha. et une exploitation de plus de 500 hectares (2).

Dans ces régions de vastes plaines, les pièces de terres atteignent parfois des étendues considérables pour notre pays. C'est ainsi que dans la Santerre, pays de Picardie, M. CAZIOT signale le cas d'une pièce de blé rectangulaire de 100 hectares (3).

*
* *

Ce sont là des exceptions qui ne doivent pas nous faire perdre de vue l'évolution générale de l'exploitation agricole française, laquelle ne suit pas les lois de la concentration, puisque le glissement en faveur des moyennes exploitations au détriment des très petites, n'est pas suivi d'un glissement en faveur des grandes et au détriment de ces moyennes exploitations, qui restent les seules à progresser.

(1) Monographie de Seine-et-Marne, p. 160.

(2) Monographie du Calvados, p. 188.

(3) CAZIOT *La valeur de la terre en France*, p. 99.

SECTION III

FACTEURS ÉCONOMIQUES QUI EXPLIQUENT L'ÉVOLUTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

§ 1. — ABSENCE DE PARALLÉLISME ENTRE EXPLOITATION INDUSTRIELLE ET EXPLOITATION AGRICOLE

Avant de nous engager plus avant dans les facteurs économiques qui expliquent cette évolution, nous devons mettre en garde ceux qui établissent un parallélisme trop rigoureux entre la concentration industrielle et la concentration agricole.

Dans la première, il y a un énorme facteur qui joue en faveur de la concentration : le capital. Ce capital permettra à toute entreprise industrielle, bien mise sur pied, de concurrencer avantageusement et de réduire à la faillite toute petite entreprise similaire déjà existante. Une grande fabrique de chaussures jettera sur le pavé bon nombre d'artisans bottiers.

Dans la seconde, il y a un facteur qui peut enrayer les progrès de la concentration, c'est la terre.

Pour se développer, une grande exploitation doit exproprier les petits propriétaires, ou louer leurs terres ; dans les vieux pays où l'homme n'a plus rien à conquérir sur la nature.

Pour se développer et s'imposer sur le marché, la fabrique de chaussures n'avait pas besoin d'acheter ou de louer le fonds de commerce des maîtres bottiers d'alentour.

C'est là un obstacle considérable à la concentration et surtout à une concentration aussi rapide que celle que nous avons vue se dérouler dans le domaine industriel et commercial.

Ce ne serait pas, néanmoins, un obstacle insurmontable, mais seulement un élément de retard, si la grande exploitation avait une nette supériorité au point de vue technique et social. Or, nous avons examiné les avantages respectifs de l'un et l'autre mode d'exploitation, ce qui nous a amené à défendre, pour notre part, un point de vue plus éclectique.

§ 2. — EXPLOITATION FAMILIALE

L'examen des statistiques et des enquêtes nous prouve que nous avons raison, car l'agriculture française se caractérise au point de vue social par le fait qu'elle est surtout familiale.

Sur ce fait social, la famille agricole, se calque le fait économique, l'importance de l'exploitation. On pourrait presque dire que la réciproque est vraie et que sur le fait économique se calque le fait social dans beaucoup de cas.

Une famille d'agriculteurs tend à prendre en effet pour exploitation, celle dont l'importance donnera du travail à chacun de ses membres, tout en prodiguant des bénéfices suffisants. Une famille composée du père, de la mère, de deux fils et de deux filles en âge de travailler pourra exploiter par ses propres moyens, sans faire appel à la main-d'œuvre, une vingtaine d'hectares d'herbages, une cinquantaine d'hectares de labours, une dizaine d'hectares de vignes.

Mais, il se peut aussi, cette hypothèse ne nous retiendra pas longtemps, que la famille se développe à la mesure de l'exploitation ; n'y a-t-il pas en effet chez

certains paysans, chefs d'exploitations, le secret désir d'augmenter les bras qui travaillent à la ferme, lorsqu'ils ont des enfants ?

Est-ce que d'autre part, certains chefs d'exploitations, ne font pas le raisonnement inverse, lorsqu'ils restreignent, volontairement, le nombre d'enfants dont les bras seraient trop nombreux pour être tous occupés à la ferme familiale ?

Ces problèmes sont davantage d'ordre sociologique qu'économique, c'est pourquoi nous nous contentons de les effleurer.

Quoi qu'il en soit, l'exploitation familiale est celle qui domine en France, nous pourrions d'ailleurs le constater une fois de plus lorsque nous étudierons le personnel agricole.

Le développement des moyennes exploitations que nous avons constaté, c'est le développement et l'évolution de l'exploitation familiale elle-même.

Avantages de l'exploitation familiale. — L'exploitation familiale, supprime en effet, en grande partie, le problème de la main-d'œuvre, qui se pose pour les grandes exploitations.

Or, ce problème est particulièrement ardu à résoudre, quant au recrutement et quant à la rémunération du personnel.

En effet, il est souvent très difficile de trouver les ouvriers agricoles indispensables, par suite de la crise de la main-d'œuvre dont nous reparlerons; d'autre part, la cherté de celle-ci augmente considérablement les frais généraux. ce qui est de nature à entamer fortement des bénéfices, même raisonnables.

Le paiement de la main-d'œuvre familiale est, au contraire, différé : pendant les longs mois d'hiver, le chef d'exploitation se contente de nourrir, loger, entre-

tenir les membres de la famille et de donner « l'argent de poche ».

Bien souvent même, ce paiement se trouve retardé jusqu'à l'établissement des enfants, ou le partage du bien familial.

Enfin, le travail familial donne plus de rendement, car chacun est intéressé directement à la réussite de l'entreprise.

« Les exploitations à surface moyenne, cultivées souvent par l'exploitant et sa famille, sont toujours bien entretenues et étroitement surveillées. Les façons y sont données au moment convenable, en nombre suffisant, la défense contre les maladies est mieux conduite » (1).

Evolution de l'exploitation familiale. — Rechercher l'évolution de la culture familiale nous donnera en partie les causes de l'évolution générale de l'exploitation.

L'exploitation familiale a en effet changé de volume, depuis 1882.

Ses possibilités se sont trouvées augmentées, grâce aux progrès de la technique et surtout du machinisme. Telle famille qui pouvait cultiver seulement vingt hectares peut en cultiver presque le double maintenant sans surcroît de travail. En outre, l'apparition de besoins nouveaux dans les classes agricoles a stimulé de nombreuses familles qui, jusque là, se contentaient de l'exploitation routinière de quelques hectares.

Ces familles, pour augmenter leurs bénéfices, ont agrandi leurs exploitations.

D'autre part, les familles qui se sont cantonnées dans leur petit domaine ont subi les désavantages de la petite culture, ce qui en a contraint un certain nombre à abandonner leurs terres aux voisins, qui s'agrandissaient d'autant.

(1) Monographie de la Gironde, p. 158.

En conclusion, la culture familiale a évolué, ses possibilités sont plus grandes que par le passé ; en outre, les avantages de cette forme d'exploitation en ont fait augmenter le nombre. Dès lors nous ne pouvons pas nous étonner de voir se développer la catégorie des moyennes exploitations, qui cadre le plus souvent avec la culture familiale.

§ 3. — CAUSES DE LA RÉGRESSION DES PETITES
ET DES GRANDES EXPLOITATIONS

Les petites exploitations sont insuffisantes pour nourrir une famille même réduite. Ses membres doivent travailler au dehors afin de subsister, mais de ce chef, ils négligent leur propre exploitation dont le rendement diminue.

La plus grande partie des journaliers a quitté les campagnes de ce fait, surtout depuis la grande guerre, car ils étaient attirés par les hauts salaires pratiqués dans les régions libérées. Ainsi, nous pouvons dire qu'une exploitation de moins d'un hectare sauf si elle est horticole est insuffisante pour nourrir une famille. L'exploitation de six hectares est suffisante à condition que l'on y pratique la culture spécialisée : semences, légumes, tabac, fraises, pêches, chasselats, etc...

Les exploitations de vingt hectares à trente hectares cultivables constituent dans l'ensemble un minimum désirable pour faire vivre une famille d'importance moyenne.

Quant aux grandes exploitations dont la diminution est bien moins importante que celle de la précédente catégorie, leur mouvement est dû aux inconvénients de cette forme d'exploitation que nous avons signalés plus haut et particulièrement aux difficultés relatives à la main-d'œuvre, rare, chère et parfois peu dévouée.

Il faut noter aussi que des milliers d'exploitations de toute catégorie ont été abandonnées par suite du mauvais état des bâtiments, qui nécessitaient des dépenses trop onéreuses pour leur reconstruction.

*
* *

Les développements que nous venons de consacrer à l'exploitation et ceux que nous avons précédemment consacrés à la propriété nous démontrent la faillite de la loi de concentration dans notre pays. Mais, ils nous permettent de mettre en relief l'un des caractères de l'agriculture française, celui qu'elle est familiale.

CHAPITRE IV

LES MODES D'EXPLOITATION

La concentration, dans l'agriculture, se manifeste, encore, dans l'évolution des modes d'exploitation.

La concentration, si elle existe, doit, en effet, entraîner l'exploitation capitaliste de la terre, comme elle a partiellement entraîné, celle de l'industrie et du commerce.

KARL MARX prétendait que la concentration entraînait l'expropriation des masses au profit de quelques-uns, les gros capitalistes, en agriculture l'expropriation des terres, au profit de quelques grands propriétaires.

VANDERVELDE « appelle capitaliste, en l'opposant à paysanne, toute propriété qui n'appartient pas à celui ou à ceux qui la cultivent » (1).

Cet auteur socialiste prétend que par la concentration, ou encore par la loi de l'expropriation des masses, cette propriété capitaliste se développe. « Il résulte, écrit-il, de la comparaison des recensements agricoles que la propriété paysanne, exploitée en faire valoir direct recule, devant la propriété capitaliste, exploitée en location » (2).

« Le nombre de ceux qui n'ont aucune part dans la propriété du sol, qui ne possèdent même pas l'empla-

(1) VANDERVELDE, op. cit., p. 267.

(2) VANDERVELDE, op. cit., p. 267.

cement de la maison qu'ils habitent s'est considérablement accru pendant la seconde moitié de ce siècle » (1).

Cet auteur prétend que les nécessités de la culture intensive exigent des capitaux de plus en plus considérables et supprime les conditions d'existence de la propriété paysanne.

Nous allons rechercher, parmi les divers modes d'exploitation lequel s'est développé ces dernières années, après avoir caractérisé tout d'abord chacun d'eux, au point de vue économique et au point de vue social.

SECTION I

CARACTÈRES ÉCONOMIQUES & SOCIAUX DES DIVERS MODES D'EXPLOITATION

Les modes d'exploitation de la terre se groupent sous trois chefs, le faire valoir direct, le fermage et le métayage. Nous citerons également, pour mémoire, l'exploitation par Sociétés capitalistes.

§ I. — LE FAIRE VALOIR DIRECT

Dans le faire valoir direct, le propriétaire est aussi chef d'exploitation, il cultive lui-même sa terre à l'aide des membres de sa famille, et, éventuellement de salariés ; cette propriété paysanne a pour cadre les exploitations, petites et moyennes, rarement les grandes, car, l'importance du capital foncier, en ce cas, serait de nature à diminuer le capital mobilier indispensable au bon fonctionnement de toute grande exploitation.

(1) VANDERVELDE, op. cit., p. 271.

Les avantages et inconvénients de ce mode d'exploitation sont les suivants :

Au point de vue social. — Il a toujours été considéré depuis STUART MILL, comme le meilleur moyen de réaliser la démocratie rurale.

Certains socialistes contemporains sont assez favorables à la petite et moyenne propriété paysanne, et, ne lancent leurs foudres que contre les grands propriétaires exploitants ou les propriétaires non exploitants.

De leur côté, certains conservateurs, louent ce mode d'exploitation, car, la question sociale ne s'y pose pas, le propriétaire effectuant, lui-même, son travail, à l'aide de sa famille, il n'est presque pas fait appel aux salariés.

En tout cas, même si les salariés se trouvent employés, ils le sont dans des conditions telles, qu'elles ne constituent point un ferment de lutte de classe, le chef menant une vie semblable à celle de ses ouvriers.

Enfin, comme le fait remarquer justement M. JAMES dans son ouvrage sur les formes de l'entreprise : « ce système apparaît beaucoup, comme un moyen d'attacher les masses au régime de propriété privée, ce qui fournit un contre-poids moral et même électoral à l'influence des adversaires urbains de celle-ci » (1).

Au point de vue économique. — Au XVIII^e siècle, Arthur YOUNG, lors de son long voyage en France, n'a pas caché son admiration pour ce régime qui se manifeste par l'ardeur du paysan pour entretenir et améliorer sa terre. Ardeur si peu en harmonie avec la banale psychologie de « l'homo œconomicus ».

Les inconvénients de ce mode d'exploitation sont ceux que nous avons déjà relatés pour les petites exploitations.

(1) Emile JAMES, *Les Formes de l'Entreprise*, Sirey, Paris, 1935, p. 522.

La petite et la moyenne exploitation paysanne, sont les cadres habituels du faire-valoir direct, mais, il existe aussi de très grandes propriétés exploitées de cette manière, quoique, celles-ci soient plus rares, et, il existe enfin, un mode de faire-valoir direct, où le propriétaire exploitant « un gentleman farmer », dirige de haut l'exploitation, qui est l'œuvre de chefs de culture et d'ouvriers salariés.

Cette forme de faire-valoir direct, très répandue en Angleterre, est peu fréquente en France. Elle constitue un mode d'exploitation capitaliste, qui va sans cesse en déclinant, faute à la cherté d'une main-d'œuvre qualifiée et à l'insuccès fréquent de l'entreprise.

§ 2. — LE FERMAGE

Dans le fermage, le chef d'exploitation, loue ses terres au propriétaire terrien. Il y a donc deux individus, dont l'un est un capitaliste, qui touche un revenu de son titre de propriété, sans travailler, et dont l'autre est un entrepreneur, qui exploite le capital d'autrui moyennant une redevance.

Au point de vue social. — Ce système est moins bon que la propriété paysanne, mais il est loin de rejeter cependant le fermier dans la classe des prolétaires et n'entraîne pas la lutte des classes. Entre le propriétaire et le fermier, il n'y a, en effet, que des dissentiments individuels, où chacun défend son intérêt parfois avec âpreté, mais où tous deux demeurent fidèles aux conceptions capitalistes de la propriété privée. Le rêve du fermier n'est-il pas d'acheter un jour un domaine, à l'aide des économies qu'il a soigneusement mises de côté.

Le fermage est un moyen d'ascension sociale, car il permet à un individu sérieux, disposant de quelques

ressources, de s'établir, alors qu'il n'aurait jamais pu y parvenir. s'il avait dû acheter des terres.

Au point de vue économique. — L'avantage est que le fermage, permet aux grandes exploitations, de survivre en dissociant le capital foncier du capital d'exploitation, lesquels sont maintenant trop considérables pour être toujours réunis dans la même main.

Le fermier est plus un entrepreneur au sens économique du mot, que le propriétaire exploitant, car il réfléchit dans le sens de « l'homo œconomicus » lorsqu'il calcule ses prix de vente sur son coût de production composé des frais généraux et de son loyer.

Le fermage a l'inconvénient, sauf convention contraire, d'empêcher les améliorations durables et de ne provoquer que des améliorations passagères, qui sont le fait de l'habileté professionnelle du fermier, par contre, le fermier sortant, qui va quitter sa ferme, en épuise les terres, s'il n'est pas assuré de recevoir de l'exploitant entrant, une compensation correspondant à la fertilité acquise de son fait.

§ 3. — LE MÉTAYAGE

Dans le métayage, association entre le propriétaire et l'exploitant, les produits sont, généralement, partagés par moitié. Les conventions font l'objet de stipulations variées, suivant les coutumes locales et selon les régions.

Au point de vue social. — C'est un moyen d'ascension sociale, surtout pour les familles nombreuses dénuées de ressources ; il permet au métayer qui dispose de la main-d'œuvre familiale, d'exploiter des étendues souvent plus importantes que celles des fermes du voisinage.

Les économies qu'il aura réalisées faciliteront son

ascension au fermage, et si la chance le favorise, au faire-valoir direct.

Par contre, le métayage place le paysan sous la dépendance directe du propriétaire, ce dont s'accommodent de moins en moins les générations actuelles. Il a du moins l'avantage de retenir le propriétaire à la terre, et évite l'absentéisme, qui est l'une des manifestations de l'exode rural.

Au point de vue économique. — Cette association du capital et du travail a donné de bons résultats dans les régions où elle est de tradition et où les propriétaires traitent directement avec leurs métayers sans l'intervention d'un régisseur ou d'un expert.

Des améliorations notables ont été faites sous l'impulsion de propriétaires avisés, tant au point de vue du cheptel que de l'emploi des engrais.

Néanmoins, ce mode est en régression très nette ainsi que nous pourrions le constater.

§ 4. — L'EXPLOITATION PAR SOCIÉTÉS CAPITALISTES

Certains se sont demandés si, dans l'agriculture, comme dans l'industrie, l'avenir n'appartiendrait pas à de grandes sociétés capitalistes capables d'assurer l'exploitation de la terre selon les méthodes ultra-modernes en bénéficiant de tous les avantages de la concentration.

MM. CAZIOR, Henri et Joseph HITIER ont fait de fortes réserves qui se justifient par les inconvénients que présentent toutes les grandes exploitations où le chef n'est pas intéressé au premier rang au succès de l'entreprise.

C'est ainsi que sont disparues, en grande partie, pour cette raison, les Sociétés constituées en application de la loi du 4 mai 1918 sur la mise en culture des terres abandonnées.

Remarquons cependant qu'il existe quelques rares exceptions de sociétés d'exploitation agricole en France, et surtout quelques sociétés viticoles, qui grâce à des capitaux importants peuvent supporter plus aisément l'aléa que comporte la viticulture.

En Algérie et dans les Colonies Françaises, ces exemples de sociétés capitalistes sont plus nombreux.

SECTION I

ÉVOLUTION DES MODES D'EXPLOITATION

Recherchons maintenant l'évolution générale puis l'évolution particulière, selon les différentes régions, des modes d'exploitation.

§ 1. — ÉVOLUTION GÉNÉRALE

De 1882 à 1892, la proportion des exploitants directs, s'était abaissée, légèrement, en faveur des exploitants indirects de 9,24 %. Les causes en étaient nombreuses et il faut surtout relever la crise agricole de cette époque et les ravages du phylloxéra dans les régions viticoles où dominait précisément la petite culture directe.

Dans cette même période, le nombre des exploitations en culture directe avait diminué de 138.097 et le nombre des exploitants indirects avait augmenté de 150.665 (1).

Une nouvelle difficulté se présente dans l'examen des statistiques. C'est l'évaluation des exploitants, qui sont en même temps journaliers.

(1) Statistique de 1892, p. 374.

Cette catégorie de journaliers propriétaires d'un petit lopin de terre, mentionnée en 1892, est ignorée de la statistique de 1929 et c'est, pour nous, l'occasion de déplorer le manque d'unité de vue, qui existe entre des statistiques faites à des époques différentes.

Depuis 1892, l'évolution est inverse de celle constatée de 1882 à 1892. La proportion des exploitants directs passe de 70,67 % à 74,60 % alors que celle des exploitants indirects passe de 29,33 % à 25,40 %.

Cette évolution dont la cadence s'est accélérée après la guerre mondiale est la conséquence de la prospérité de l'agriculture et des dévaluations monétaires qui ont abaissé la valeur de la terre. C'est surtout de 1919 à 1929, que le plus grand nombre de fermiers sont devenus propriétaires.

Toutes proportions gardées, la culture directe n'est pas en régression, mais au contraire en augmentation. Il n'y a donc pas évolution capitaliste des modes d'exploitations (consulter les tableaux suivants).

Répartition des différentes catégories d'exploitants (1)

ANNÉES	EXPLOITANTS		RÉPARTITION PROPORTIONNELLE	
	Directs Cultivateurs Propriétaires	Indirects Ensemble des fermiers et métayers	Directs	Indirects
	nombre	nombre	p. 100	p. 100
1882	3.525.342	1.309.904	72,91	27,09
1892	3.387.245	1.405.569	70,67	29,33
1929	2.728.981	926.914	74,60	25,40

(1) D'après les statistiques de 1882, 1892, 1929.

Répartition des exploitants directs (1)

ANNÉES	EXPLOITANTS DIRECTS			RAPPORTS A L'ENSEMBLE DES EXPLOITANTS		
	Cultivant exclusivement leur propre bien	et en outre fermiers métayers journaliers	Totaux	Cultivant exclusi- ment leur propre bien	et en outre fermiers métayers journa- liers	de l'ensemble des exploit- ants directs
	nombre	nombre	nombre	p. 100	p. 100	p. 100
1882	2.150.696	1.374.646	3.525.342	44,48	28,43	72,91
1892	2.199.210	1.203.515	3.387.245	45,63	25,04	70,67
1929 (2)	1.679.959	1.049.959	2.728.981	45,90	28,70	74,60

Le 2^e tableau montre que la proportion des propriétaires exploitants, qui sont en même temps fermiers ou métayers, ne s'est pas sensiblement modifiée.

§ 2. — EVOLUTION PARTICULIÈRE SELON LES DIFFÉRENTES RÉGIONS

En ce qui concerne la culture directe, les régions du Midi et celles du Centre l'emportent beaucoup sur celles du Nord. C'est que dans le Midi, prédominant surtout les propriétaires cultivant uniquement leur bien (lesquels représentent 65 % du total des propriétaires).

Le métayage est en régression très nette dans les régions où il était répandu, Vendée, Poitou, Limousin. « Il constitue souvent pour l'agriculture départementale un poids mort encombrant » (2).

(1) Les journaliers propriétaires n'étant point distingués des propriétaires, dans l'enquête de 1929, leur nombre se trouve confondu avec celui des propriétaires cultivant exclusivement leur bien.

(2) Monographie de la Haute-Vienne.

Les conflits qui ont éclaté après guerre entre propriétaires et métayers au sujet de l'évaluation du cheptel vif soit en poids, soit en argent, ont rompu la bonne harmonie, qui existait entre eux.

Le fermage est en régression légère ; mais il tient toujours une place prépondérante dans les régions de grandes cultures, comme le Nord de la France, la Brie, la Beauce. C'est ainsi que dans la Seine-et-Marne la superficie cultivable est exploitée par des fermiers dans la proportion de 70,20 % et par les propriétaires dans la proportion de 29,80 % et pourtant on trouve dans ce département 11.393 propriétaires exploitants et 5.371 fermiers ce qui signifie que l'exploitation directe se rencontre surtout dans la petite et moyenne culture.

Dans l'Eure-et-Loir, 51 % de la surface est cultivée par des fermiers.

Sur les 20.000 exploitations, on en compte 33 % exploitées par des fermiers, 32 % par des propriétaires et 34 % par des journaliers cultivant leur bien et travaillant chez autrui.

Dans la Sarthe où la très petite propriété a pratiquement disparu, il y a diminution du nombre des exploitants directs malgré une augmentation des superficies cultivées par eux, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

1° Pour le faire-valoir direct :

1892, 24.685 propriétaires cultivant 162.200 hect.

1929, 15.484 propriétaires cultivant 205.324 hect.

2° Pour le fermage :

1892, 30.735 fermiers cultivant 314.700 hect.

1929, 21.583 fermiers cultivant 370.135 hect.

3° Pour le métayage :

1892, 1.086 métayers cultivant 9.100 hect.

1929, 463 métayers cultivant 9.460 hect.

Le faire-valoir direct progresse dans le Calvados, où on note la disparition presque totale du métayage qui était déjà l'exception et par contre l'augmentation en nombre et en superficie de l'exploitation directe, par rapport au fermage.

Dans ce département, le nombre des exploitants s'est d'ailleurs réduit de 30 % et la surface moyenne cultivée par chacun d'eux s'est augmentée de près de 50 % (elle est passée de 9 hect. en 1882 à 13 hect. 40 en 1929 (1).

En Haute-Loire, 70 % de la superficie est cultivée par faire-valoir direct, 29 % par fermage et 1 % seulement par métayage.

Par contre, la superficie moyenne cultivée par les fermiers est double de celle cultivée par les propriétaires qui sont pourtant quatre fois plus nombreux que les fermiers (2).

En Vendée, nous trouvons les chiffres suivants qui sont assez éloquents (3) :

	1892	1929
	—	—
Propriétaires agriculteurs	28.270	33.041
Fermiers	20.822	17.947
Métayers	11.448	7.198

En Meurthe-et-Moselle, le fermage est en régression, depuis 1918, les fermiers s'étant portés acquéreurs de terres.

Dans le Lot, 95 % des exploitants sont des agriculteurs faisant valoir leur propriété.

Enfin, dans les pays de vignobles, le faire-valoir direct

(1) Monographie du Calvados, p. 189 et suiv.

(2) Monographie de la Haute-Loire.

(3) Monographie de la Vendée, p. 308 et suiv.

a progressé et domine nettement. C'est ainsi que, dans l'Hérault 95 % des exploitants sont propriétaires (1).

Dans la Gironde, l'exploitation directe est à peu près la règle absolue pour les vignobles.

*
* *

Ainsi, nous sommes loin d'une évolution capitaliste des modes d'exploitation ; nous sommes donc encore amenés à conclure dans ce chapitre, que la concentration ne se manifeste pas ; il n'y a pas expropriation constante des masses agricoles, mais plutôt évolution contraire, ceux qui restent à la campagne tendant de plus en plus à s'établir comme exploitants propriétaires.

(1) Monographie de l'Hérault, p. 290 et suiv.

CHAPITRE V

LES CAPITAUX AGRICOLES

Toute technique de production qui progresse exige des capitaux de plus en plus considérables.

La technique industrielle qui a beaucoup évolué depuis la fin du siècle dernier a ainsi mobilisé des capitaux importants. Ces capitaux, à qui appartiennent-ils ? A des chefs d'entreprises qui les font valoir par leur travail à des capitalistes qui les font valoir à l'aide du travail d'autrui. Mais, la technique industrielle n'est pas la seule à évoluer, la technique agricole, elle aussi, quoique dans une moindre mesure a perfectionné ses méthodes, de ce fait, le facteur capital a pris une plus grande importance à côté de la nature et du travail dans l'œuvre de production. Nous savons déjà que ce capital n'est pas entre les mains de quelques individus, en effet, nous avons constaté dans quel sens évoluait la propriété, l'exploitation et les modes d'exploitation. Recherchons néanmoins dans quelle mesure le capital agricole a pu se développer ces dernières années, afin de montrer si au point de vue social ce capital fait des chefs d'exploitation ou des propriétaires de véritables capitalistes, au sens marxiste du mot.

Nous allons donc étudier l'importance du capital foncier, c'est-à-dire la valeur vénale et locative de la terre,

puis l'importance du capital d'exploitation, c'est-à-dire les bâtiments, les améliorations foncières, l'outillage, le cheptel vif et enfin les fonds de roulement pour les semences, les engrais, les frais généraux ; nous donnerons alors des exemples de la répartition de ces capitaux, dans quelques exploitations types, choisies dans les différentes régions. Après quoi, nous pourrions conclure sur la situation financière des exploitants.

SECTION I

LE CAPITAL FONCIER

§ I. — LA VALEUR DE LA TERRE

La valeur d'une terre est différente selon sa fertilité, sa situation, et selon les régions, où elle se trouve ; mais elle varie également, selon les circonstances des mutations . Le prix de la terre est, en effet, fonction de nombreux facteurs tels que : le voisinage des villes, de centres industriels importants, de gares. La situation de l'acheteur et celle du vendeur, entrent aussi en ligne de compte.

En tous cas, le capital foncier est toujours plus élevé pour les petites et moyennes propriétés que pour les grandes. De même le prix des grandes parcelles est proportionnellement moins élevé que celui des petites, qui excitent par leur emplacement, la convoitise des voisins et sont judicieusement dénommées « terres à l'écorché ».

Les marchands de biens le savent, c'est pourquoi ils

morcellent le plus souvent les grands domaines qu'ils ont acquis et réalisent, de ce fait, des bénéfices scandaleux au détriment des paysans et du trésor.

Il existe, également, une valeur particulière, comme terrains de chasse, des terres médiocres couvertes de forêts, de landes et de friches.

§ 2. — VARIATION DE LA VALEUR DE LA TERRE

La valeur de la terre ne semble pas avoir suivi au cours du siècle dernier et au cours du siècle actuel celle d'autres capitaux qui ont vu leur coefficient d'augmentation égaler et même dépasser parfois le coefficient de dépréciation monétaire.

C'est ainsi que de 1882 à 1892 l'abaissement de la valeur vénale par hectare, est de 16,15 %. Ce mouvement correspond à la baisse générale des produits agricoles, provoquée par la concurrence internationale, facilitée, elle-même, par la rapidité des transports et des transactions.

Pour la période beaucoup plus large de 1875 à 1900, M. CAZIOT, dans son ouvrage sur « la valeur de la terre en France », estime que la valeur de la propriété rurale s'est abaissée de 35 %.

Cette situation ne s'est pas sensiblement modifiée jusqu'en 1918.

Après la guerre de 1914-1918, les perturbations monétaires et les dévaluations successives atteignaient le coefficient 5 en 1929, mais la valeur de la terre n'augmentait pas de ce coefficient 5 mais du coefficient 3,5 % en moyenne, si bien que la valeur réelle de la terre se trouvait abaissée de 250 % environ.

C'est en 1929 que cette valeur réelle atteignait son maximum. Depuis cette date les dévaluations du Gouvernement socialiste de 1936 abaissèrent la monnaie à

10 % de sa valeur d'avant-guerre. La terre, pendant ce temps, atteignait péniblement le coefficient 5, passait en Normandie et dans les régions de l'Ouest, à 6 même à 7 à l'époque des menaces de guerre.

Et pourtant, la grave crise des capitaux industriels en 1936, devait stimuler un peu la valeur de la terre par le nombre des capitalistes désireux de faire un placement sûr. C'est seulement en 1938-1939 que cette valeur atteignait le coefficient 10 dans les régions fertiles.

Les causes de la dépréciation relative de la terre sont le démembrement excessif du sol ; la diminution de l'importance de celle-ci dans la production agricole où le capital d'exploitation se développe sans cesse ; la surproduction et le bas prix des produits agricoles ; et enfin la diminution de la main-d'œuvre et la désaffection du paysan pour la terre, qui font que, dans les régions déshéritées, elle n'a plus aucun preneur.

§ 3. — LA VALEUR DE LA TERRE DANS QUELQUES RÉGIONS DE FRANCE

Des exemples empruntés aux monographies départementales permettent de suivre l'évolution de la valeur de la terre en France.

Dans le Calvados où la terre était déjà très chère, la valeur vénale a augmenté des coefficients 3,6 à 3,7 de 1892 à 1929, soit une dépréciation de la valeur réelle de la terre de 2,3 à 2,4 c'est-à-dire 230 à 240 % (1).

En Seine-et-Marne, pays de grandes exploitations, le coefficient est 2,5 à 3,5, il atteint parfois 4 et très rarement 5 pour les petites propriétés et petites parcelles. Il dépasse rarement 3 pour les grandes propriétés vendues en bloc.

(1) Monographie du Calvados, p. 184,

Depuis 1929, à la suite de la surproduction, une baisse assez sensible est encore enregistrée. Elle atteint 20 à 25 % en 1934, sauf dans les régions où les distilleries offraient un débouché avantageux, pour la betterave à sucre, première culture qui fut réglementée en contingentant les producteurs pour leur assurer des prix avantageux.

Dans la Sarthe, pays de petite culture, les terres sableuses qui valaient quelques centaines de francs l'hectare, se sont vendues plusieurs milliers de francs. Les meilleures terres qui valaient de 2.500 à 3.500 francs se sont vendues de 10 à 15.000 francs et plus pour atteindre 20.000 en 1939. La valeur des bons prés de 3 à 5.000 francs est passée à 15, 20, 30.000 francs et plus en 1939.

En Haute-Vienne, la valeur moyenne de la propriété était de 1.000 à 2.000 l'hectare en 1913, est passée de 2.500 à 6.000, en 1929 ; le coefficient est donc ici 3 soit une diminution de la valeur intrinsèque de la terre de l'ordre de 2/5 depuis 1913.

Voici quelques chiffres relatifs à ce département (1) :

CATÉGORIE DE TERRE	VALEUR A L'HECTARE	
	1913	1929
	francs	francs
Terres labourables	800 à 1.400	2.000 à 4.000
Prés	1.500 à 3.000	4.000 à 8.000
Pâturages et pacages	800 à 1.200	1.600 à 2.400
Culture maraîchère	3.000 à 5.000	8.000 à 10.000
Bois et forêts	500 à 1.000	1.000 à 2.000

(1) Monographie de la Haute-Vienne, p. 332 et suiv.

Dans le Doubs, l'évaluation de la valeur de la terre est différente, selon qu'il s'agit de la région des plaines et collines ou de celle des plateaux.

Pour la première région, la valeur à l'hectare passe de 1.000 à 1.500 l'hectare en 1914, à 3.000 pour les propriétés vendues en bloc et de 4.000 à 6.000 pour les parcelles isolées en 1929, soit une augmentation allant du coefficient 3 au coefficient 5.

Pour la seconde région, celle des plateaux, le coefficient d'augmentation passe de 1 à 2,5 ou 3, pour le corps des domaines, et à 4,5 ou 6 pour les parcelles isolées. Ces dernières se vendaient, en 1929, de 4.000 à 10.000 l'hectare et exceptionnellement à 20.000 l'hectare (1).

Dans l'Hérault, région viticole, la valeur vénale à l'hectare suit la progression suivante :

ANNÉES	PLAINE	COTEAU
	francs	francs
1913	16.000	8.000
1920	40.000	16.000
1926	120.000	48.000
1933	40.000	20.000

Elle atteint une pointe très importante en 1926. C'est qu'en effet, le vignoble subit toutes les fluctuations du marché du vin.

Un hectare de vigne estimé au maximum 20.000 francs en plaine et 8.000 francs en coteau en 1914 passe en 1926 à 80 et 100.000 francs en plaine et à 50 et 60.000 francs en coteau. On cite quelques communes où l'hectare de vigne à raisin de table a été vendu 150.000, 170.000 et même 200.000 francs. On ne vendait plus à

(1) Monographie du Doubs.

l'unité de superficie mais au pied de vigne en production, la souche était alors estimée 20, 30 et même 50 fr.

Ces prix n'avaient pas de graves inconvénients lorsque l'acquéreur payait comptant ; mais souvent les achats furent faits moitié comptant, moitié avec hypothèque. Quand vinrent les années difficiles, les acheteurs imprudents se trouvèrent en difficulté.

Dans la Côte-d'Or on constate :

1° une énorme baisse des vignes ordinaires dont la valeur franc-papier n'est même pas ce qu'elle était en franc-or en 1896.

2° une hausse sensible des vignes à grands vins de crus classés en première catégorie (Chambertin, Musigny, Vougeot, etc...) qui évaluées en francs-or, auraient aujourd'hui une valeur à peu près double de celle de 1896.

3° une hausse légère des vignes à grands vins de crus classés 2° catégorie qui, avec le même mode d'évaluation vaudraient aujourd'hui un peu plus qu'en 1896.

4° quant aux vignes à grands vins non classés elles ont conservé en francs-or à peu près leur valeur de 1896 (1).

En Gironde, M. CAZIOT dès 1914 estimait que le vignoble bordelais s'était déprécié, d'une façon considérable. cette dépréciation s'est maintenue de nos jours, mais les grands crus ont vu, comme en Bourgogne, leur valeur augmenter.

§ 4. — LA VALEUR LOCATIVE DES TERRES

Il semble en général que la valeur locative des terres ait augmenté d'une manière un peu plus sensible que la valeur vénale, tout au moins jusqu'en 1929.

(1) Monographie de la Côte-d'Or, p. 259.

Alors que le coefficient moyen d'augmentation de la valeur vénale est de 3,5 le coefficient de la valeur locative atteint 4,5 et 5,5 de 1914 à 1929.

Il est même des régions où ce coefficient dépasse 6 surtout vers 1929, période de hausse du loyer de la terre; puis il est resté stationnaire malgré l'augmentation récente du prix des terres.

Les fermes des régions de petite culture ont une valeur locative supérieure à celle des grandes exploitations.

En somme, la terre n'a pas conservé toute sa valeur intrinsèque comme certains autres capitaux au cours des bouleversements monétaires et financiers, qui ont caractérisé les quarante premières années de ce siècle.

Le capital foncier est donc dans l'ensemble moins important que jadis, par sa valeur vénale.

SECTION II

LE CAPITAL D'EXPLOITATION

Le progrès de la technique agricole a donné une importance sans cesse croissante aux capitaux d'exploitation. Ceux-ci se divisent en capitaux fixes, c'est-à-dire qui peuvent servir à plusieurs opérations de production, à savoir : les bâtiments, les améliorations foncières, le cheptel vif et l'outillage ; et en capitaux circulants, qui ne servent qu'une fois, à savoir : les semences, les engrais, les frais de salaire, les frais généraux,

§ 1. — CAPITAUX FIXES

Les bâtiments et améliorations foncières et le cheptel vif. — Depuis quarante ans, il y a une amélioration sensible des bâtiments d'habitation et des bâtiments d'exploitation.

Assez souvent, la maison d'habitation a été rendue propre et avenante, munie de l'électricité, parfois même du chauffage central et de l'eau courante.

Les bâtiments destinés aux animaux sont aussi mieux entretenus et mieux aménagés. De nombreux hangars métalliques ont été construits pour abriter les récoltes.

Des fosses à purin ont été aménagées pour récupérer les engrais naturels.

Mais, ces améliorations n'ont été entreprises qu'aux périodes prospères de l'agriculture. Depuis 1930, elles sont beaucoup moins nombreuses. Le prix de toute construction les rend inaccessibles à la plupart des paysans désireux de conserver leurs disponibilités pour l'agrandissement de leurs domaines ou l'établissement de leurs enfants.

L'électrification des campagnes, qui devait être généralisée, a été malheureusement ralentie surtout à cause des écarts. Les exploitants ont dû avoir recours à l'installation électrique autonome, au moyen de groupes électrogènes.

Ces derniers travaux nécessitent des capitaux fort importants, qui se trouvent difficilement amortis.

Les améliorations foncières d'irrigation et de drainage se sont surtout développées grâce à la constitution d'associations syndicales, qui rendent obligatoires, sous certaines conditions, l'entente entre voisins.

Ces travaux coûtent de 2.400 à 3.000 francs par hectare et immobilisent des capitaux dont l'amortissement

est cependant assuré par un meilleur rendement des terres.

Il convient de citer également l'amélioration des chemins ruraux privés, dont certains ont été bitumés, rendant ainsi les communications et les transports plus faciles, surtout l'hiver.

L'intervention des Services du Génie Rural et l'aide financière de l'Etat ont grandement facilité ces travaux chaque fois qu'il y a eu constitution d'Association syndicale.

Le cheptel vif a acquis une valeur sans cesse grandissante. Sa valeur moyenne, dans une exploitation, est soumise aux fluctuations du marché et bien des herbagers ont déjà englouti leurs économies dans des spéculations malheureuses.

En 1929, le coefficient d'augmentation du cheptel vif par rapport à l'avant-guerre, variait de 4 à 6 et en 1939, il était voisin de 10. Il était alors difficile à un jeune cultivateur de s'installer.

L'outillage agricole. — Les progrès du machinisme, qui ont révolutionné l'industrie ne devaient point rester étrangers à l'évolution de l'agriculture. L'outillage a pris une place de plus en plus grande dans l'exploitation.

Les inventeurs se sont ingéniés, en effet, à construire des machines capables d'effectuer les divers travaux des champs.

L'emploi des machines devait permettre une exploitation beaucoup plus rationnelle et conforme à la loi de la division du travail, en assurant à la fois une économie de main-d'œuvre et un rendement plus élevé.

C'est ainsi que l'outillage a élargi les possibilités de la famille paysanne tout en remédiant à la diminution de la main-d'œuvre rurale.

En effet, malgré la rareté de la main-d'œuvre, grâce aux engrais, la machine a permis, non seulement de

maintenir, mais encore, d'augmenter la production agricole de la France, jusqu'à la surproduction.

Cependant, malgré des avantages incontestables, la machine se heurte en agriculture à des obstacles, qui en limitent l'emploi.

Dans l'industrie, les ateliers sont créés pour s'adapter à la machine ; dans l'agriculture, au contraire, c'est la machine qui doit s'adapter à la nature elle-même.

L'amortissement de la machine agricole est aussi beaucoup moins rapide, en raison de la répartition des travaux, qui sont sous la dépendance des cultures et des conditions climatiques.

KAUTSKY écrit ceci : « Si de deux machines tenant lieu chacune de dix forces de travail par jour, l'une est actionnée seulement 10 jours par an et l'autre 300 jours, l'économie annuelle s'élève avec l'une à 100 journées de travail, avec l'autre à 3.000 journées ».

« Si l'une et l'autre s'usent en 5 ans, l'économie totale du travail s'élève, par le moyen de la machine agricole, à 500 journées de travail, par le moyen de la machine industrielle, à 15.000. Ce qui veut dire que, si la valeur de chacune de ces machines est par exemple de 1.000 journées de travail, l'introduction de la machine industrielle signifie une économie de 14.000 journées de travail, celle de la machine agricole au contraire un gaspillage de 500 journées de travail » (1).

Ce raisonnement de KAUTSKY est peu conforme à la logique. Si la machine industrielle s'usait en 5 ans, la machine agricole devait s'user 30 fois plus lentement ; mais en pratique, elle est démodée avant son usure et souvent le manque d'entretien en diminue la durée.

L'amortissement des machines grève lourdement le budget des exploitations agricoles. En Russie, la plus grande exploitation du Caucase « Le Géant » a fait

(1) KAUTSKY, op. cit., p. 56.

l'objet des remarques suivantes de KNICKERBOKER (Plan quinquennal 1931) qui prétend que les bénéfices n'apparaissent que dans la comptabilité. Les machines, après utilisation à l'état neuf, sont cédées rapidement à d'autres exploitations secondaires sans se préoccuper de l'amortissement qui se trouve supporté seulement par ces exploitations moins favorisées, mais où la comptabilité ne fait l'objet d'aucune publicité. C'est là, d'après lui, tout le secret des prétendus bénéfices du « Géant ».

Un autre fait est de nature à diminuer les avantages du machinisme. C'est que l'ouvrier des champs n'est pas spécialisé comme l'ouvrier d'usine. Il doit, à l'inverse de celui-ci, se servir de plusieurs machines plus ou moins compliquées avec lesquelles il n'a pas le temps de se familiariser. D'ailleurs, cet ouvrier n'apporte pas toujours le soin et la compétence désirables pour bien entretenir la machine.

Quoiqu'il en soit, l'outillage agricole s'est développé dans des proportions considérables, au cours des quarante dernières années, ainsi que peuvent en témoigner les tableaux suivants :

*Comparaison du nombre des machines agricoles
en 1882, 1892, 1929*

NOMENCLATURE	NOMBRE		
	1882	1892	1929
charrues simples	3.109.468	3.404.489	2.950.000
— bisocs et polysocs	157.719	198.506	1.327.767
machines à battre	211.045	234.380	203.505 (1)
semoirs mécaniques	29.391	47.193	322.119
faucheuses mécaniques	19.147	38.753	1.388.695
moissonneuses mécaniques...	16.025	23.432	420.268
faneuses et rateaux à cheval.	27.304	51.451	353.704
tracteurs agricoles	—	—	26.792
automobiles agricoles (camionnettes, camions)	—	—	74.345
<i>Comparaison du nombre des moteurs</i>			
roues hydrauliques	12.883	11.591	9.206
machines à vapeur	9.288	12.037	21.842
moulins à vent	9.428	6.201	2.772
moteurs à explosion	—	—	150.586
moteurs électriques	—	—	159.491

Il existe maintenant un nombre imposant de nouvelles machines agricoles qui n'existaient pas en 1892 et qui ne figurent pas sur notre tableau comparatif.

Ce tableau ne comporte pas non plus un grand nombre de machines telles que : pulvérisateurs, croskils, distributeurs d'engrais, tonneaux à purin, épandeurs, planteuses de pommes de terre, chargeurs de foin, pulvé-

(1) La diminution du nombre des machines à battre est due à l'emploi plus généralisé d'importants matériels de battage.

sateurs à grand travail, pompes à purin, trieurs à alvéoles, concasseurs, presses à fourrage, pressoirs à raisins, machines à traire, écrèmeuses centrifuges, presses à fromage, malaxeurs à beurre, alambics, déchargeurs de farine, scies à bois mécaniques, dont le nombre est considérable.

Dans la généralité des exploitations, surtout dans les régions riches où l'exploitant a des disponibilités, l'outillage agricole est très poussé.

La prospérité économique a donné, en effet, aux cultivateurs, de larges disponibilités, qui ne leur ont pas toujours permis d'acquérir les terres convoitées depuis longtemps, mais qui les ont incité à faire l'acquisition de machines modernes, poussés qu'ils étaient par les démarcheurs et les marchands de machines.

Le résultat est que parfois l'outillage est hors de proportion avec l'importance de l'exploitation.

Dans la monographie de Meurthe-et-Moselle nous lisons ces mots :

« Presque toutes les exploitations sont bien dotées en matériel ; la petite culture a souvent un matériel beaucoup trop important dont l'amortissement élève d'une façon très sensible les frais de production.

Par les syndicats d'outillage et de battage, trop peu nombreux, le petit cultivateur pourrait à meilleur compte bénéficier des avantages que procure l'emploi de certains instruments perfectionnés, mais, jaloux de son indépendance individualiste à l'excès, il préfère se priver des avantages indiscutables que procure l'utilisation du matériel syndical et avoir « son matériel bien à lui ». (1)

Cependant, ces acquisitions étant fonction des ressources de chacun, il arrive que ce matériel soit encore

(1) Monographie de la Meurthe-et-Moselle, p. 277.

insuffisant, notamment dans le Centre, le Sud-Ouest et l'Ouest.

Le syndicat permettrait pourtant aux petits exploitants de bénéficier des avantages de la grande exploitation en pouvant employer des machines perfectionnées.

Tout ce matériel représente un capital dont la valeur varie de 500 fr. pour des propriétés herbagères, à 2.000 francs et plus par hectare, selon l'étendue des exploitations et la nature de l'outillage. Malgré sa valeur, le matériel reste trop souvent exposé aux intempéries, ce qui hâte son usure et grève d'autant le budget de l'exploitant.

§ 2. — CAPITAUX CIRCULANTS

A côté des capitaux fixes, dont nous avons étudié l'importance croissante, surtout en ce qui concerne le matériel, les capitaux circulants, c'est-à-dire les fonds de roulement, tiennent également une grande place dans les exploitations actuelles.

Ces capitaux sont représentés par les semences, les engrais, les salaires et les frais généraux de l'exploitation.

Les semences, qui font l'objet de sélections suivies, coûtent plus chères que jadis.

Les fumures qui étaient limitées à l'usage des fumiers, comportent depuis une trentaine d'années, l'emploi de plus en plus grand des engrais minéraux. Le meilleur travail du sol, l'emploi intensif des engrais et l'utilisation des semences sélectionnées ont été la base du programme d'intensification de la production des Offices agricoles créés en 1919.

Enfin, la cherté de la main-d'œuvre grève lourdement les budgets et nécessite une grösse avance.

Les frais généraux, frais de transport, de déplacement, etc. sont également plus élevés que jadis.

Nous constatons donc un accroissement considérable des capitaux d'exploitation dans la culture pratiquant la technique moderne. Cet accroissement est compensé par une diminution relative de la valeur de la terre par rapport aux autres biens.

Cependant, le cultivateur qui veut s'établir, même s'il n'est que fermier, doit avoir devant lui, une avance plus considérable qu'autrefois.

SECTION III

RÉPARTITION DES CAPITAUX DANS QUELQUES EXPLOITATIONS

Nous allons maintenant donner à titre d'exemples puisés dans les différentes régions, la répartition des capitaux dans les exploitations agricoles.

Dans la monographie du Calvados, il est écrit :

« En envisageant une exploitation agricole mixte, de grandeur et de fertilité moyenne, on arrive cependant à conclure :

1) A un capital foncier, moyen, par hectare, voisin de 10.000 fr. qui placé autrement, eût rapporté au moins 600 fr. par an.

2) A un capital d'exploitation et de roulement d'environ 5.000 à 5.500 fr. par hectare, dans le cas d'un fermier. Dans certaines exploitations agricoles, le chiffre de 6.000 était atteint et même dépassé ». (1)

Dans la Mayenne, nous trouvons les prix courants suivants pour 1929-1930 (2) :

(1) Monographie du Calvados, p. 236.

(2) Monographie de la Mayenne, p. 104 et 105.

Propriété foncière, valeur moyenne à l'hectare	6.500 fr.
Cheptel vivant	1.300 »
Matériel complet	850 »
Capital de roulement	350 »

Il est à remarquer que le matériel de culture est relativement plus important dans les petites exploitations ; par contre, le fonds de roulement l'est moins, la culture y étant essentiellement familiale et demandant des avances insignifiantes. Dans les grandes exploitations, le matériel rapporté à l'hectare est moins important, mais par contre les fonds de roulement sont plus élevés.

En Seine-et-Marne, région de culture intensive, les capitaux d'exploitation atteignent et même dépassent parfois la valeur vénale du sol.

« Le capital d'exploitation moyen varie ainsi de 5 à 6.000 fr. l'hectare pour les bonnes exploitations de la Brie et du Multien. Il peut atteindre 8 à 10.000 francs l'hectare lorsque une distillerie de betterave est annexée à la ferme et il varie de 3 à 4.000 fr. l'hectare dans les régions de petite et de moyenne culture. » (1)

Dans le Doubs, région des plaines et collines, le capital d'exploitation peut s'évaluer à un chiffre légèrement supérieur à celui du capital foncier.

Capital foncier	100
Capital d'exploitation {	
cheptel vif	60
cheptel mort	40
fonds de roulement	10

Pour la région des plateaux, à un capital foncier dont la valeur représente 100, correspond un capital d'exploitation entre 50 et 80, se décomposant en : cheptel vif, 50 à 75 % ; matériel, 15 à 18 % et fonds de roulement, 10 à 25 %. (2)

(1) Monographie de Seine-et-Marne p. 211 et 212.

(2) Monographie du Doubs.

En Haute-Vienne, les chiffres suivants sont indiqués (1)

1°) Petite exploitation de 8 à 10 hectares :

Capital foncier 50 à 100.000 francs.

Capital foncier		50 à 100.000 fr.
Capital d'exploitation	{ cheptel vif	 20 à 35.000 fr.
	{ cheptel mort	 8 à 10.000 fr.
	{ fonds de roulement	10 à 16.000 fr.

2°) Exploitation moyenne de 20 hectares :

Capital foncier		100 à 160.000 fr.
Capital d'exploitation	{ cheptel vif	 30 à 60.000 fr.
	{ cheptel mort	 10 à 16.000 fr.
	{ fonds de roulement	10 à 25.000 fr.

3°) Grande exploitation de 50 hectares :

Capital foncier		200 à 300.000 fr.
Capital d'exploitation	{ cheptel vif	 50 à 100.000 fr.
	{ cheptel mort	 20 à 25.000 fr.
	{ fonds de roulement	20 à 50.000 fr.

Dans une exploitation viticole, le capital d'exploitation nécessaire au paiement de toutes les dépenses s'élève à 6.200 fr. par hectare pour une exploitation de 16 hectares (2).

Sur ce chiffre, la main-d'œuvre à elle seule représente 65 % des dépenses ; les fumiers, 13 % ; les produits cryptogamiques, 5,5 % ; entretien du cheptel comportant 2 chevaux et le matériel habituel, 8,5 % ; impôts et assurance, 8 %.

Dans une exploitation maraîchère de 3 hectares, superficie moyenne des exploitations maraîchères du Roussillon, le capital nécessaire au paiement des dépen-

(1) Monographie de la Haute-Vienne.

(2) Monographie agricole de l'Hérault, p. 155.

ses de production s'élevait à 91.300 francs en 1936, et était ainsi réparti :

Fermage	12.000
Main-d'œuvre	35.000
Fumier et engrais	15.000
Entretien du cheptel	4.000
Entretien et amortissement du matériel comportant une camionnette et un motoculteur	13.000
Assurances diverses	4.500
Frais divers	7.600

Les terres à culture maraîchère ont toujours eu en Roussillon une valeur élevée : de 3 à 6.000 francs l'hectare en 1872, de 10 à 16.000 en 1912, de 50 à 80.000 de 1924 à 1929, puis de 40 à 50.000 en 1935-1936.

La valeur locative qui était de 300 à 400 francs vers 1872 est passée en 1912 à 400 et 500 francs, puis de 5 à 6.000 francs pendant la période précédent 1929. Depuis, il y a eu un léger fléchissement et dans l'ensemble, la valeur locative ne dépasse plus 5.000 francs (1).

Pour les exploitations agricoles, les chiffres fournis dans les monographies départementales varient avec la fertilité, la proportion des terres labourables et des prairies et avec le progrès de l'agriculture.

Les enquêteurs ont dû souvent vaincre certaines résistances pour obtenir des chiffres correspondant à la réalité. Aussi, nous a-t-il paru intéressant de donner les renseignements officiels fournis par le Centre National d'Expérimentation agricole de la Ferme extérieure de Grignon en 1938, exploitation type de grande culture de la région parisienne et dont l'étendue est de 150 hectares (2).

(1) Culture fruitière et maraîchère dans les Pyrénées-Orientales, Direction des Services Agricoles, 1938, p. 235.

(2) Ferme extérieure de Grignon, 1939.

1°) *Valeur des capitaux d'exploitation à l'hectare :*

		pourcentages
Cheptel vif	1.298 fr.	26,8
Cheptel mort	1.136 fr.	23,4
Produits en denrée en magasin	1.260 fr.	26
Avances aux cultures	1.155 fr.	23,8
Total.....	4.849 fr.	100

2°) *Montant des frais de production :*

a) *Frais généraux.* — Ces frais comprennent : le fermage, l'intérêt des capitaux engagés, les impôts, les assurances, l'entretien du matériel, l'amortissement du cheptel, l'entretien des bâtiments et des chemins, l'éclairage et le chauffage et enfin, les frais de bureau et de voyage. Ils s'élèvent à 1.539,40 par hectare, soit à 24,55 % des dépenses totales.

b) *Main-d'œuvre.* — Les salaires, y compris les assurances sociales et les allocations familiales, sont de 1.684,45 par hectare, soit 26,90 %.

c) *Engrais.* — Le montant des fumures s'élève à 646,50, soit 10,30 %.

d) *Semences.* — Les semences sélectionnées représentent une dépense de 279,75, soit 4,45 %.

e) *Achats d'animaux et d'aliments pour le bétail.* — Ces achats s'élèvent à 1.727,65, soit 27,55 %.

f) *Force motrice et frais divers.* — 389,15, soit 5,25 %. Soit au total : 6.266 fr. 90 par hectare.

Le Directeur de la Ferme Extérieure de Grignon, le Professeur Brétignière, ajoute :

« En comparant les dépenses de 1938 avec celle des années précédentes, on assiste à un accroissement très important qui d'ailleurs est en liaison avec le relèvement

général des frais ; on atteint 938.466 fr. 40, presque le double des frais de 1935. Tous les chapitres participent à ce relèvement, des hausses sensibles affectent les frais généraux, la main-d'œuvre, les achats d'animaux » (1).

Il est à remarquer que les variations dans les frais de production sont sous la dépendance des recettes de l'exploitation, car les dépenses sont comprimées le plus possible dans les années de crise.

Les chiffres suivants font nettement ressortir ces variations, notamment pendant la crise qui s'est manifestée de 1933 à 1935.

Années	Totaux des frais de production
1932	607.904,65
1933	546.652,85
1934	523.730,75
1935	481.431,10
1936	569.328,80
1937	657.689,10
1938	922.582,40

Le pourcentage moyen des différents chapitres pendant cette période est le suivant :

Frais généraux	28,75
Main-d'œuvre	28,75
Engrais	10,25
Semences	4,30
Achat d'animaux et d'aliments pour le bétail	19,25
Force motrice et frais divers	8,70

Il convient de remarquer que l'année 1938 marquait une étape au point de vue agricole et que les mesures prises après 1935 pour le rétablissement des prix de vente ont permis de réaliser une certaine harmonie entre les dépenses et les recettes.

(1) Ferme extérieure de Grignon, p. 81.

SECTION IV

SITUATION FINANCIÈRE DES EXPLOITANTS

La situation financière des exploitants est sous la dépendance des périodes de prospérité et des périodes de crise.

C'est ainsi que, de 1882 à 1892, la baisse générale des produits agricoles entraîna la faillite d'un grand nombre de fermiers, qui ne pouvaient plus payer leur fermage.

Après 1893, grâce au Ministre Méline, il y eut un redressement progressif de la situation, jusqu'en 1914.

Après la guerre, sous l'action des Offices agricoles, s'ouvrit une nouvelle ère de prospérité, jusqu'en 1929 ; les produits de la culture et de l'élevage se vendaient en effet dans des conditions très avantageuses, qui permirent à beaucoup d'agriculteurs de réaliser des bénéfices importants, qui ont pu être chiffrés, au minimum, à 500 francs par hectare.

Les bénéfices furent employés à liquider les dettes hypothécaires, à l'acquisition de terres et à l'achat d'un outillage de plus en plus perfectionné.

Les bénéfices furent aussi employés, en grande partie, à des placements mobiliers malheureux, qui firent regretter, à certains exploitants économes, le procédé traditionnel « du bas de laine ».

Puis, après 1930, vint la période de surproduction et de mévente des produits agricoles. Les premières mesures d'économie dirigée furent prises par le Gouvernement, pour éviter une chute verticale des prix.

La crise de 1933 à 1935 conduisit le Gouvernement à

créer en 1936, l'Office Interprofessionnel du Blé, qui réglementa le marché.

Entre temps, des mesures furent également prises pour rétablir le marché de la viande et des produits laitiers.

Le rétablissement de l'agriculture était acquis, au moment où les nuages s'amoncelaient à l'horizon.

Mais, auparavant, les jeunes agriculteurs nouvellement installés eurent à souffrir cruellement de la crise. Il faut, en effet, des capitaux très importants pour prendre à son compte une exploitation ; or, ces jeunes gens ne disposent souvent que de disponibilités réduites, qui étant insuffisantes, nécessitent l'emprunt. Si les bénéfices escomptés n'arrivent pas, comment rembourser ces emprunts ?

C'est ainsi que beaucoup de jeunes durent abandonner la culture et ce fait n'était pas pour inciter les autres à rester à la campagne.

*
* *

Pour conclure, l'agriculteur se trouve à la tête d'une entreprise ainsi caractérisée :

Les capitaux engagés sont de plus en plus élevés.

Les bénéfices réalisés ne sont pas toujours en rapport avec les aléas et l'importance des capitaux mis en œuvre.

L'exploitant est parfois riche dans les régions privilégiées ; il est aisé dans la plupart des cas et pauvre dans les régions déshéritées.

En tout cas, il n'est pas un capitaliste susceptible d'exciter l'envie des salariés, car les richesses réalisées à la campagne, l'ont été par le labeur de plusieurs générations.

CHAPITRE VI

LE PERSONNEL AGRICOLE

La concentration d'après MARX doit entraîner la séparation de la société en deux classes opposées, celle des capitalistes et celle des prolétaires, grâce à la disparition de toutes les classes intermédiaires, que le système bourgeois avait vu naître et prospérer.

Mais si la concentration dans l'industrie a amené dans une certaine mesure la lutte des classes, elle n'a pas détruit les classes intermédiaires qui, loin de disparaître, se sont renouvelées. C'est ainsi que le petit artisan concurrencé par telle société s'est fait son agent commercial et a vendu ses produits. C'est ainsi que tel petit mécanicien de village s'est mis à vendre et à réparer les machines fabriquées en usines.

Enfin, cette concentration dans l'industrie et le commerce a créé une multitude de nouveaux emplois dont les titulaires ne sont pas et ne veulent pas se dire prolétaires.

Il est certain, en tout cas, que l'évolution de la société capitaliste a entraîné, une concentration du personnel gravitant autour des grandes entreprises.

Ce mouvement, nous le retrouverons à l'origine du déplacement de population des campagnes vers la ville.

Le prolétariat existe dans l'industrie et le commerce, mais il n'est pas aussi important que le prévoyait l'école marxiste et l'évolution économique ne semble pas l'augmenter davantage, en vertu de la loi, prétendue fatale de la concentration.

Examinons donc, s'il existe un prolétariat agricole, et essayons de suivre son évolution.

Nos chapitres consacrés à la propriété, à l'exploitation et aux modes d'exploitation, nous permettront, dès maintenant, d'en douter, puisqu'ils ont mis en relief les caractères et le développement de la culture familiale, qui est la formule dominante de l'agriculture française.

Nous poserons tout d'abord la question doctrinale du prolétariat en agriculture et les caractères de notre personnel agricole, puis à l'aide des statistiques et des enquêtes nous étudierons son évolution, pendant les quarante dernières années. Enfin, nous examinerons les conditions économiques et sociales actuelles du personnel agricole.

SECTION I

LE PROLÉTARIAT & L'AGRICULTURE FRANÇAISE

§ 1. — LA CONCENTRATION ET LE PROLÉTARIAT AGRICOLE

La concentration devait se manifester par le développement de l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire des grandes entreprises agricoles, appartenant à un capitaliste, mais exploitées par des salariés.

D'après KAUTSKY, en effet : « L'ancienne société de la famille paysanne, exploitant exclusivement par son propre travail son propre bien, est remplacée par une troupe d'ouvriers embauchés qui, sous le commandement

du propriétaire, travaillent pour lui, ses champs, gardent son bétail, engrangent sa récolte.

L'antagonisme de classe existant entre l'exploiteur et l'exploité, entre le possédant et le prolétaire pénètre dans le village, dans le ménage paysan lui-même, et détruit l'ancienne harmonie et l'ancienne communauté d'intérêts (1).

Il va encore plus loin, lorsqu'il prétend que les petits propriétaires exploitants, qui ne peuvent faire vivre leur famille qu'au prix de multiples efforts et de multiples privations, sont de véritables prolétaires.

M. JAMES dans son ouvrage le remarque également lorsqu'il écrit : « En cas de mévente, le petit propriétaire que la terre ne nourrit plus, réagit mentalement comme un prolétaire, lui aussi est prolétaire sans être salarié. Aussi, l'a-t-on vu lors des grèves de 1903-1904, faire cause commune avec les viticulteurs salariés ».

« A-t-on vraiment entendu pousser, en d'autres circonstances, le cri : « A bas notre propriété » (2).

§ 2. — LA CULTURE FAMILIALE

Nous avons déjà démontré, dans nos chapitres précédents, que l'exploitation capitaliste ne se développait pas et que la culture familiale était le trait dominant de notre agriculture.

Le nombre des salariés n'a donc pas augmenté par suite de l'abondance de la main-d'œuvre familiale.

Le ménage est, en effet, lié à l'exploitation dans l'agriculture, à la différence de l'industrie et cela au point qu'il peut difficilement exister un ménage et une famille stable en dehors d'une exploitation, dont les produits assurent un minimum d'existence.

(1) KAUTSKY, op. cit., p. 17.

(2) JAMES, op. cit., p. 524.

Tous les membres de cette famille travaillent aux champs où à la ferme selon le sexe où leur âge, les jeunes enfants, dès qu'ils quittent l'école, souvent trop tôt d'ailleurs, et les vieux exercent les menus travaux compatibles avec leur force encore jeune ou déjà chancelante.

Parfois, l'exploitation est trop grande, pour la famille, on fait alors appel à un ou deux salariés, c'est ainsi que dans le Doubs par exemple, on compte un ouvrier salarié pour quatre à six travailleurs membres de la famille.

Parfois aussi, la ferme est trop petite pour occuper tous les membres de la famille, le fils ou la fille vont, alors, travailler au dehors, dans les exploitations agricoles, ou dans les entreprises industrielles du voisinage tout en continuant d'habiter chez leurs parents à la ferme, où très souvent ils donnent le « coup de main ».

Ces ouvriers salariés rentrent-ils véritablement dans la classe des prolétaires ?

On peut en douter, si on considère le lien qui continue à les unir à la ferme, où ils jouissent d'un certain bien-être et où ils conservent, souvent une part de la communauté familiale.

Il existe, enfin, de très petits domaines insuffisants pour faire vivre une famille, même réduite et dont le propriétaire loue son travail à autrui. Ce travailleur se présente donc sous un double aspect : celui d'un ouvrier salarié et celui d'un propriétaire. Son attachement au petit lopin de terre, que ses économies lui permettront d'augmenter, ne semble pas faire de cet homme un prolétaire ennemi acharné de la propriété individuelle.

Au moment de la fenaison et de la moisson, il travaille chez les gros cultivateurs comme salarié, ou en échange de façons culturales telles que : labours, ensemencements ; ou en échange de charrois que ceux-ci effectuent sur son petit patrimoine.

§ 3. — LES SALARIÉS DE L'AGRICULTURE

A côté de ce personnel agricole, membre de la famille, ou exploitants directs, il existe des ouvriers dénués de toute ressource et qui louent leur force de travail à des chefs d'exploitation, comme l'ouvrier d'usine loue son travail aux chefs d'entreprises.

Il existe différentes sortes de salariés agricoles : les domestiques hommes et femmes qui sont payés au mois ou à l'année et qui effectuent les divers travaux de l'exploitation ; certains d'entre eux ont un travail déterminé, ce sont les garçons d'écurie, les bergers, les bouviers.

Puis les journaliers, qui, comme leur nom l'indique, travaillent à la journée ; ils vont souvent de ferme en ferme et fournissent un gros effort pendant l'été, alors que l'hiver ils restent trop souvent inoccupés.

Les tâcherons, moins nombreux, effectuent leur travail à la tâche, pour le binage, l'arrachage du lin, le démariage et l'arrachage des betteraves.

Dans les vignobles, on trouve encore un salarié jouissant d'une certaine autonomie ; le prix faïteur, qui est un domestique dont le salaire, fixé d'avance pour certains travaux bien précis, constitue un forfait.

Le salaire comprend généralement le logement pour cet ouvrier et sa famille, le chauffage, une certaine quantité de boisson (piquette et vin), un petit jardin et une somme d'argent.

« Le prix faïteur et sa femme doivent, en échange, sur une surface d'environ 3 hectares, tailler la vigne, ramasser les sarments, les remettre en fagots et les sortir de la vigne, planter les carassons, poser les lattes de l'extrémité des rangs, attacher la vigne et, enfin, tirer les cavaillons. Ces divers travaux doivent être faits en temps voulu, suivant les usages locaux. En outre, le

prix fauteur est souvent occupé à la journée sur le vignoble, même à des travaux non compris dans son prix fait : sulfatage, fumure, etc. ». (1)

Ce système a l'avantage d'attacher à la propriété, un personnel dévoué et compétent, qui met tout son savoir et tout son amour-propre, à la bonne exécution de la tâche qui lui est confiée.

Le tiersage ou brasserie est encore un mode d'exploitation, qui tend d'ailleurs à disparaître. Lorsqu'un exploitant a un personnel et des attelages suffisants pour les travaux d'hiver, mais insuffisants pour semer, cultiver et récolter les céréales ou autres produits, il fait appel à des ouvriers saisonniers, auxquels il abandonne le tiers de la récolte.

L'exploitation par brasserie est particulière à certaines régions landaises. C'est une variante du tiersage ; elle se pratique lorsque l'étendue d'une métairie est trop grande pour la famille de l'exploitant.

Ces deux derniers modes sont avantageux pour l'exploitant, mais ils laissent à l'ouvrier saisonnier, l'alea de manquer de travail pendant l'hiver.

En somme, le salarié agricole travaille surtout au temps, à cause de la diversité des travaux et, aussi, parce que l'on recherche la qualité du travail plutôt que sa quantité.

Une autre distinction est encore à faire, celle des ouvriers permanents, qui travaillent toute l'année et celles des ouvriers saisonniers, qui ne travaillent que pendant les périodes d'intense activité agricole, récolte moisson, fenaison, battage, vendange, etc.

(1) Monographie de la Gironde.

§ 4. — LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Il convient de faire une place à part aux ouvriers étrangers, assez nombreux, qui travaillent dans l'agriculture française, en tant qu'ouvriers permanents et en tant qu'ouvriers saisonniers.

Comme main-d'œuvre permanente, nous trouvons dans l'ordre d'importance, des Polonais, des Italiens, des Espagnols, des Belges, des Tchécoslovaques, etc. Leurs services sont généralement appréciés ; on les recherche pour leur rendement satisfaisant, leur vie frugale et leurs méthodes.

Dans l'Hérault, « sans les Espagnols, la culture de la vigne serait impossible ».

Cependant, dans certains départements, on désirerait que les services d'immigration fasse des investigations plus sérieuses, quant à la moralité et à la capacité professionnelle des ouvriers étrangers.

Cet état de chose s'est aggravé, ces dernières années, avec l'arrivée, dans notre France trop hospitalière, de réfugiés politiques, dont certains sont plus qu'indésirables et dont le nombre constitue un réel danger, au point de vue social et moral.

Les ouvriers saisonniers venant de l'étranger sont également assez nombreux ; ce sont les Espagnols qui, dans le midi, travaillent aux vendanges ; ce sont les Belges qui, dans le Nord, travaillent à l'arrachage et au binage des betteraves à sucre.

Cette main-d'œuvre saisonnière est en marge du personnel ouvrier de notre agriculture et elle n'a pas une influence sociale prépondérante.

Il n'en est pas de même de la main-d'œuvre permanente étrangère dont certains ouvriers à mentalité peu évoluée, sont facilement entraînés dans la lutte des classes et dont certains autres, réfugiés politiques, cons-

tituent des ferments redoutables au sein de notre salariat agricole.

§ 5. — LES ARTISANS RURAUX

A côté des exploitants et des ouvriers agricoles, il existe une catégorie d'individus qui vivent de l'agriculture, en lui rendant des services indispensables : ce sont les artisans ruraux : maréchaux-ferrants, forgerons, réparateurs d'outillage agricole, taillandiers, tonneliers, bourreliers, charrons, charpentiers-menuisiers, maçons, couvreurs, sabotiers, bûcherons, scieurs de long, électriciens mécaniciens, entrepreneurs de travaux agricoles, entrepreneurs de battage, entrepreneurs de distillation.

Leur nombre a diminué dans la plupart de nos départements grâce à l'outillage plus perfectionné dont ils disposent.

Cependant, ce nombre est suffisant pour les besoins actuels de l'agriculture.

Ces artisans ne font pas partie du personnel agricole, à proprement parler, mais les liens qui les unissent à l'agriculture méritent qu'on les cite. Ils travaillent souvent seuls, quelquefois à l'aide d'un ou deux salariés, ils ne rentrent, en aucune façon, dans la catégorie des prolétaires.

*
* *

En résumé, le personnel agricole se divise en deux catégories, celle des exploitants et des membres de la famille et celle des salariés agricoles. Cette dernière catégorie pourrait, seule, constituer le prolétariat agricole.

Nous allons étudier les mouvements respectifs de ces deux catégories pendant les quarante dernières années, afin de saisir le sens de l'évolution du personnel agricole.

SECTION II

MOUVEMENTS DU PERSONNEL AGRICOLE

§ 1. — DÉPOPULATION DES CAMPAGNES

Le mouvement dominant du personnel agricole est l'exode rural. Le monde rural a toujours abandonné les champs pour la ville. De nombreux auteurs qualifiés se sont penchés sur ce problème. Il ne nous appartient pas de nous étendre sur ce sujet.

Relatons simplement que de nombreux salariés de l'agriculture ont quitté la campagne afin de travailler en usine, pour vivre la vie de citadin, avec son activité et ses distractions, telles que cinéma, théâtres, cafés, etc.

Ce ne sont pas seulement les salariés, mais les enfants d'exploitants eux-mêmes, qui quittent la campagne et subissent, eux-aussi, l'attrait de la ville.

La possession de la terre exerce une grande attraction sur le paysan, et la propriété acquise lui donne les satisfactions morales les plus grandes. Mais, il n'en est pas de même de ses fils, qui n'ont déjà plus la même passion pour la terre. Ils y sont moins attachés et recherchent d'autres situations. La ferme que le père avait eu tant de peine à acquérir est alors mise en location.

La femme est plus sensible que l'homme aux attraits de la vie moderne, plus sensible aussi aux manifestations de l'opinion qui tiennent, à tort d'ailleurs, dans le mépris, la profession agricole.

À côté de l'exode rural, il est une autre cause à la dépopulation de nos campagnes, c'est la dénatalité.

Bien que les campagnes soient encore le berceau des familles nombreuses, il est certain que la crise de natalité les a touchées dans une large mesure : la famille paysanne s'est réduite.

Les statistiques relèvent que la population globale de la France s'est accrue de 900.000 habitants de 1906 à 1931, mais que l'agriculture et les forêts ont perdu 1.139.000 travailleurs pendant cette période.

La répartition de la population sur le territoire est très inégale. Il y a de grands écarts de densité entre les régions des centres industriels ou celles de culture intensive et les régions montagneuses, arides ou marécageuses. Depuis de nombreuses années, la population urbaine tend à s'accroître par rapport à la population rurale.

En 1846, pour une population totale de 32.410.761 habitants, l'élément rural représentait 26.755.079 habitants, soit 75,06 % de la population totale. En 1931, la population urbaine était de 21.421.000 habitants soit 51,2 % de la population totale. La population rurale, c'est-à-dire celle qui est recensée dans toutes les campagnes et les agglomérations de moins de 2.000 habitants étaient en 1931 de 20.414.000 habitants soit 48,8 %. (1)

La dépopulation des campagnes atteint des proportions considérables dans certaines régions peu favorisées par la nature. ainsi le département du Lot est l'un des plus touchés. La monographie de ce département indique que de 1876 à 1932, les Causses ont perdu 60 % de leur population ; le Quercy Blanc, 50 % ; la Baurianne et le Sable du Périgord, 45 % ; la Limargue, 40 % ; le Ségala et la région des Vallées, 33 %.

En résumé, ce sont les régions pauvres qui ont été les

(1) Statistique Générale de la France, Annuaire 1939 et précédents.

plus atteintes, l'exemple typique en est fourni par le canton de Lauzès qui, malgré l'existence de quelques terres alluvionnaires dans la Vallée du Célé et du centre de tourisme de Cabreret n'a plus qu'une densité moyenne de 14 habitants pour 100 ha. contre 34 en 1876. (1)

§ 2. — RÉPARTITION DU PERSONNEL : AUGMENTATION
DU NOMBRE DES EXPLOITANTS
ET DIMINUTION DU NOMBRE DES SALARIÉS

Nous avons étudié dans quelle proportion s'était développé ces quarante dernières années, la dépopulation des campagnes, par l'exode rural et la dénatalité. Cette diminution globale est de l'ordre de 20 à 30 %.

Il nous reste maintenant à étudier sur quelle catégorie de personnel elle a pu porter ; si la prolétarianisation des masses agricoles était l'évolution normale, la diminution devrait porter uniquement sur les chefs d'exploitations et leurs familles ; le nombre des salariés, compte tenu du développement du machinisme, devrait se maintenir, sinon augmenter.

L'exode devrait se faire sentir surtout sur les petites cultures familiales, abandonnées et reprises par les gros exploitants, les membres de la famille et le petit exploitant lui-même devenant salariés des capitalistes.

Déjà nous savons qu'il n'en est rien, puisque nous avons déjà enregistré l'extension de la propriété et de l'exploitation familiale.

L'examen du tableau de répartition du personnel est édifiant.

(1) Monographie du Lot.

*Répartition des chefs d'exploitation et des salariés
en 1882, 1892 et 1929 (1)*

CATÉGORIE DES TRAVAILLEURS AGRICOLÉS	1882	1892	1929
	nombre	nombre	nombre
A. — Chefs d'exploitations			
1) Propriétaires cultivant exclusivement leurs biens soit seuls, soit avec l'aide de leur fa- mille ou d'autrui	2.150.676	2.199.220	2.728.981
2) Fermiers	968.328	1.061.401	728.131
3) Métayers	341.596	344.168	198.783
TOTAUX.....	3.460.600	3.604.789 (2)	3.655.895
B. — Auxiliaires ou salariés			
4) Régisseurs	17.966	16.091	17.243
5) Journaliers	1.480.687	1.210.081	} 2.084.085
6) Domestiques de ferme	1.954.251	1.832.174	
TOTAUX.....	3.452.904	3.058.346	2.101.328
TOTAUX GÉNÉRAUX	6.913.504	6.663.135	5.757.223

(1) Les chiffres compris dans ce tableau figurent dans la statistique de 1892, p. 391 et dans celle de 1929, p. 628 et suiv.

(2) Dans ce chiffre ne sont pas compris les journaliers propriétaires (588.950) et les journaliers non propriétaires (621.131) considérés comme exploitants en 1892, portant ainsi à 4.814.870 le nombre des exploitants indiqués au Chapitre III.

REPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE PERMANENTE ET TEMPORAIRE EN 1929 (1)

	CATEGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE										TOTAUX		
	MEMBRES DE LA FAMILIE			SALARIÉS FRANÇAIS			SALARIÉS ÉTRANGERS						
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	
Main-d'œuvre permanente.	1.837.298	3.223.861	5.061.159	740.066	277.462	1.017.528	100.525	35.353	135.878	2.677.889	3.536.676	6.214.565	
Main-d'œuvre temporaire ..	82.994	51.362	134.356	516.342	298.605	814.947	63.261	49.714	112.975	662.597	399.681	1.062.273	
Main-d'œuvre. Totale	1.920.292	3.285.123	5.195.515	1.256.408	576.067	1.852.475	163.786	85.067	248.853	3.340.486	3.936.357	7.276.843	

(1) Chiffres de la Statistique de 1929.

Le nombre des salariés est inférieur à celui des patrons de 7.696 en 1882, de 546.443 en 1892 et de 1.554.567 en 1929.

En 1892, le nombre des patrons est supérieur de 144.189 à celui de 1882 et en 1929, il est supérieur de 51.106 à celui de 1892.

Quant aux salariés, en 1892, le nombre en est inférieur de 394.558 à celui de 1882 et en 1929, il est inférieur de 957.018 à celui de 1892.

Les renseignements tirés des départements recouvrés n'ont pas modifié les tendances de ces variations.

La diminution du nombre des salariés en 1892 est due à l'apparition des premiers outils perfectionnés. Elle s'est accentuée de 1892 à 1929, par l'emploi de plus en plus généralisé du matériel à grand travail, notamment des appareils de récolte, par le développement de la motoculture et par la disparition presque complète des journaliers après la guerre de 1914-1918.

L'augmentation du nombre des exploitants est la conséquence de l'accession à la petite et à la moyenne exploitation, de nombreux salariés.

Quoiqu'il en soit, la diminution du nombre des salariés et l'augmentation du nombre des exploitants est le signe incontestable d'une évolution contraire à celle que prédisaient les Marxistes.

Il est une autre catégorie de main-d'œuvre que la statistique de 1929 a signalée et que celle de 1892 avait laissée dans l'ombre, c'est la catégorie du personnel membre de la famille que nous voyons figurer sur nos tableaux.

Il se compose des chefs d'exploitation dont nous connaissons déjà le nombre par ailleurs, soit 3.655.895 et des autres membres de la famille qui travaillent à la ferme, soit 1.519.620. Le tout forme le total de 5.175.515 qui, ajouté au nombre total des salariés, donne le

nombre global du personnel travaillant dans l'agriculture, soit: 7.276.843.

Nous trouvons donc 5.175.515 personnes qui travaillent en famille et seulement 2.101.328 salariés, c'est là une preuve irréfutable de la grande importance de la culture familiale qui l'emporte, sur l'exploitation dite capitaliste.

Sur l'ensemble des exploitations agricoles, la proportion de la culture familiale est passée de 64,70 % en 1906 à 71,70 % en 1926, soit une augmentation de 10 % en 20 ans. Par rapport au personnel total de l'agriculture, la proportion de l'effectif familial est passée de 79 % à 83,10 %, soit 4,10 % d'augmentation pour la même période. (1)

Il ne saurait y avoir prolétarianisation des masses dans une branche de l'activité économique où les salariés ne comptent que pour les 2/7.

§ 3. — EVOLUTION PARTICULIÈRE A CERTAINES RÉGIONS

Il nous reste à examiner quelques exemples de cette évolution du personnel agricole, dans certaines régions, pour en avoir une idée complète.

Dans le Calvados, on se plaignait déjà au début du siècle, de la crise de la main-d'œuvre rurale. La guerre de 1914-1918 l'a aggravée encore ; depuis 1892, la diminution de la main-d'œuvre atteint 30 %. Cette diminution touche, dans la même proportion, la main-d'œuvre permanente et la main-d'œuvre temporaire.

Les membres de la famille apportent cependant un concours plus important de 1/5 que celui des salariés pour la catégorie de la main-d'œuvre permanente.

Un fait est à noter pour les cultures qui avoisinent les centres industriels, c'est l'aide apportée par les

(1) VANDEPVYCKT, op. cit. p. 48 et suiv.

ouvriers d'usine, qui se souviennent de leur origine agricole et donnent, pendant leurs loisirs, « un coup de main », qui est loin d'être négligeable, au moment des gros travaux annuels.

Pour remédier à l'insuffisance de main-d'œuvre, on fit appel à un nombre de plus en plus important d'ouvriers polonais.

Malgré cela et malgré le machinisme, la crise de main-d'œuvre est toujours aigüe dans le Calvados (1).

La Mayenne est l'un des départements qui souffrent le moins de l'insuffisance de main-d'œuvre, grâce à la natalité qui reste élevée et à l'attachement des jeunes pour la terre. Cependant elle se fait sentir tout de même et si les travaux sont effectués en temps utile, ils le sont avec moins de soin. On est arrivé, dans ce département, au moment où la main-d'œuvre est juste suffisante. (2)

Dans la Haute-Vienne, l'exode des paysans vers la ville est de 30 % des travailleurs, principalement parmi les jeunes ; là encore, la main-d'œuvre familiale l'emporte sur la main-d'œuvre salariée, excepté dans les exploitations horticoles et forestières. (3)

Dans la Vendée, le nombre des salariés passe de 37.000 en 1892 à 14.852 en 1929, soit une diminution voisine de $\frac{2}{3}$, qui porte notamment sur les journaliers, dont le nombre passe de 14.096 en 1892 à 8.700 en 1929. (4)

Dans la Meurthe-et-Moselle, c'est surtout après la guerre 1914-1918 que se fit sentir l'insuffisance de main-d'œuvre, alors qu'il fallait remettre en valeur les exploitations. Actuellement, pour les gros travaux, la

(1) Monographie du Calvados, p. 207 et suiv.

(2) Monographie de la Mayenne, p. 75 et suiv.

(3) Monographie de la Haute-Vienne, p. 385 et suiv.

(4) Monographie de la Vendée, p. 317 et suiv.

main-d'œuvre manque surtout dans la moyenne culture, qui ne peut supporter les gros frais d'introduction de la main-d'œuvre étrangère (1).

C'est dans la Seine-et-Marne, pays de grande culture, que l'on peut trouver un prolétariat rural et un exemple de l'envahissement de nos campagnes par les étrangers.

Sur 31.000 ouvriers salariés, 10.200 sont d'origine étrangère. Ils n'étaient que 3.200 en 1914. Sur ces personnes, 4.800 sont employées à des travaux saisonniers et 3.400 à des travaux permanents. Si cette main-d'œuvre manquait, beaucoup de grandes cultures intensives resteraient incultes et il faudrait modifier complètement le système de culture. Les écoles de certains villages comptent plus d'enfants étrangers que de français (2).

M. H. HITIER a communiqué à l'Académie d'Agriculture, les chiffres suivants pour 3 communes de l'arrondissement de Meaux :

COMMUNES	Nombre total des habitants français et étrangers	Nombre des hommes français inscrits sur la liste électorale	NOMBRE DES ÉTRANGERS POUR CHAQUE COMMUNE			
			total	hom- mes	fem- mes	enfants
Le Plessis- Placy	323	62	118	38	33	47
Vincy-Manœu- re	287	46	150	50	34	66
Tracy	235	36	113	36	32	45
Total pour les 3 communes	845	144	381	124	99	158

(1) Monographie de la Meurthe-et-Moselle, p. 253 et suiv.

(2) Monographie de Seine-et-Marne, p. 170.

Ces chiffres se passent de commentaires, mais ils nous donnent l'occasion de citer les paroles de Jean YOLE à propos d'une autre région également peuplée de plus en plus d'étrangers : « Il faudra pourtant revenir à des saines méthodes, si l'on veut que la France reste française. Voilà déjà que nos compagnes du midi se repeuplent avec des Italiens, des Espagnols, des Polonais. C'est sillon à sillon qu'ils conquièrent nos provinces et nous devons subir cette pénétration pacifique, si nous voulons que nos champs soient encore labourés » (1).

SECTION III

CONDITIONS ÉCONOMIQUES & SOCIALES DU PERSONNEL AGRICOLE

Nous avons étudié les caractères du personnel agricole, nous avons mis en relief le sens d'une évolution, non pas dirigée vers la prolétarianisation des masses agricoles, mais vers la culture familiale.

L'étude des conditions économiques et sociales du personnel agricole nous permettra de juger si la classe des salariés agricoles rentre vraiment dans celle des prolétaires et si leur situation est de nature à développer, parmi eux, l'esprit de lutte des classes.

Dans les différents paragraphes de cette section, nous établirons un parallèle entre les conditions économiques et sociales des exploitants et celles des soi-disant « exploités ».

(1) Jean YOLE, op. cit., p. 234.

§ 1. — DURÉE DU TRAVAIL

A la ferme, c'est le soleil et le rythme de la production saisonnière qui déterminent la durée du travail. Certes, le législateur s'est ingénié à rapprocher le plus possible la durée du travail au champ de celle du travail à l'usine, afin de diminuer l'exode rural.

Mais la chose est impossible. Si l'hiver n'occupe l'agriculteur que pendant 6 h. 30 en moyenne, le printemps et l'été l'occupent jusqu'à 12 heures par jour.

La semaine de quarante heures n'a donc pas pu trouver son application en agriculture. On a seulement adopté le principe des 2.000 heures de travail par an, qui s'adaptait mieux au travail rural. Il est cependant de grandes exploitations où la journée de travail commence et finit à heures fixes.

De toute façon, les réglementations relatives au travail agricole doivent être très souples et il est difficile d'en effectuer le contrôle.

Les salariés agricoles travaillent, souvent, l'été, de 5 heures du matin à 20 heures, ils ont un travail parfois très dur, très épuisant, mais ils ont l'avantage inappréciable d'être au grand air, d'effectuer des travaux variés qui, s'ils fatiguent leurs muscles ne les usent pas comme certains travaux à la chaîne, dans les usines où chacun accomplit un geste toujours semblable, à un rythme accéléré.

Le salarié agricole travaille près de son maître ou près des membres de la famille, le fils ou la fille ; ceux-ci effectuent, en effet, les mêmes travaux pénibles. Ils restent à la tâche aussi longtemps que lui, il ne peut donc naître, dans son esprit, l'idée de lutte contre le patron.

Certes les socialistes objecteront que, dans l'agriculture, il y a surtravail, mais pensent-ils que l'exploitation

collective sous forme de kolkhoz ou sovkhos, enlèvera au travail agricole son caractère saisonnier ?

Dans toute exploitation agricole, si perfectionnée soit-elle, les heures de travail de l'été sont doubles de celles de l'hiver.

Les socialistes objecteront encore qu'à la ferme, on travaille trop jeune et trop vieux. Il serait souhaitable, en effet, que les jeunes aillent à l'école un peu plus longtemps et que les vieux se reposent en se contentant d'une petite occupation. Mais, pour le permettre, il faudrait qu'il y ait retour à la terre de tous ceux qui l'ont quittée. Et pourquoi l'ont-ils quittée ? C'est ce que nous allons entrevoir dans notre prochain paragraphe.

§ 2. — SALAIRES

La question du salaire des ouvriers agricoles est assez complexe, car il existe à leur profit de nombreux avantages en nature qu'il est difficile d'évaluer en espèces, à savoir : la nourriture, le logement, la fourniture des denrées, la mise à leur disposition de jardins ou de petits vergers.

Dans la région de Lesparres par exemple, il est de coutume de donner en plus de 4 à 5.000 fr. de salaire annuel, 2 barriques de vin, 2 barriques de piquette, 1.000 sarments, 50 fagôts de chêne. (1)

Dans la Gironde, ces biens en nature sont évalués de la manière suivante : (2)

(1) GARRIGOU-LAGRANGE, *Production agricole et Economie Rurale*, p. 105.

(2) Monographie de la Gironde.

	francs
Logement	600
Sécaille, bois, bourrées	200
Boisson	200
Vin: 1 barrique 1/2 à 2 barriques	400
Terre pour légumes, possibilité d'élevage porc, volailles	500
Total	1.800

En dehors de ces avantages en nature, le salaire en espèces est à peu près le suivant (1) :

	Pendant l'hiver	Pendant l'été
	francs	francs
Hommes nourris	10,50 à 12	20 à 25
Hommes non nourris..	16	26 à 32
Femmes nourries	7 à 8	12
Femmes non nourries..	12	16

Remarquons, d'ailleurs, que les ouvriers sont presque toujours nourris, l'été, excepté ceux qui sont mariés.

L'hiver, ils préfèrent être logés et nourris à leur domicile. Pour les salariés mensuels, ils s'échelonnent de 200 fr. l'hiver à 350 fr. au moment de la fenaison. Ce chiffre monte à 500 fr. par mois dans certaines régions du centre de la France.

Le salaire nominal a augmenté des quarante dernières années, mais le salaire réel n'a pas suivi le pouvoir d'achat de la monnaie. La monographie de Meurthe-et-Moselle, par exemple, nous donne des chiffres intéressants (2).

(1) Chiffres empruntés à la Monographie de la Mayenne.

(2) Monographie de la Meurthe-et-Moselle, p. 263.

CATÉGORIE	An IX	1882	1892	1912	1929
	francs	francs	francs	francs	francs
<i>Salaires mensuels</i>					
Ouvriers à demeure logés et nourris :					
Gargons de culture	10	30	35	40	275
Servantes	6	18	20	30	200
<i>Salaires journaliers</i>					
Journalier nourri non logé	0,40	1,75	1,75	2,50	12
Journalière nourrie non logée	0,30	1	1	1,75	9
Journalier non nourri, non logé	0,90	3	3	3,75	22
Journalière non nourrie, non logée	0,65	1,75	1,75	2,50	17

Ces chiffres nous montrent une augmentation du salaire nominal de l'ordre de 7 % de 1912 à 1929.

En 1939, cette augmentation du salaire nominal a pu atteindre 8 et 9 %, mais la hausse du prix de la vie était nettement supérieure.

Outre ce salaire, certaines exploitations ont pu donner des primes à l'économie ou au rendement, mais ce sont des exemples isolés.

Le domestique touche ainsi plus d'argent que le fils de la maison qui travaille avec le père et ne reçoit guère que son argent de poche. Cet état de chose n'est donc pas de nature à envenimer les relations entre le chef d'exploitation et ses ouvriers agricoles.

Néanmoins, ce n'est pas parce que le patron, le fils

du patron et le salarié sont tous les trois mal rétribués, qu'il faille se féliciter de cet état de chose.

Il y a une trop grande disproportion entre le salaire de l'ouvrier d'usine et celui de l'ouvrier agricole. Un bon ouvrier d'usine un peu spécialisé arrivait en 1938 à gagner 100 francs par jour. Pendant ce même temps, un petit fonctionnaire gagnait 50 francs et un ouvrier agricole non nourri gagnait 16 à 20 francs.

Cela parce que les Gouvernements qui se sont succédés ont fait une politique favorable aux consommateurs, mais au détriment des producteurs. Or, les consommateurs sont les électeurs les plus nombreux, ce qui explique les mobiles de ces Gouvernements.

§ 3. — LOIS SOCIALES

Les lois sociales ont été appliquées à l'agriculture avec un certain retard. D'abord parce que les milieux ruraux n'y étaient pas préparés et ensuite parce que la catégorie des travailleurs agricoles ne disposait pas de syndicats ouvriers capables de faire aboutir ses revendications. Néanmoins, les lois sur les accidents du travail, les assurances sociales, les congés payés et les allocations familiales, dont les heureux effets n'ont pas eu le temps de se faire sentir, fonctionnent maintenant à leur profit. Les Assurances Sociales à titre facultatif ont même été créées au profit des chefs d'exploitation. Ce qui, une fois de plus, associe le patron et l'ouvrier. La réorganisation de notre agriculture donnera lieu à de nombreuses lois sociales protégeant l'ouvrier agricole et favorisant le déplacement démographique de la ville à la campagne.

§ 4. — NOURRITURE

Les ouvriers agricoles, lorsqu'ils sont nourris, partagent le plus souvent la cuisine de leur maître. Ils « vivent au même pain et au même pot ». Cette nour-

riture est saine et abondante. Le lard fumé, le pot au feu embaument souvent l'âtre de leur fumet. La boisson y est abondamment servie pendant les grandes chaleurs où chacun boit ses 10 litres de cidre ou ses 5 litres de vin selon les régions ; les collations que l'on amène au champ sont copieuses.

Certes, il est certaines régions particulièrement déshéritées où la viande n'est servie qu'une fois par semaine, le dimanche. Encore est-il que cette sous-consommation soit voulue par esprit d'économie, sinon par avarisme, chez certains paysans.

En tous cas, le chef d'exploitation préside la table où mangent ses ouvriers. Une telle communauté de vie donne au salariat agricole, un caractère familial.

Certes, il existe de grandes exploitations où les salariés mangent à part et restent complètement étrangers à la vie familiale de leur patron, mais elles sont assez peu nombreuses.

Lorsqu'il vit à son domicile, l'ouvrier agricole mange les produits de son jardin et de sa basse-cour. S'il a une famille réduite, il n'est pas malheureux car le pouvoir d'achat, à la campagne, est supérieur à celui de la ville, pour tout ce qui concerne la nourriture. S'il a une grande famille, les allocations familiales auront du mal à lui éviter la misère.

§ 5. — LOGEMENT

Le couchage sur la paille et dans les étables est en régression ; les ouvriers disposent d'une chambre soit dans la maison, soit dans une pièce aménagée dans la grange.

Le législateur a réglementé le logement des ouvriers agricoles par diverses dispositions : la loi du 3 juillet 1929, qui interdit notamment le couchage à l'étable et exige certaines conditions d'hygiène, puis le règle-

ment d'administration publique du 16 septembre 1932, modifié par le décret du 20 avril 1938.

Malgré les nombreux aménagements réalisés, il reste encore beaucoup de progrès à faire.

Notamment, les règles élémentaires de l'hygiène ne sont pas souvent respectées, mais les chefs d'exploitation sont parfois les premiers à les enfreindre.

Dans certaines régions où la main-d'œuvre est abondante, des locaux sont spécialement aménagés pour recevoir les ouvriers et leur famille ; il existe même, dans certains villages de Seine-et-Marne, de véritables cités ouvrières.

Enfin, de nombreux salariés agricoles, ayant une famille, disposent d'une petite maison entourée d'un jardin et éventuellement d'un petit pré, où ils peuvent mettre une ou deux vaches en pâture.

§ 6. — CHÔMAGE

Le développement du machinisme en agriculture n'a pas eu pour conséquence le chômage des ouvriers. Il a tout juste pu réussir à compenser l'exode rural. Il n'existe donc pas de chômage permanent en agriculture, mais seulement un chômage saisonnier. L'hiver, à cause des intempéries, les ouvriers restent souvent inoccupés et reçoivent, de ce fait, un salaire nettement insuffisant.

Certains peuvent s'occuper à des travaux à domicile, qui trouvent, d'ailleurs, de moins en moins de débouchés. Ceux qui sont près de la mer, comme dans le Calvados, abandonnent la charrue pour le filet et vont à la pêche ; d'autres enfin s'occupent dans les petites industries locales (1).

Ainsi, entre patrons et ouvriers, il existe des conditions d'existence familiale, disons égalitaire, qui empê-

(1) Monographie du Calvados, p. 213.

chent le salarié de se considérer comme exploité et qui font avorter dans les campagnes la lutte des classes.

Si on remarque une évolution de ces conditions d'existence, elle est au profit des salariés, qui se montrent un peu plus exigeants en ce qui concerne la nourriture, le confort et la durée du travail. Le dimanche, en particulier, c'est le maître qui, bien souvent, doit vaquer aux nécessités de l'exploitation.

* *
* *

Le prolétariat agricole est donc peu développé sauf dans certaines régions de grande culture comme l'Eure-et-Loir, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, l'Aisne, l'Oise, etc... Dans l'ensemble, les salariés agricoles se confondent avec la masse des travailleurs membres de la famille, dont ils partagent, le plus souvent, les conditions d'existence.

CHAPITRE VII

CAUSES DE LA NON CONCENTRATION

Les conclusions de chacun de nos chapitres précédents nous montrent que l'agriculture française ne suit pas la loi de concentration, mais qu'elle évolue en adaptant le mieux possible ses divers éléments, à la formule d'exploitation familiale.

Karl MARX et ses disciples, se sont trompés, lorsqu'ils ont affirmé que l'évolution de la technique capitaliste entraînait la concentration des entreprises et l'expropriation des masses. Ils se sont trompés lorsqu'ils ont prédit que cette concentration intense des moyens de production était la dernière étape vers le collectivisme. Mais leur erreur, en ce qui concerne l'agriculture française, est plus flagrante encore si on examine les faits et les chiffres que nous avons relatés en étudiant les statistiques, les monographies et les divers ouvrages objectifs consacrés à l'agriculture.

En prenant pour base les conclusions que nous avons pu tirer de nos diverses recherches, nous allons essayer de montrer les causes économiques, juridiques, sociales et politiques de cette évolution.

SECTION I

CAUSES ÉCONOMIQUES

La production agricole et la production industrielle n'évoluent pas selon le même processus, l'une suit l'autre avec un décalage de plusieurs dizaines d'années et même, si ces deux productions bénéficiaient des avantages du progrès, dans une même mesure, l'agriculture n'évoluerait pas pour cela dans le même sens que l'industrie, car ce sont deux formes d'activité différentes, quant aux facteurs qu'elles mettent en jeu et quant à leurs conditions d'exercice.

Dans la production industrielle, nous trouvons, en effet, deux facteurs : le travail et le capital ; dans la production agricole nous trouvons trois facteurs : la terre, le travail, le capital.

Or, le premier facteur, à lui seul, suffit à imprimer à l'agriculture une évolution particulière.

On ne peut monter à coup de capitaux une immense exploitation agricole, comme on peut créer une usine, en expropriant toutes les terres d'alentour.

Dans l'industrie, il y a production immédiate et continue ; en agriculture, il y a production différée et intermittente à cause des résistances passives de la nature (saisons) et de ses résistances actives (grêle, sécheresse, pluie, vent, etc...).

Les capitaux et le travail, même très largement distribués, ne sauront aller à l'encontre des lois naturelles.

« On ne commande à la nature qu'en lui obéissant ».

Ainsi apparaît, dans l'agriculture, beaucoup plus tôt que dans l'industrie, la loi du rendement décroissant.

La production agricole n'a pas la souplesse de la production industrielle qui s'accroît ou qui se restreint, selon les nécessités du marché.

Le prix de vente en agriculture ne s'établit pas selon le prix de revient, mais selon les conditions du marché, sauf pour les productions réglementées (blé, betteraves à sucre, vin).

La loi de l'offre et de la demande n'agit pas, dans ce domaine, avec l'automatisme habituel ; si l'offre dépasse de beaucoup la demande, le paysan ne peut pas toujours stocker, ni diminuer sa production. Pour toutes les denrées périssables, il doit vendre même en dessous du prix de revient.

Si la demande est supérieure à l'offre, la taxation des produits de première nécessité (lait, viande) entrave la hausse et la demande ne pourra être satisfaite, ou tout au moins ne sera satisfaite qu'après le temps nécessaire à la production de la denrée demandée.

Ainsi M. NOGARO écrit : « Ce sont les mêmes lois de la valeur qui régissent les produits du sol et ceux de l'industrie, mais elles jouent dans des conditions différentes, ce qui fait qu'elles ne se manifestent pas de la même manière... La production industrielle se proportionne, en général, de façon beaucoup plus exacte, plus immédiate et plus continue, à la consommation, que la production agricole.

La crise, en agriculture, se traduit par la mévente, alors que dans l'industrie elle se manifeste plus par l'arrêt de la production et le chômage, que par la baisse du prix unitaire du produit vendu » (1).

(1) M. NOGARO, *Les prix agricoles mondiaux et la crise* Paris, 1936, p. 7 et suiv.

Cette résistance des milieux naturels est partiellement domptée par l'outillage agricole dont nous avons pu mesurer l'importance.

Mais cet outillage est très complexe, par suite de la diversité des travaux et très coûteux par suite de son amortissement lent.

Cet outillage immobilise donc un capital qui, bien souvent, atteint 20 % du capital total d'une exploitation et ne permet pas néanmoins de réaliser, comme cela s'est vu dans l'industrie, des bénéfices fabuleux.

C'est pour ces différentes raisons que GATTI, dans son ouvrage déjà cité, prétend justement que les capitaux ne sont pas, naturellement, attirés par la production agricole, comme ils le sont par la production industrielle. Il en conclut que, faute de capitaux, l'agriculture ne peut faire les grands progrès qui la mettraient au niveau de l'industrie.

Il faut ajouter que, malgré ces capitaux, le progrès de l'agriculture ne peut être assuré, que dans le succès de l'entreprise. Or, de grands industriels devenus agriculteurs en ont fait la coûteuse expérience. Malgré une direction technique appropriée et un aménagement rationnel, leurs exploitations n'ont duré que le temps de les convaincre, qu'elles n'étaient pas rentables.

Edouard LECOUTEUX remarque dans son « Cours d'Economie Rurale », « L'une des grosses erreurs économiques qui ait engendré le plus de catastrophes agricoles, a été celle qui consistait à vouloir, avec des capitaux insuffisants, faire fonctionner des entreprises de haute culture intensive ».

Mais il ne faut pas vouloir exiger de la nature plus qu'elle ne peut donner.

« On peut se ruiner avec une agriculture à beaucoup d'argent là où une agriculture à petit capital ferait fortune. C'est donc à tort qu'on a dit à propos de cette

agriculture de petites bourses qu'elle était le lot des pauvres d'argent et des pauvres d'esprit » (1).

Enfin, et nous n'y reviendrons pas, la grande exploitation n'a pas, sur la petite, les avantages décisifs, susceptibles de développer la concentration dans notre Pays.

Ainsi, on ne saurait établir un parallèle entre l'évolution industrielle et l'évolution agricole.

SECTION II

CAUSES LÉGISLATIVES

L'action du législateur fait obstacle à l'évolution de l'agriculture vers la concentration, cette action s'inspire de considérations économiques, sociales et politiques que nous aurons l'occasion d'étudier dans notre section prochaine et se manifeste par des lois ou décrets-lois, réglementant la production agricole ou instaurant des tarifs douaniers.

§ 1. — LOIS TRAITANT DES QUESTIONS AGRICOLES

La grande propriété et la grande exploitation n'ont pas fait, en France, les mêmes progrès que dans certains pays étrangers, parce que les lois, tant économiques que successorales, ne leur sont pas favorables.

Les premières ont, soit imposé plus lourdement les grandes exploitations ou propriétés, soit accordé une

(1) Edouard LECOUTEUX, *Cours d'Economie Rurale*.

protection efficace aux petites exploitations ou propriétés, qui se trouvaient menacées.

L'accession à la petite propriété et à la petite exploitation fut également soutenue par l'attribution de prêts à long terme, ou de prêts à moyen terme par le Crédit Agricole.

Les taxes dont sont frappés les produits agricoles réglementés, frappent lourdement les grandes exploitations, alors que les petites exploitations en sont exonérées. C'est ainsi qu'en 1938, les taxes de l'Office Interprofessionnel du Blé s'échelonnaient de 0 à 25 francs par quintal de blé selon la quantité produite. De même, la loi sur le blocage des vins, libère de toute entrave la petite exploitation, alors qu'elle réglemente l'écoulement des vins de la grande exploitation.

Les lois successorales favorisent le morcellement de la grande propriété et ce n'est qu'à partir de 200.000 francs que l'indivision peut jouer lorsqu'un des héritiers prend l'engagement de cultiver le domaine à charge par lui de dédommager en argent les autres héritiers, en application de la loi du 21 avril 1939, modifiée par la loi du 20 juillet 1940 déjà citée (1). Il en est de même pour les améliorations rurales. Les prêts à long terme prévus par la loi du 24 mai 1938 ne peuvent dépasser 200.000 francs

Certes, il y eut dans certains pays étrangers une action législative beaucoup plus active en faveur de l'appropriation du sol par les paysans. Ce sont : les réformes agraires de Russie en 1861 et en 1906, celles de Roumanie, celles de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie et celles du Mexique (2). Il y eut aussi des réformes en faveur du collectivisme, celle de Russie qui

(1) Voir Chapitre II, Section IV.

(2) Voir LEBRET Guy, *La Réforme Agraire du Mexique*, Thèse, Caen, 1938,

fit faire le saut à l'agriculture Russe du stade « précapitaliste » au stade collectiviste.

Certaines de ces mesures se justifient par un grand retard dans l'évolution de la propriété paysanne de ces pays, qui en était encore avant 1914, presque à un stade féodal.

A ce point de vue, l'action du législateur français a contribué au maintien et au développement, sinon de la petite culture, du moins de la moyenne culture : la culture familiale.

§ 2. — PROTECTION DOUANIÈRE

Le plus gros obstacle à la concentration et au développement des grandes exploitations, est la protection douanière.

En effet, les frais de production dans les pays neufs sont peu élevés. La culture extensive, sur des milliers d'hectares, produit à bon compte. Les prix de revient, qui sont beaucoup plus bas que les nôtres, permettraient l'importation de leurs produits à un prix très inférieur à celui de notre marché intérieur, ce qui entraînerait la ruine de notre agriculture.

La grande exploitation elle-même, mieux organisée pour produire que la petite exploitation, ne saurait soutenir la concurrence. Mais la protection douanière, en soutenant les prix du marché agricole, soutient du même coup la petite et moyenne exploitation et en permet le développement.

C'est pour sauver l'agriculture que le Ministre Méline, en 1892, appliqua le premier une protection douanière de 7 francs par quintal de blé (soit près de la moitié du prix à l'époque), ce qui lui valut le nom de « Méline pain cher ».

Les autres gouvernements jouèrent des tarifs dou-

niers avec une rigueur plus ou moins grande, selon qu'ils s'inspiraient des doctrines libérales prônant l'amplification des échanges internationaux, ou des doctrines dites « nationales » prônant, sinon l'autarcie, du moins l'isolement partiel du marché intérieur.

Pendant 10 ou 12 ans, après la guerre de 1914-1918, le Gouvernement Français a tenté d'appliquer un élargissement des échanges. Les accords commerciaux se sont servis de l'agriculture, comme monnaie d'échange, au profit des productions industrielles.

Puis, vint une période de surproduction favorisée par les circonstances climatiques de 1932-1933 qui coïncida avec une période de restriction due au chômage.

L'effondrement du marché des produits agricoles en fut la conséquence. Ce fut la crise de 1933-1935.

A ce moment, de nouvelles mesures d'économie dirigée, puis de défense des prix étaient édictées.

La tendance libre échangiste reprend ensuite la vedette, en 1936, avec le Gouvernement Socialiste. Les prix agricoles sont en baisse, alors que l'indice général des prix augmente sous l'influence des nouvelles lois sociales.

C'est alors que fut créé le 16 août 1936 l'Office Interprofessionnel du Blé qui régleme le marché par des formalités sans nombre, dont le contrôle ne peut être assuré que par la nomination de multiples agents.

A cette époque, l'Office du Lait et l'Office de la Viande sont mis à l'étude et seule la chute du Gouvernement en empêcha la réalisation.

De toute façon, nous n'assistons pas à une politique libre échangiste soutenue, qui aurait pu porter à l'agriculture française une atteinte mortelle.

En Angleterre, par exemple, la politique libre échangiste s'est manifestée au XIX^e siècle, d'une manière beaucoup plus catégorique, c'est ainsi que la fameuse « Corn law » fut combattue par Richard CORBEN, qui créa en 1838 la « National Anti Corn law League ».

grâce à laquelle, devait être promulguée, le 25 juin 1846 la loi abolissant le droit d'importation sur les grains.

Le résultat fut la ruine de l'agriculture anglaise que l'on dut protéger plus tard en rétablissant ces mêmes droits.

La Belgique a également suivi cette politique avec les mêmes conséquences, il y a quelques années.

Que se passerait-il, en France, si on rétablissait le libre échange absolu, en ce qui concerne les produits agricoles ?

Les pays neufs inonderaient notre marché de leurs produits, à des prix défilant toute concurrence.

Les agriculteurs français ne pouvant plus vendre leurs produits au-dessus de leur prix de revient, seraient contraints de se replier sur eux-mêmes et de vivre sur leur domaine pendant une période plus ou moins longue, après quoi, ruinés, ils n'auraient plus comme solution que celle de vendre leur terre. Mais, la valeur de celle-ci serait atteinte considérablement, la crise foncière serait extrêmement grave. C'est alors que se trouveraient des capitalistes disposés à acheter la terre à vil prix, et à la faire exploiter selon les procédés les plus perfectionnés.

Leur main-d'œuvre serait composée de tous ceux qui travaillaient la terre, comme chef d'exploitation ou comme membre de la famille de l'exploitant.

Il y aurait d'une part ces quelques capitalistes, qui pourraient réaliser des bénéfices grâce au petit nombre de capitaux consacrés à la terre, dont le prix serait effondré, et d'autre part, cette masse d'anciens propriétaires ou fermiers devenus salariés et prolétaires.

C'est à ce prix que se réaliserait en France la concentration dans l'agriculture et, encore, avec un certain retard, car la classe paysanne est résistante et il faudrait

de longues années de crise pour l'abattre à ce point, et démolir le système français de la culture familiale.

Il semble que ce moyen serait le meilleur, pour détruire le régime actuel, mais il porterait en même temps une grave atteinte à l'industrie, car celle-ci compte le monde paysan parmi ses débouchés les plus importants.

A notre avis, la suppression complète des barrières douanières protégeant l'agriculture ne saurait être réalisée par aucun Gouvernement ; de nombreuses raisons sociales et politiques s'y opposent.

SECTION III

CAUSES SOCIALES & POLITIQUES

La protection gouvernementale dont profita et dont profitera de plus en plus l'exploitation familiale est inspirée par des motifs d'ordre sociaux et politiques.

En effet, M. OUALID, Professeur d'Economie Politique écrit : « Nous nous trouvons en dernière analyse en présence de deux ordres d'idées : d'une part, les partisans de la grande propriété rurale qui en vantent les avantages en se plaçant surtout au point de vue économique, d'autre part, les adversaires de la grande propriété qui chantent les louanges de la petite en envisageant presque exclusivement ses qualités sociales » (1).

La première notion prendrait une allure de progrès et la seconde, de tradition et de routine.

Mais, il nous paraît qu'il ne faut pas opposer le point de vue économique, au point de vue social.

(1) Composition d'agrégation sur la petite propriété rurale rapportée par SALLERON, op. cit., p. 64.

Certes, il n'y a pas de progrès économiques, qui n'entraînent un trouble social temporaire.

Les grandes révolutions économiques ont amené, en effet, tout un cycle de souffrance, parmi les ouvriers.

Mais bientôt, après la période d'adaptation, les ouvriers furent les premiers à bénéficier de la nouvelle technique de production, par un labeur moins fatiguant et aussi par la satisfaction d'un plus grand nombre de besoins.

Cependant, on a vu des ouvriers se révolter, briser les machines, qui leur enlevaient momentanément leur gagne-pain, à une époque où la classe ouvrière n'était pas organisée ; que serait-ce maintenant si l'évolution économique devait, même momentanément, troubler la vie ouvrière !

Quoi qu'il en soit, dans le domaine agricole, sous prétexte d'instaurer un ordre meilleur, on ne peut délibérément sacrifier la culture familiale française, tout d'abord parce qu'elle a une force de résistance considérable, étant donné qu'elle peut se replier sur elle-même, ensuite parce qu'elle représente la grosse majorité des exploitants et des gens travaillant à la terre.

§ 1. — POSITION PRATIQUE DES SOCIALISTES

C'est pour cette raison, que les partisans les plus acharnés du socialisme ont toujours eu une attitude pratique fort réservée, à l'égard de l'agriculture.

« Le problème agricole, c'est-à-dire le problème paysan, a toujours été la croix des doctrines socialistes (1).

Le socialisme orthodoxe permet à chacun d'avoir les

(1) SALLERON, op. cit., p. 45.

fruits de son travail et permet la possession des instruments de production.

Mais, toute propriété, si petite soit-elle, comprend un capital foncier et un capital d'exploitation. Le lopin de terre n'est pas l'outil du petit propriétaire, comme le marteau celui du forgeron.

Le bénéfice du paysan est donc le fruit de son travail et celui de son capital. Ce capital lui permet d'obtenir une rente et c'est précisément ce que condamne le socialisme orthodoxe.

Ainsi, au point de vue doctrinal, l'attitude des socialistes est nette, au point de vue pratique, c'est différent, car il est opportun pour eux, de soutenir, ou tout au moins de ne pas abattre, cette classe nombreuse de la société, qui vit de la petite et de la moyenne propriété.

C'est ainsi que bon nombre d'entre eux chantent les louanges de cette propriété familiale qu'ils veulent protéger et développer tout en condamnant la grande propriété.

COMPÈRE-MOREL écrivait : « La petite propriété, fruit du travail de celui qui la possède et la cultive, a droit à notre respect. Et, serions-nous en régime socialiste, que nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'elle continuât d'être un instrument de production possédé et mis en œuvre par son propriétaire » (1).

A côté des écrits et des discours, il y a les actes. M. MONNET, ancien Ministre socialiste de l'Agriculture, déposa un projet de loi en décembre 1936 sur « La propriété culturale » première atteinte au droit de propriété.

Au point de vue politique, comment les socialistes pourraient-ils obtenir les voix de ces millions d'électeurs, qui vivent de la petite propriété, s'ils la condam-

(1) COMPÈRE-MOREL, *Le socialisme et la terre*, Paris, Librairie Populaire.

naient ou s'ils étaient les promoteurs de lois contraires, à son développement !

En somme, le socialisme pratique voudrait déposséder tous les propriétaires non exploitants au profit des propriétaires exploitants.

Mais, est-ce là le chemin qui mène à la concentration de MARX ; est-ce là le chemin qui mène au collectivisme ? Il nous semble au contraire que ce système tendrait à morceler la propriété et à l'ancrer, davantage encore, au sein de l'agriculture française.

Si les socialistes dont beaucoup puisent leurs idées directrices dans les théories marxistes, font obstacle, d'eux-mêmes, à la concentration, il n'y a rien d'étonnant à ce que celle-ci ne puisse se réaliser.

Il nous est permis cependant de nous demander si cette attitude pratique des socialistes, inspirée par des motifs politiques, serait maintenue, au cas où ces mêmes socialistes établiraient la dictature du prolétariat.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en U. R. S. S. la collectivisation des terres se fit en deux temps. Dans le premier temps les terres furent données aux paysans, ce qui contribua à les rallier à la cause révolutionnaire, mais dans le second temps, lorsque la dictature communiste fut bien établie, ces mêmes terres leur furent reprises et groupées en grandes exploitations collectives Sovkoz et Kolkhoz, il ne subsista plus de la propriété paysanne que « l'artel », c'est-à-dire « Isba » entourée d'un jardin et d'un petit pré ou verger.

En tout cas, nous pouvons conclure que la Révolution bourgeoise française de 1789 qui, selon l'expression de Michelet, a réalisé « le mariage du paysan avec la terre », dressa le meilleur obstacle au socialisme ouvrier : la petite propriété paysanne.

§ 2. — LE RÔLE SOCIAL ET POLITIQUE
DE LA PAYSANNERIE FRANÇAISE

Si les socialistes, eux-mêmes, n'ont pas osé attaquer la paysannerie française, vivant, en majeure partie, de la culture familiale, à plus forte raison, les Gouvernements, ennemis des aventures et désireux de maintenir l'ordre social ont-ils soutenu le système actuel et contrebalancé les quelques tendances à la concentration.

C'est qu'en effet la paysannerie française, par son bon sens séculaire, est un élément de contrepoids aux aventures de la ville.

« Les autres milieux subissent les influences étrangères ; le bourgeois par la littérature, le sport ; l'ouvrier par les lois du travail, qui ne connaissent pas de frontières ; la marque française c'est le paysan qui la garde » écrit justement Jean YOLE (1).

Parfois, les milieux ouvriers et les milieux patronaux gaspillent leur force, dans des luttes, qui les mènent au bord de la catastrophe, mais le frein est là qui empêche la société de tenter des aventures trop hasardeuses. Cela contribue, pour une bonne part, aux redressements dont fait toujours preuve notre pays de France, dans les instants les plus critiques.

C'est à la famille paysanne, dans le cadre de la culture familiale qu'il appartient de conserver les vertus morales et les qualités physiques de notre race. Même si cette forme de culture était inférieure au point de vue économique, cet avantage social, qui est de la plus haute importance pour une Nation, devrait justifier tous les encouragements de l'Etat.

C'est pourquoi la politique des gouvernements doit s'appliquer à protéger et à augmenter la paysannerie

(1) Jean YOLE, *op. cit.*, p. 13.

française. Ses rangs se sont déjà trop éclaircis. Pour les économistes, un homme qui quitte les champs est rayé dans la colonne main-d'œuvre, une machine pourra le remplacer ; pour Jean YOLE, c'est un froc jeté aux orties, « un décès dans la garde, un coup porté à la solidité des réserves. Car après ces réserves, nous n'avons plus aucun autre groupement de création ancienne, de sûreté éprouvée, pour recueillir, en corps, les consignes ; opposer aux fantaisies des idéologues les leçons des saines réalités ; servir de contrepoids aux dérèglements » (1).

*
**

Il ne suffit donc pas de reconnaître les avantages de la grande exploitation pour conclure à l'évolution normale et infaillible de l'agriculture française vers la concentration.

Cette concentration ne se vérifie pas, car notre agriculture se développe sous le signe de la culture familiale, pour toutes les causes économiques, sociales et politiques énoncées.

Mais il est un autre fait qui influe grandement sur cette évolution, en donnant, pour une partie, à la petite exploitation, les avantages de la grande : c'est l'association des producteurs.

(1) Jean YOLE, op. cit., p. 15.

CHAPITRE VIII

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE

L'évolution de l'agriculture française se manifeste par le développement de la culture familiale et non pas, de la grande culture.

Il n'y a pas de concentration capitaliste dans l'agriculture française.

Mais, si la forme capitaliste de production ne coïncide pas avec l'évolution de la technique agricole moderne, quelle forme sera donc capable de se substituer à elle ?

C'est l'association professionnelle dont les cadres, plus jeunes que ceux du capitalisme défaillant, sont seuls capables de soutenir l'économie rurale.

Les petits et moyens agriculteurs en associant leurs efforts, selon les formes les plus simples aux plus compliquées, bénéficient de tous les avantages de la grande culture capitaliste, sans en avoir les inconvénients.

Le progrès technique apporté dans l'industrie et le commerce par l'association des capitaux, est réalisé dans l'agriculture par l'association des hommes. Ces hommes sont tous ceux qui vivent de la production

agricole, qu'ils soient propriétaires, exploitants, fermiers ou métayers. Les salariés eux-mêmes, qui, dans la moyenne culture, sont pour la plupart les exploitants de demain, s'intéressent au fonctionnement des associations qui ont pour objet la défense professionnelle.

L'association basée sur la profession élimine l'autre forme d'association basée sur la classe, voulue par les marxistes. Elle supprime l'antagonisme entre le chef d'exploitation et le salarié. Elle fortifie l'ensemble de l'agriculture qui peut traiter, d'égal à égal, avec les grandes entreprises capitalistes de l'industrie et du commerce.

La structure de l'organisation agricole telle qu'elle s'ébauche, maintenant, comme le remarque M. SALLERON, tend à épouser la forme de la société non agricole à laquelle elle doit nécessairement s'articuler dans notre économie nationale.

Aux entreprises qui vendent des engrais, des machines, répondent des syndicats et des coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement.

Aux sociétés qui achètent le lait, le vin, le blé, la betterave, soit pour vendre, soit pour transformer, correspondent les coopératives de stockage, de vente et de transformation : laiterie, beurrerie, sucrerie, distillerie, meunerie, etc...

Aux compagnies d'assurances correspondent les Sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

Aux sociétés bancaires, qui reçoivent l'épargne et distribuent le crédit, correspondent les caisses de crédit agricole mutuel.

Enfin, l'Etat a trouvé en face de lui les grandes associations spécialisées : Association générale des Producteurs de lait, Association générale des Producteurs de viande, Confédération générale des Producteurs de vin, Association générale des Producteurs de blé, Association générale des Producteurs de betteraves, Association

générale des Producteurs de pommes de terre, du lin, du chanvre, etc..., qui, ayant à leur tête des techniciens véritables disposant d'une documentation remarquable qu'aucun gouvernement n'avait réunie, ont su défendre leurs positions dans tous les domaines.

Ainsi le capitaliste industriel et commercial, qui tint en tutelle l'agriculture, dont l'évolution n'a pas la même marche triomphatrice, contribua non pas à la formation d'une économie capitaliste, à son image, mais d'une économie basée sur l'association, le syndicalisme et le coopératisme que nous allons étudier. Un dernier stade, le corporatisme, qui a fait ses preuves dans d'autres pays, sera ébauché comme évolution possible du système français.

SECTION I

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

§ 1. — NÉCESSITÉ ET NAISSANCE DE L'ASSOCIATION

Les sociétés d'agriculture remontent au XVIII^e siècle. La Société Royale d'Agriculture de la Généralité de Paris créée en 1761 devait donner notre Académie d'Agriculture.

La Société des Agriculteurs de France se créa en 1867. Les premiers comices agricoles remontent à 1849. Sociétés d'agriculture et comices ont eu surtout pour but de propager le progrès et d'organiser des concours d'animaux reproducteurs. Les Ingénieurs des Ponts et Chaussées ou leurs agents, qui à l'origine étaient les

seuls techniciens, ont souvent joué un rôle important dans l'emploi des premières machines.

Puis, ce furent les syndicats agricoles qui se constituèrent après la promulgation de la loi de 1884 sur les associations professionnelles.

A l'origine, la plupart des syndicats agricoles ont été constitués pour fournir les engrais qui étaient, à cette époque, l'objet de fraudes, qui sont restées légendaires.

Le guano du Pérou, le nitrate de soude du Chili, les phosphates naturels étaient falsifiés par des revendeurs peu scrupuleux. La répression des fraudes était inexistante et le petit cultivateur, peu instruit, était souvent trompé.

Puis, avec le progrès de la technique, le Syndicalisme évolua et étendit son action à toutes les branches de l'activité agricole.

Dès lors, la petite et moyenne culture allaient trouver le moyen qui leur manquait pour produire dans de meilleures conditions.

Les agriculteurs devinrent syndicalistes en raison des avantages que leur procurait le syndicat.

Sans être liés par des engagements solidaires, les paysans qui pouvaient, à tout moment, démissionner du syndicat, donnèrent, en masse, leurs adhésions.

§ 2. — RÉSISTANCE DES MILIEUX AGRICOLES A L'ASSOCIATION

Cependant, il ne faut pas croire que la constitution d'associations, qui fit des progrès à pas de géant dans les campagnes, ne se soit heurtée et ne se heurte encore à de nombreux obstacles : L'individualisme qui est profondément ancré au fond de l'âme paysanne, individualisme teinté de méfiance, à l'égard des voisins ; car, à la campagne plus qu'ailleurs, qui dit voisin, dit ennemi.

Si le paysan n'est pas hostile à un organisme suscep-

tible de lui apporter des avantages, il redoute celui qui s'imisce, d'une façon qui lui paraît indiscrete, dans son exploitation, ou qui lui demande de s'associer à une responsabilité collective.

Par ailleurs, l'activité professionnelle à la campagne ne se distingue pas des autres formes d'activité, familiales, religieuses et politiques.

Le paysan se groupe plus volontiers en fonction de ses affinités religieuses et politiques. Il délaissa les groupements dont il ne pouvait pas tirer un avantage immédiat ; alors que boulangers, bouchers, charcutiers, épiciers, etc..., d'une même ville, sans distinction d'origine ou de religion, trouvaient dans leur association, après entente commune, le moyen de réaliser sans délai leurs projets.

Ainsi, à la campagne, l'idée d'association, et par là même, la profession, se trouve affaiblie, par ces divergences qui, quoique conservant une valeur morale, n'en sont pas moins au second plan, au point de vue économique. Souvent même, dans une seule commune, il se constitua autant de syndicats que de partis politiques ou de confessions.

L'agriculture se différencie des autres formes d'activité par les divers intérêts qu'elle met en jeu.

Sa structure sociale est composée de propriétaires, de fermiers, de métayers, qui peuvent et qui doivent s'unir pour la défense d'intérêts supérieurs communs, malgré les divergences d'intérêts secondaires ; mais il n'en est pas toujours ainsi, et les associations qui sont dirigées par des propriétaires, ne réunissent pas les fermiers, ou inversement.

Sa structure économique repose sur des producteurs dont les intérêts n'apparaissent pas liés, parce qu'ils sont de régions différentes et sur des producteurs diversement intéressés à un même produit industriel. Pour

l'alcool, les divergences qui ont opposé les producteurs de blé aux producteurs de vin, les producteurs d'alcool de vin aux producteurs d'alcool de cidre ou de betteraves, en sont la démonstration.

Malgré cette résistance et ces divergences, l'association s'est néanmoins développée. Les agriculteurs ont compris qu'à côté de leurs intérêts secondaires, l'intérêt supérieur était en jeu et l'intervention des grandes associations spécialisées a permis de trouver un terrain d'entente pour une action commune.

Ajoutons à cela, que l'agriculture n'a pas toujours eu les chefs susceptibles de développer l'esprit d'association et de créer les organismes professionnels imposés par les circonstances. Ceux qui n'appartenaient à l'agriculture, que par des attaches très lointaines, divisaient pour régner et subordonnaient leur action davantage à des préoccupations politiques, qu'à des préoccupations professionnelles.

§ 3. — LES DIFFÉRENTES FORMES D'ASSOCIATION

Depuis les temps les plus reculés, les paysans ont toujours par besoin, pratiqué entre eux l'entr'aide mutuelle, au moment des gros travaux agricoles : battages, vendanges, etc...

Puis, ils en vinrent à engager en commun un salarié qui travailla trois jours chez l'un, trois jours chez l'autre et passa un dimanche alternativement chez l'un et l'autre.

De même, pour des travaux de force, les paysans se prêtent mutuellement des attelages.

Des achats en commun sont même effectués et chacun utilise les attelages ou les instruments à tour de rôle.

C'est cette forme d'entr'aide réalisée sinon sous le signe de la famille, du moins sous celui de l'amitié, qui

devait préparer les paysans à se grouper dans les associations régies par la loi.

Associations d'étude et d'encouragement, sociétés d'agriculture et comices. — Ces associations sont régies en principe par la loi du 1^{er} juillet 1901, mais de nombreuses sociétés d'agriculture furent reconnues par différents arrêts rendus de 1759 à 1762.

Le droit d'association, qui avait été supprimé en 1793, fut rétabli en 1795 et dès 1796 on vit revivre les principales associations agricoles, notamment celles de Lyon, Rouen, Toulouse et Paris.

Sous la Restauration, une circulaire du 22 mai 1819 provoqua la création des premiers comices et en 1833, un crédit de 100.000 francs fut voté pour les récompenses à décerner dans les concours agricoles.

Ces sociétés d'agriculture dont le rôle principal est l'organisation des concours agricoles avaient pour but d'étudier toutes les questions se rattachant à l'agriculture.

Aujourd'hui, il existe au moins une Société d'agriculture par département et en général un comice par canton.

Les syndicats. — Tout autres sont les syndicats qui, formés dans le but de défense professionnelle, se sont développés d'une façon considérable ces quarante dernières années. En 1884, après la célèbre loi du 21 mars (remplacée par les titres 1^{er} et 3^e du Livre III du Code du Travail des Groupements professionnels, loi du 25 février 1927) le nombre des syndicats était de 5 ; en 1888 il atteignait 461 ; en 1892, 863 avec 313.000 adhérents ; en 1892, 1.188 avec 398.048 adhérents (1). Et en 1930, il y avait 14.968 syndicats avec 1.910.538 adhérents.

(1) Statistique de 1892, p. 496.

Après s'être occupé de l'achat des engrais, puis des machines agricoles pour l'utilisation en commun, les syndicats furent organisés selon les diverses activités de la production : élevage, culture mécanique, défense des cultures, vente de produits agricoles, vente de bétail, etc...

Les syndicats se constituèrent en Fédérations Départementales, puis en Unions Centrales de syndicats.

Le tableau ci-après montre la diversité et le nombre de ces syndicats en 1929.

SYNDICATS AGRICOLES (1)

SYNDICAT DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE							
<i>Pratiquant l'achat en commun</i>				<i>Ne pratiquant pas l'achat en commun</i>			
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX		LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres
13.312	967.978	119	383.833	1.574	119.848	5	23.110
<i>De lutte en commun contre les ennemis des cultures</i>							
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX					
Syndicats	Membres	Syndicats	Membres				
1.892	82.672	7	85.952				

(1) Chiffres de la statistique de 1929 (Enquête Agricole).

SYNDICATS D'ELEVAGE

<i>Syndicat d'Elevage Bovin</i>				<i>Syndicat d'Elevage Ovin</i>			
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX		LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres
2.450	89.300	28	3.805	123	3.070	8	482

<i>Syndicat d'Elevage Porcin</i>				<i>Syndicat d'Elevage des Chevaux</i>			
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX		LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres
49	2.405	4	263	155	14.196	22	4.655

<i>Syndicat d'Elevage Mulassier</i>				<i>Syndicat de Contrôle Laitier</i>			
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX		LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres
34	1.828	3	200	61	6.607	9	284

SYNDICATS SPÉCIALISÉS

<i>Outilsage</i>				<i>Aviculture</i>			
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX		LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres
2.374	76.560	»	»	336	26.430	11	6.987
<i>Pisciculture</i>				<i>Sériculture</i>			
LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX		LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres	Syndi- cats	Mem- bres
57	3.132	3	349	97	4.875	»	»

AUTRES

LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
Syndicats	Membres	Syndicats	Membres
1.430	114.304	58	48.207

L'activité syndicale a su normaliser le commerce des engrais, stabiliser les prix, défendre les intérêts agricoles et contribuer, dans une large mesure, au progrès économique et social de l'agriculture. Bien dirigés, ils ont constitué des réserves importantes et ont été la base de la création des organismes de mutualité et de coopération.

Le crédit agricole. — Le crédit agricole est pour les paysans de la plus haute importance, comme moyen de progrès économique. Il permet aux jeunes de s'établir en empruntant à des taux modérés. Il permet aux autres d'étendre leur activité ou de franchir les caps difficiles.

C'est par le crédit que le petit agriculteur, aux moments de crise, pourra obtenir des capitaux, aussi facilement que les chefs de grandes exploitations, sans se couvrir de dettes au point de lui faire abandonner sa ferme, ainsi que le prévoyait KAUTSKY.

Les premières sociétés de crédit furent créées par des syndicats agricoles et c'est MÉLINE qui fit voter la loi du 5 novembre 1894, qui valut à ces sociétés, sous certaines conditions, des facilités de constitution et des exemptions fiscales.

Les sociétés qui se sont conformées à cette loi sont aujourd'hui régies par la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole, loi qui fut modifiée depuis à différentes reprises.

Ces sociétés reçoivent des avances importantes de l'Etat.

Les sociétés, qui n'ont pas revendiqué le bénéfice des lois précitées et qui se conforment au droit commun, sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, constituent le groupe des Caisses Rurales dont le fonctionnement est analogue à celui des Caisses de crédit. Mais elles ne reçoivent pas d'avances remboursables.

L'organisation officielle du crédit agricole comporte,

à la base, les Caisses Locales, dont le siège est en général au chef-lieu de canton, le secrétariat étant en relation directe avec les cultivateurs. Les Caisses Locales sont affiliées à la Caisse Régionale dont le siège est au chef-lieu du département qui elle-même est placée sous le contrôle de la Caisse Nationale de crédit agricole dont le siège est à Paris.

La Caisse Nationale possède l'économie financière et est chargée de la gestion de la dotation du crédit agricole.

Il faut également signaler les Sociétés de crédit immobilier prévues par la loi du 10 avril 1908 et suivantes (notamment la loi du 19 avril 1921), qui ont été autorisées à faire des avances pour l'acquisition de la petite propriété servant à une petite exploitation rurale.

Les assurances mutuelles agricoles. — L'assurance mutuelle est d'origine ancienne. Elle a été réglementée par le décret du 22 janvier 1868 et trouva son application dans l'article 3 de la loi de 1884 sur les syndicats en considérant l'assurance comme un acte de défense des intérêts agricoles.

L'assurance fut d'abord appliquée en agriculture à la mortalité du bétail et c'est seulement après la loi du 4 juillet 1900, qui affranchit des formalités prescrites par les dispositions antérieures, les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, que de nombreuses caisses furent créées, non seulement contre la mortalité du bétail, mais aussi contre l'incendie, la grêle, puis contre les accidents du travail.

Des subventions de premier établissement, des subventions de fonctionnement, des encouragements spéciaux accordés pour le paiement des cotisations des petits exploitants en matière d'assurance, provoquèrent un développement considérable de l'assurance agricole mutuelle sous toutes ses formes.

Il en résulte dans l'ensemble une diminution considérable du montant des primes à payer.

En 1929, les valeurs des capitaux assurés aux caisses agricoles étaient les suivantes :

Incendie : caisse locale	18.000	
capital assuré	40	milliards
Accident : caisse locale	16.000	
capital assuré	2.500	millions
Grêle : caisse locale	1.000	
capital assuré	250	millions
Bétail : caisse locale	3.000	
capital assuré	450	millions

Ces chiffres montrent l'importance des caisses d'assurance mutuelle qui, réassurées aux caisses régionales, elles-mêmes réassurées à une Caisse centrale, permettent aux agriculteurs de s'assurer dans les meilleures conditions. Les Caisses sont, en effet, gérées gratuitement et tous les excédents bénéficiaires font l'objet de ristournes aux assurés.

Chambre d'agriculture. — La loi du 3 janvier 1934 a créé un organe représentatif de la profession agricole, dans chaque département, la Chambre d'Agriculture, avec 14 Chambres Régionales et depuis le décret-loi du 30 août 1935, existe l'Assemblée Permanente des Présidents de Chambres d'Agriculture, organe consultatif et représentatif des intérêts généraux et spéciaux de l'agriculture.

*
**

Tous les organismes que nous venons d'étudier ont eu leur place dans le Conseil National Economique, organe représentatif et consultatif de toutes les formes d'activité de notre pays.

Quelle que soit leur importance, tous ont eu pour origine la défense des intérêts professionnels; mais au point de vue économique, l'agriculture devait faire appel à un stade plus évolué, le coopératisme.

SECTION II

LE COOPÉRATISME (1)

Le coopératisme, dont la devise est « chacun pour tous, tous pour chacun », est une forme d'association plus poussée que celle que nous venons d'étudier et embrasse toutes les formes de l'activité économique en revêtant deux aspects bien distincts : la coopérative de production, dont le but tend à abolir le salariat par la suppression des profits, tout en maintenant la propriété privée ; la coopérative de consommation dont le but tend à rétablir le juste prix. Chacune de ces deux formes peut se présenter de différentes manières, mais se rattache toujours en gros, soit à la production, soit à la consommation.

Le coopératisme, qui s'est déjà partiellement développé dans le monde industriel et commercial, selon des fortunes diverses, a pris de l'importance en agriculture.

Ce développement a d'ailleurs été favorisé par diverses dispositions législatives et notamment la loi du 12 juillet 1923, qui organise la constitution des Sociétés Coopératives, et le décret-loi du 8 août 1935, qui définit le statut juridique et fiscal des coopératives agricoles et de leurs unions.

(1) Voir AUGÉ-LARIBÉ, *Syndicats et Coopératives Agricoles*, Colin, Paris, 1926.

§ 1. — CARACTÈRES ÉCONOMIQUES DU COOPÉRATISME
A LA CAMPAGNE

Le coopératisme est un amalgame des deux systèmes économiques, qui dans le collectivisme se traduit par la fusion complète des propriétés et dans le régime bourgeois se traduit par l'isolement.

La propriété individuelle et la propriété collective se trouvent donc juxtaposées dans ce système. la part de l'une et de l'autre varie selon les types de coopératives. L'évolution normale, de celles-ci, voudrait que la part individuelle diminuât sans cesse, au profit de la part collective.

Mais, nous pourrions constater, en pratique, que cette évolution est parfois inverse, car les coopératives dont le but primitif était de supprimer le profit et de rétablir le juste prix, imitent purement et simplement le système des sociétés capitalistes, en réalisant des bénéfices qui, non seulement, augmentent la part collective, mais qui, encore, se trouvent bientôt distribués aux coopérateurs, sous forme de ristournes, comme les dividendes, aux actionnaires des sociétés à forme capitaliste.

Malgré leur développement, nous ne pensons pas que ces coopératives parviendront à s'introniser dans les grandes exploitations agricoles ; pas plus que le capitalisme agricole, quelque puisse être son expansion, ne pourra l'emporter sur le coopératisme dont la petite culture s'est armée.

KAUTSKY prétend que les coopératives de vente sont plus faciles à réaliser dans les grandes exploitations, qui peuvent produire rationnellement avec des méthodes semblables, que dans les petites exploitations qui manifestent une grande diversité dans les méthodes de production :

« La coopération n'est nullement un moyen de sup-

primer l'avance qu'à la grande exploitation sur la petite, au contraire, en bien des cas, elle est même un moyen d'augmenter encore cette avance. Aussi est-ce un espoir vain d'attendre que les coopératives rendent la petite exploitation capable d'user de procédés de culture aussi rationnels que ceux de la grande » (1).

Il semble que les grandes exploitations ont précisément beaucoup moins besoin de s'associer que les petites, car leur importance leur donne une puissance suffisante pour tenir convenablement leur place sur le marché. Cela n'empêche pas d'ailleurs que certaines grandes exploitations trouvent intérêt à s'affilier à des coopératives, pour la vente ou l'achat de certains produits ou matériel.

§ 2. — DIFFÉRENTES SORTES DE COOPÉRATIVES

Il existe différentes sortes de coopératives, qui se classant en deux branches, les coopératives de production et les coopératives de consommation, se subdivisent encore en différents types,

Comme coopératives de production, il faut distinguer les coopératives de production proprement dites, dans lesquelles les coopérateurs mettent en commun le capital d'exploitation et produisent, à l'aide de ce capital, en répartissant les fruits de la vente, selon l'effort accompli par chacun. Cette forme est très rare en France où l'idée d'association est encore peu développée. Nous citons, à titre d'exemple, la coopérative des bûcherons du Nivernais (2).

Quelques coopératives de production horticole ont été

(1) KAUTSKY, op. cit., p. 184-185.

(2) Cité par SOUCHON, *La crise de la main-d'œuvre agricole*.

créées dans la région parisienne et dans les Alpes-Maritimes.

Une coopérative de labourage électrique fut fondée en 1928 à Vinantes-Villeray, au capital de 300.000 francs. Elle compte 6 membres cultivant au total 1.540 hectares (1), cet exemple pourrait être cité à l'appui de la thèse de KAUTSKY au sujet des coopératives.

Les coopératives de transformation sont nombreuses; dans ces coopératives, les coopérateurs produisent individuellement les denrées qu'ils remettent à la coopérative chargée d'effectuer la préparation ou la transformation industrielle du produit à vendre sur le marché.

Les plus importantes coopératives de transformation sont : les coopératives de vinification du Languedoc et de la région Bordelaise ; les fruitières du Jura, qui, depuis l'ancien régime, s'occupent de la production du gruyère et qui, par certains points, semblent relever des usages locaux ; les distilleries coopératives ; les beurreries et fromageries coopératives et même les meuneries et boulangeries coopératives, etc.

Quant aux coopératives de vente, elles sont de plus en plus nombreuses. Elles s'occupent uniquement de la vente en commun des produits des coopérateurs, cette vente est rémunérée selon la production de chacun, évaluée au point de vue qualitatif et quantitatif. Ces coopératives ont réussi dans la vente des fruits et des légumes, grâce à la standardisation et à la suppression du fardage.

« Naguère, beaucoup de fruits étaient abandonnés par les paysans, on ne trouvait pas de marché pour eux. Aujourd'hui, ils sont recueillis et leur vente est souvent lucrative, parce qu'une coopérative locale a su les

(1) Monographie de la Seine-et-Marne, p. 242.

emballer proprement et leur trouver des débouchés lointains », remarque Emile JAMES (1).

Les coopératives de vente de blé se sont généralisées dans tous les départements avec la création de l'Office Interprofessionnel du Blé.

Les coopératives de consommation sont représentées, en agriculture, par les coopératives d'achat d'engrais, d'outillage, etc..., qui chevauchent avec les Syndicats.

Ces diverses formes de coopératives se sont développées d'une manière considérable dans l'agriculture française, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après.

COOPERATIVES (2)

D'ACHAT ET D'APPROVISIONNEMENT		DE CULTURE		DE VINERIE	
Sociétés	Membres	Sociétés	Membres	Sociétés	Membres
244	312.218	442	14.644	630	68.901

DE LAITERIE BEURRERIE ET FROMAGERIE		DE SUCRERIE		DE DISTILLERIE		DE CIDRERIE	
Sociétés	Membres	Sociétés	Membres	Sociétés	Membres	Sociétés	Membres
2.526	240.559	7	6.589	448	94.239	9	430

(1) Emile JAMES, *Les formes de l'entreprise*, Sirey, 1935, p. 561.

(2) Chiffres de l'Enquête Agricole (statistiques de 1929).

DE MEUNERIE		DE BOULANGERIE		DE FÉCULERIE	
Sociétés	Membres	Sociétés	Membres	Sociétés	Membres
62	31.594	683	114.182	24	6.949

D'HUILERIE		DE BATTAGE		DIVERSES	
Sociétés	Membres	Sociétés	Membres	Sociétés	Membres
61	12.361	553	21.036	715	99,860

Malgré ses avantages incontestables, le coopératisme rencontre de nombreux obstacles, car il est bien difficile d'obtenir la cohésion des volontés disparates, des propriétés isolées et la solidarité collective des engagements individuels.

« Le fait que la coopération atteint son but et peut même tenir tête au grand capital, ne doit pas nous cacher son véritable caractère succédané du capitalisme », écrit GATTI (1).

C'est peut-être un succédané, un système économique bâtard, mais c'est un système, qui, s'il peut difficilement embrasser toutes les branches de l'activité économique, n'en constitue pas moins un réel progrès, dans les sphères de la petite et moyenne production agricole.

Or, comme toutes les associations ont une tendance expansive au moins à leur début, elles forment, pour atteindre une plus grande puissance économique, des

(1) GATTI, op. cit., p. 231.

Fédérations qui, à leur tour, tendent à se confondre en une Confédération.

Ces fédérations et confédérations peuvent aboutir si aucune force extérieure (violence politique de classe, révolution politique déterminée par d'autres milieux économiques), n'en vient troubler l'évolution normale, à un fédéraliste économique national, lequel serait toujours plus étroitement uni à l'Etat par une législation convenable, et, lequel influencerait toujours davantage sur l'administration, grâce aux droits politiques acquis et à l'appui des gouvernements.

SECTION III

LE CORPORATISME

Certains auteurs et hommes politiques partisans du système corporatif, ont trouvé dans les diverses associations professionnelles (appuyées ou non par l'Etat), que nous venons de citer rapidement, les cadres précorporatifs de l'agriculture française.

Le corporatisme, en effet, pourrait être le stade définitif de l'évolution que nous avons constatée. Certains pays étrangers offrent des exemples de régimes corporatifs, plus ou moins solidement constitués : le corporatisme portugais ; le corporatisme italien et également le corporatisme naissant de l'Allemagne et de l'Espagne.

Dans le corporatisme, les associations professionnelles ou coopératives se verraient attribuer, non seulement le pouvoir consultatif, que la plupart d'entre elles possèdent déjà, mais une délégation de pouvoir étatique sur les questions qui sont de leur compétence.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer les quelques porte-paroles de ce régime corporatif et notamment M. SALLERON qui, dans une thèse intéressante, étudie les possibilités du corporatisme dans l'agriculture.

« Nous appelons régime corporatif, celui qui ne reconnaît comme société naturelle parfaite (c'est-à-dire nécessaire et nécessairement souveraine) que l'état, mais qui reconnaît d'autres sociétés imparfaites naturelles, parmi lesquelles notamment les sociétés professionnelles, c'est-à-dire celles qui unissent les hommes dans leur travail, dans l'exercice de leur activité économique.

Ces sociétés sont naturelles, en ce sens que la production des biens, leur transformation et leur échange, suit normalement les hommes, mais elles sont imparfaites en ce sens qu'aucun pouvoir de fait, ni de droit, ne se crée spontanément pour élever cette union à la hauteur d'une institution juridique. Un véritable régime corporatif est celui qui consacre juridiquement les sociétés naturelles imparfaites, en favorisant, d'une part, le développement de leur structure interne et de leurs relations mutuelles par une législation relative au contrat, qui permet l'accord stable des personnes, en favorisant d'autre part leurs relations avec l'ensemble de l'Etat par ce que nous appellerons provisoirement une délégation de pouvoir sur les matières qui sont de leurs compétences » (1).

On saisit la véritable nature des corporations en séparant les deux notions de « souveraineté » et de « compétence » ; la première notion étant le fait de l'Etat, la seconde celle des organes corporatifs.

« Nous appellerons donc régime corporatif celui dans lequel l'état sanctionne les activités corporatives par la

(1) SALLERON, op. cit., p. 83.

reconnaissance de leur compétence. Cette reconnaissance rend les associations professionnelles parfaites » (1).

Oliviera SALAZAR, Président du Conseil Portugais, le grand instigateur du corporatisme de son pays, écrit : « Le problème sera d'organiser la Nation, autant que possible, sur son plan naturel, c'est-à-dire en respectant les groupements spontanés des hommes autour de leurs intérêts ou de leur activité, pour les encadrer dans l'état, de façon que celui-ci ne soit pour ainsi dire que la représentation de la Nation avec les organes propres à réaliser les fins collectives. C'est le problème qui confère une importance capitale à l'organisation corporative » (2).

Le corporatisme Italien diffère du précédent en ce que l'Etat au lieu de laisser les groupements professionnels s'organiser spontanément par la base, organise lui-même en vertu de ses pouvoirs dictatoriaux, les cadres corporatifs en commençant par les organes centraux.

Le premier système laisse aux groupements le soin de se développer spontanément sous la protection de l'Etat, selon les normes de l'évolution corporative, mais risque de ce fait une certaine indépendance de ces groupements, qui peut entraîner l'anarchie économique ; l'autre système qui impose les cadres corporatifs aux producteurs, enlève à ceux-ci une bonne part de leurs initiatives et nécessite pour son développement un régime autoritaire.

Si l'agriculture française devait évoluer vers le corporatisme, nous pensons qu'elle suivrait plus volontiers le premier système étant donné le nombre des organisations professionnelles qui se sont développées spontanément.

(1) SALLERON, op. cit. p. 84.

(2) OLIVIERA SALAZAR, *Une révolution dans la Paix*, Flammarion, Edit., Paris, 1937, p. 233-234,

L'Etat n'aurait en somme qu'à favoriser leur développement spécialement celui des cadres supérieurs et à leur accorder, non le pouvoir consultatif qu'elles possèdent déjà, mais le pouvoir de réglementer les matières de leur compétence sous son contrôle (1).

Les nouveaux principes directeurs du Gouvernement de la France nous permettent de croire précisément à cette évolution.

Néanmoins, rien ne prouve pour l'instant que cette évolution s'effectuera en France d'une façon certaine, le coopératisme peut se développer seul, sans engendrer le corporatisme, qui représente des conceptions différentes au sujet du salariat et de la répartition des bénéfices. L'avenir seul nous l'apprendra.

(1) Conclusions du Cours de Doctorat en Economie Politique. *Le Corporatisme*, par M. Jean SAINT-GERMÈS, Professeur agrégé à la Faculté de Caen.

CONCLUSIONS

La structure économique de l'agriculture française n'évolue pas selon le processus indiqué par l'école marxiste, bien au contraire, elle se caractérise de plus en plus par la forme familiale de production.

Qu'avons-nous démontré en effet : le développement de la moyenne propriété et des moyennes exploitations au détriment des petites et des grandes, le développement de la culture directe, et enfin la diminution considérable de la main-d'œuvre salariée, par rapport à la main-d'œuvre familiale.

L'agriculture française n'a donc pas suivi, comme l'industrie et le commerce, la forme capitaliste de production, et, par là même, elle est demeurée, en partie, étrangère aux troubles sociaux, qui ont mis en difficulté les autres formes de l'activité économique du pays.

La lutte des classes est inconnue aux champs, sauf de rares exceptions, parce que le travail règne là en souverain maître, un travail souvent pénible, mais combien noble, où le patron et l'ouvrier sèment, côte à côte, pour récolter ensemble les fruits de la nature.

Cette forme de production familiale, où l'ouvrier vit avec le chef, n'est-elle pas un idéal vers lequel devrait tendre toutes les autres activités ?

La France, à la suite de déchirements intérieurs, qui ont atteint sa force de production et aussi sa force morale, connaît les affres de l'invasion dont il est

impossible d'étudier actuellement les répercussions sur l'économie du pays.

Tous les Français comptent aujourd'hui sur notre agriculture restée en partie étrangère à tous ces déchirements, aussi bien au point de vue matériel, car elle leur donnera du pain, qu'au point de vue moral, car elle constitue un exemple grâce auquel on pourra reconstruire la France de demain.

L'Agriculture est « le roc sur lequel on rebâtera la France » proclamait M. CAZIOT, Ministre de l'Agriculture du Maréchal PÉTAÏN.

Le problème urgent qui s'impose à nos gouvernements est, en effet, celui du ravitaillement, rendu difficile d'une part faute à la consommation de la plus grande partie de nos réserves, d'autre part, faute au blocus et à la séparation de notre pays en deux zones.

Pour répondre à ce problème, il faudra que les champs produisent davantage, non seulement les produits habituels, mais encore des produits de substitution.

Mais, pour produire, il faut des bras, or, de nombreuses régions du Centre, du Sud-Ouest et du Sud, sont désertées par leurs habitants, les terres demeurant incultes. Il s'agit donc d'assurer le retour à la terre de tous ceux qui, attirés par la séduction trompeuse des villes, l'ont quittée ces dernières années. Ces « brebis égarées » revenues à la terre, augmenteront par leur travail, le bien-être de ceux qui doivent vivre dans les villes, et assureront du même coup, leur propre subsistance.

Ils prendront la place de tous les ouvriers étrangers, que devait se procurer l'agriculture, faute de main-d'œuvre française.

L'agriculture travaillant à plein rendement, c'est alors que le Gouvernement pourra entreprendre la réorganisation et le redressement économique du Pays.

Mais, il nous paraît que ce redressement, ne pourra

s'effectuer selon la forme qui a présidé à nos destinées jusqu'à la date fatale du 2 septembre 1939.

Au capitalisme chancelant, il faudra infuser un sang nouveau.

C'est l'association, le coopératisme et peut-être le corporatisme, qui vont présider à la réorganisation de notre économie et rendront à notre beau pays de France sa prospérité passée.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

H. NEZARD.

Le Professeur, Président de Thèse,

J. SAINT-GERMÈS,

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,*

DAURE.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Livres

- ALQUIER, OUALID, RICARD, ROMIER, QUEUILLE, etc... — *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Alcan, 1933.
- AUGÉ-LARIBÉ. — *Syndicats et Coopératives Agricoles*. Colin, Paris, 1926.
- *Grande ou petite propriété* (Th. Montpellier, 1902).
- BACCONIER. — *Le Salut par la corporation. Un nouvel ordre professionnel*, Paris, 1935.
- BORET (Victor). — *Pour ou contre la terre* (Industrie ou Agriculture). Paris, 1929.
- BOURGUIN. — *Les Systèmes Socialistes et l'Evolution Economique*. Colin, Paris, 1904.
- BRAIBANT (Marcel). — *La Tragédie Paysanne*. N. R. F., Paris, 1937.
- CAZIOT. — *La terre à la famille paysanne*. Payot, Paris, 1919.
- *La valeur de la terre en France*. Baillière, Paris, 1920.
- COMPÈRE-MOREL. — *Le Socialisme et la terre*. Librairie Populaire, Paris.
- DARRÉ. — *La Race Allemande*. Sorlot, Paris, 1938.
- DORGÈRES. — *Haut les fourches*. Œuvres, Françaises, Paris, 1935.
- DOUBLET. — *Le Front du travail allemand*. Hartmann, Paris, 1937.

- FONDARD. — *La monotonie aux champs*. Marseille, 1935.
- FONTANELLE. — *Etude sur les ouvriers agricoles et leurs mouvements sociaux*. Thèse, Grenoble.
- FOUCHIER. — *Essai sur l'abandon des campagnes*. Thèse, Poitiers, 1914.
- GARRIGOU-LAGRANGES. — *Production Agricole et Economie Rurale*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1939.
- GATTI. — *Le Socialisme et l'Agriculture*. Paris, 1902, Giard et Brière.
- GIDE (Charles). — *Les Sociétés Coopératives de Consommation en France*. Colin, Paris, 1910.
- GIDE et RIST. — *Histoire des Doctrines Economiques*. Tenin, Paris, 1913.
- GUILLAUMIN (E.). — *Panorama de l'évolution paysanne 1875-1935*. Paris, 1936.
- GUILLOU. — *Etude d'Economie Rurale et Sociale*. Thèse, Caen, 1905.
- GRÉGOIRE. — *La colonisation agricole en Allemagne*. Pedone, Paris, 1938.
- HITIER (Henri). — *Systèmes de Cultures et assolements*. Librairie Agricole de la Maison Rustique.
- HITIER (Henri et Joseph). — *Les Problèmes actuels de l'Agriculture*. Payot, Paris, 1928.
- JAMES. — *Les Formes de l'entreprise*. Sirey, Paris, 1935.
- JOBERT. — *Les Agglomérations urbaines et l'émigration rurale en France au XIX^e siècle*. Thèse. Rennes, 1905.
- JOUZIER. — *Traité d'Economie Rurale*. Baillière, Paris, 1912.
- KAUTSKY (Karl). — *La question agraire*. Giard et Brières, Paris, 1900.
- *La politique agraire du parti socialiste*. Giard, Paris, 1903.

DE LAVERGNE (Léonce). — *Economie Rurale de la France depuis 1789*, Paris, 1861.

LAVERGNE (B.). — *Les Coopératives de consommation en France*. Colin, Paris, 1923.

LEBRET (Guy). — *La Réforme agraire au Mexique*. Thèse, Caen, 1938.

LECOUTEUX (Edouard). — *Cours d'Economie Rurale*. Chamerat, Paris, 1889, 2 vol.

LÉNINE. — *Œuvres complètes*. Publié par Edition d'Etat Moscou.

— *De l'alliance des ouvriers et des paysans*. Petite Bibliothèque Lénine, Paris, 1937.

LEVÊQUE et PERRAULT. — *Ce que tout Agriculteur doit savoir*. Flammarion, Paris, 1935.

LEVÊQUE, LASNIER-LACHAISE et CLOUIN. — *Ce que toute fermière doit savoir*. Flammarion, Paris, 1940.

MARCHEGAY. — *Le développement de la propriété paysanne en France*. Thèse, Paris, 1924.

MARX (Karl). — *Le Capital*. Lachâtre, Paris.

— *Critique de l'Economie Politique*. Reinvald, 1899.

— *Misère de la Philosophie*. Giard, Paris, 1908.

MARX (Karl) et ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*. Cornély, Paris, 1901.

MATHON. — *La Corporation base de l'organisation économique*. Berger-Levrault, Paris, 1934.

MISES (Ludwig Von). — *Die Gemeinwirtschaft*. Jena, Gustav Fischer, 1932.

NOGARO. — *Les prix agricoles mondiaux et la Crise*. Paris, 1936.

NOYELLE. — *Chimère socialiste utopie libérale, économie dirigée*. Sirey, Paris, 1933.

PIROU. — *Le Corporatisme*. Sirey, Paris.

- ROSCHER. — *Traité d'Economie Rurale*. Guillaumin, Paris, 1888.
- SALAZAR. — *Une Révolution dans la paix*. Flammarion, Paris, 1937.
- SALLERON. — *Du Régime foncier au Régime corporatif en Agriculture*. Thèse, Paris, 1938 (Dunod, Paris).
- SAINT-GERMÈS. — *Essai sur l'Evolution du Capitalisme*. Sirey, Paris.
- SCHKAFF. — *La question agraire en Russie*. Thèse, Paris, 1922.
- SOUCHON. — *La Crise de la main-d'œuvre agricole en France*. Rousseau, 1938.
- SPINART. — *La Concentration agricole dans l'Oise*. Thèse Rennes, 1908.
- STALINE. — *U. R. S. S. Bilan 1934*. Denoël et Steele, Paris.
- STCHERBAGNE. — *La Politique agraire du Gouvernement soviétique*. Thèse, Paris, 1934.
- VANDERVELDE. — *La Propriété foncière en Belgique*, Reinvald, Paris, 1900.
- VANDERVYNCKT. — *Le Remembrement parmi les améliorations foncières rurales*. Thèse, Lille, 1936 (Baillières et Fils, Paris).
- YOLE (Jean). — *Le Malaise paysan*. Spes, Paris, 1940.

B. — *Articles de Revues*

- REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE. — (N° 83, Janvier et Février 1939). — *La Structure Agricole*, par Augé-Laribé.

REVUE ECONOMIQUE INTERNATIONALE. — (Janvier 1938).

— *La Crise de l'Agriculture et la Politique Agricole en France*, par Nogaro.

REVUE DES AGRICULTEURS DE FRANCE.

(Avril 1937).

L'Agriculture devant les Problèmes sociaux,
par MM. Caziot, H. Hitier, Fouchet, Ballot.

(Juillet et Septembre 1937).

La main-d'œuvre dans l'Agriculture Française.

(Juillet et Août 1938).

L'Exode Rural, par Roger Grand.

L'Exode Rural, par Ballot.

La Dénatalité dans les campagnes, par Dupuy.

Les Causes de l'Exode Rural, par Caziot.

Les Remèdes, par Lacour Grand Maison.

La Décentralisation industrielle et l'exode rural, par Ziegel.

L'Équipement rural, par Englelbraun.

Le Rôle de l'Enseignement dans l'exode rural,
par Rendu.

Le Remembrement, par Gault.

L'Exode Rural à l'Etranger.

(Avril 1939).

*Comment se pose le problème agricole au point
de vue technique, économique et social, suivant
la diversité des exploitations agricoles*, par H.
Hitier.

COMPTE-RENDUS HEBDOMADAIRES DES SÉANCES DE L'ACA-
DÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE. Année 1939,
n° 2.

*Y a-t-il concentration des exploitations rurales
en France ?*

(Note de M. A. Murat présentée par M. Truchy).

C. — *Enquêtes et Monographies*

Enquêtes, Statistiques du Ministère de l'Agriculture de 1882, 1892, 1929.

Statistique Générale de la France. Annuaire de 1929 à 1939.

Monographies départementales publiées par le Ministère de l'Agriculture pour les départements suivants :

Alpes-Maritimes, Ardennes, Calvados, Meurthe-et-Moselle, Gironde, Eure-et-Loir, Haute-Loire, Morbihan, Seine-et-Marne, Vendée, Doubs, Haute-Vienne, Vienne, Hérault, Lot, Mayenne, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Basses-Pyrénées, Côte-d'Or.

Monographie de la production maraîchère et fruitière des Pyrénées-Orientales.

La Ferme extérieure de Grignon. 1939. Publié par le Ministère de l'Agriculture.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I ^{er} . — Position Doctrinale du Problème.	13
SECTION I. — EVOLUTION DES RÉGIMES ÉCONOMIQUES.	13
SECTION II. — EVOLUTION DE LA TECHNIQUE AGRICOLE.	20
<i>La division du travail en agriculture</i>	20
<i>Dépendance de l'agriculture vis-à-vis du commerce et de l'industrie</i>	21
<i>Progrès de la technique agricole</i>	22
SECTION III. — CARACTÈRE CAPITALISTE DE L'AGRICULTURE MODERNE	24
SECTION IV. — CONCENTRATION AGRICOLE, PROLÉTARIATISATION DES MASSES AGRICOLES, ÉVOLUTION VERS LE COLLECTIVISME	25
<i>Théories socialistes</i>	25
<i>Exemples étrangers</i>	31
SECTION V. — COMMENT ÉTUDIER LA CONCENTRATION DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE	33
CHAPITRE II. — La Propriété	37
SECTION I. — PROCÉDÉS D'INVESTIGATION	38
§ 1. — <i>Principe de la division de la Propriété en catégories et procédés pour y parvenir...</i>	38
§ 2. — <i>Petite, Moyenne, Grande Propriété</i>	42
SECTION II. — EVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ RURALE..	46
SECTION III. — FACTEURS ÉCONOMIQUES QUI EXPLIQUENT LES MOUVEMENTS DE LA PROPRIÉTÉ	50
SECTION IV. — FACTEURS JURIDIQUES FAISANT OBSTACLE A LA CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ	53

	PAGES
CHAPITRE III. — L'Exploitation	57
SECTION I. — AVANTAGES RESPECTIFS DE LA PETITE ET DE LA GRANDE CULTURE	58
§ 1. — <i>La grande culture</i>	58
<i>Avantages</i>	58
<i>Inconvénients</i>	60
§ 2. — <i>La petite culture</i>	61
<i>Avantages</i>	61
<i>Inconvénients</i>	62
§ 3. — <i>L'erreur d'une généralisation dans l'appré-</i> <i>ciation des avantages de l'un ou l'autre mode</i> <i>d'exploitation</i>	64
SECTION II. — EVOLUTION DE L'EXPLOITATION DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE	66
§ 1. — <i>Evolution générale de l'exploitation</i>	66
<i>Nombre des exploitations et des exploitants</i> ..	67
<i>Distinction entre petite, moyenne et grande</i> <i>exploitation</i>	71
<i>Mouvements des différentes catégories d'ex-</i> <i>ploitation</i>	75
§ 2. — <i>Evolution de l'exploitation agricole dans</i> <i>les différentes régions</i>	77
<i>Très petite exploitation</i>	78
<i>Petite exploitation</i>	79
<i>Moyenne exploitation</i>	80
<i>Grande exploitation</i>	80
SECTION III. — FACTEURS ÉCONOMIQUES QUI EXPLIQUENT L'ÉVOLUTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE	82
§ 1. — <i>Absence de parallélisme entre exploitation</i> <i>industrielle et exploitation agricole</i>	82
§ 2. — <i>Exploitation familiale</i>	83
<i>Avantages de l'exploitation familiale</i>	84
<i>Evolution de l'exploitation familiale</i>	85
§ 3. — <i>Causes de la régression des petites et des</i> <i>grandes exploitations</i>	86

	PAGES
CHAPITRE IV. — Les Modes d'Exploitation	89
SECTION I. — CARACTÈRES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES DIVERS MODES D'EXPLOITATION	90
§ 1. — <i>Le faire-valoir direct</i>	90
<i>Au point de vue social</i>	91
<i>Au point de vue économique</i>	91
§ 2. — <i>Le Fermage</i>	92
<i>Au point de vue social</i>	92
<i>Au point de vue économique</i>	93
§ 3. — <i>Le Métayage</i>	93
<i>Au point de vue social</i>	93
<i>Au point de vue économique</i>	94
§ 4. — <i>L'exploitation par sociétés capitalistes.</i> ..	94
SECTION II. — ÉVOLUTION DES MODES D'EXPLOITATION. ..	95
§ 1. — <i>Évolution générale</i>	95
§ 2. — <i>Évolution particulière selon les différen-</i> <i>tes régions</i>	97
CHAPITRE V. — Les Capitaux Agricoles	101
SECTION I. — LE CAPITAL FONCIER	102
§ 1. — <i>La valeur de la terre</i>	102
§ 2. — <i>Variation de la valeur de la terre</i>	103
§ 3. — <i>La valeur de la terre dans quelques ré-</i> <i>gions de France</i>	104
§ 4. — <i>La valeur locative des terres</i>	107
SECTION II. — LE CAPITAL D'EXPLOITATION	108
§ 1. — <i>Capitaux fixes</i>	109
<i>Les bâtiments, les améliorations foncières et le</i> <i>cheptel vif</i>	109
<i>L'outillage agricole</i>	110
§ 2. — <i>Capitaux circulants</i>	115
SECTION III. — RÉPARTITION DES CAPITAUX DANS QUEL- QUES EXPLOITATIONS	116
SECTION IV. — SITUATION FINANCIÈRE DES EXPLOITANTS. ..	122

	PAGES
CHAPITRE VI. — Le Personnel Agricole	125
SECTION I. --- LE PROLÉTARIAT ET L'AGRICULTURE FRANÇAISE	126
§ 1. — <i>La concentration et le prolétariat agricole.</i>	126
§ 2. — <i>La culture familiale</i>	127
§ 3. — <i>Les salariés de l'agriculture</i>	129
§ 4. — <i>Les travailleurs étrangers</i>	131
§ 5. — <i>Les artisans ruraux</i>	132
SECTION II. — MOUVEMENTS DU PERSONNEL AGRICOLE.	133
§ 1. — <i>Dépopulation des campagnes</i>	133
§ 2. — <i>Répartition du personnel; augmentation du nombre des exploitants et diminution du nombre des salariés</i>	135
§ 3. — <i>Evolution particulière à certaines régions.</i>	139
SECTION III. — CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PERSONNEL AGRICOLE	142
§ 1. — <i>Durée du travail</i>	143
§ 2. — <i>Salaires</i>	144
§ 3. — <i>Lois sociales</i>	147
§ 4. — <i>Nourriture</i>	147
§ 5. — <i>Logement</i>	148
§ 6. — <i>Chômage</i>	149
CHAPITRE VII. — Causes de la non concentration.	151
SECTION I. — CAUSES ÉCONOMIQUES	152
SECTION II. --- CAUSES LÉGISLATIVES	155
§ 1. — <i>Lois traitant des questions agricoles.</i>	155
§ 2. — <i>Protection douanière</i>	157
SECTION III. — CAUSES SOCIALES ET POLITIQUES	160
§ 1. — <i>Position pratique des socialistes</i>	161
§ 2. — <i>Le rôle social et politique de la paysannerie française</i>	164

CHAPITRE III. — L'Association Professionnelle dans l'Agriculture Française	168
SECTION I. — L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE	169
§ 1. — <i>Nécessité et naissance de l'association..</i>	169
§ 2. — <i>Résistance des milieux agricoles à l'asso- ciation</i>	170
§ 3. — <i>Les différentes formes d'association</i>	172
Associations d'étude et d'encouragement, socié- tés d'agriculture et comices	173
Les syndicats	173
Le crédit agricole	177
Les assurances mutuelles agricoles	178
Les chambres d'agriculture	179
SECTION II. — LE COOPÉRATISME	180
§ 1. — <i>Caractères économiques du coopératisme à la campagne</i>	181
§ 2. — <i>Différentes sortes de coopératives</i>	182
SECTION III. — LE CORPORATISME	186
CONCLUSION	191
BIBLIOGRAPHIE	195
TABLE DES MATIÈRES	201
LISTE DES PRINCIPAUX TABLEAUX	207

LISTE

DES PRINCIPAUX TABLEAUX

	PAGES
<i>Rapport du nombre des exploitations des différentes catégories, au nombre total des exploitations en 1882, 1892, 1929</i>	73
<i>Etendue totale comparative en 1882, 1892, 1929 des diverses catégories d'exploitations en milliers d'hectares</i>	74
<i>Comparaison des exploitations agricoles classées d'après le nombre des ouvriers qu'elles emploient en 1929 et 1938</i>	76
<i>Répartition des différentes catégories d'exploitants</i>	96
<i>Répartition des exploitants directs</i>	97
<i>Comparaison du nombre des machines agricoles en 1882, 1892, 1929</i>	113
<i>Répartition des chefs d'exploitations et des salariés en 1882, 1892 et 1929</i>	136
<i>Répartition de la main-d'œuvre agricole permanente et temporaire en 1929</i>	137
<i>Salaire nominal moyen des ouvriers agricoles de l'an IX à 1929</i>	146
<i>Syndicats agricoles en 1929</i>	174
<i>Coopératives agricoles en 1929</i>	184



